

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION FORESTIÈRE

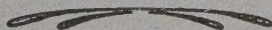
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Juin 1934, à 14 heures

PAR

B. MADRE

PRÉSIDENT : M. TRUCHY, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. OUALID, Professeur.
M. ROCHE AGUSSOL, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

—
1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**LA QUESTION
FORESTIÈRE**

LA QUESTION FORESTIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Juin 1934, à 14 heures

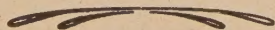
PAR

B. MADRE

PRÉSIDENT : M. TRUCHY, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. OUALID, Professeur.

M. ROCHE AGUSSOL, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

—
1934



AVANT-PROPOS

« Quand on examine le chiffre de nos échanges avec les pays étrangers, une constatation s'impose : c'est la place énorme occupée dans nos importations par les matières premières de toutes espèces », remarquait M. Yves Le Troquer dans un article publié le 31 mars 1928 par l'*Illustration économique et financière*.

Et il poursuivait : « C'est en réalité une des menaces les plus graves qui pèsent sur notre économie nationale que la nécessité pour nos industries, si elles veulent tourner à plein, de demander à l'étranger une bonne partie de leur substance ; elles sont littéralement « en l'air » et à la merci d'une crise mondiale. »

La crise est venue. Les matières premières ont été largement atteintes et nos industries nationales plus largement encore.

Et cependant, sans vouloir prétendre qu'il soit souhaitable et possible de revenir un jour à ce stade de civilisation où chaque peuple se contentait des ressources naturelles qu'il trouvait sur son territoire, nous pensons que les difficultés énormes dont souffre à l'heure présente notre pays tout entier auraient été bien moindres si nous nous étions appliqués à produire, en quantités toujours accrues, les matières premières que notre sol et notre sous-sol métropolitains peuvent fournir en abondance.

Le bois nous est apparu comme l'exemple le plus typique, le plus accompli de ces matières premières dont la France a besoin, qu'elle achète à l'étranger, tantôt très cher, au préjudice de sa balance commerciale, tantôt très bon marché, au détriment de sa propre production.

C'est pourquoi il nous a semblé opportun de reprendre sous cet angle nouveau et de dernière actualité toute la *question forestière*, étudiant d'abord les causes du déficit de notre production ligneuse, nous avons nommé le déboisement ; recherchant ensuite les moyens les plus propres, à l'augmenter, nous voulons parler du reboisement ; et à la protéger, nous entendons ici énumérer les différentes mesures préconisées et mises en œuvre ces tous derniers mois pour la défense de la forêt française : loi de cadenas, augmentation des droits de douane, contingentement.

PREMIÈRE PARTIE

DÉFICIT DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE

LE DÉBOISEMENT.

Il paraîtra sans doute surprenant et même paradoxal que nous parlions de déficit de production au moment même où partout on est tenté d'expliquer la crise actuelle par la surproduction.

Qu'il nous soit permis, avant d'entrer dans l'étude de cette première partie et pour en éclairer l'exposé, de préciser les données d'un problème que sa nature même rend éminemment complexe. Ce sera l'objet d'un chapitre préliminaire, rappelant le caractère spécial de la production forestière.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

NATURE SPÉCIALE DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE.

La production forestière en effet se présente sous un jour tout à fait différent des autres productions. Dans l'industrie, quand les besoins de la consommation augmentent, on peut généralement s'organiser pour les suivre et produire davantage.

Pour l'agriculture, et sous certaines réserves, on peut raisonner de façon analogue.

Sur le terrain forestier, la production ne peut être majorée à volonté. Le producteur ici c'est la Forêt, et pour en récolter les fruits il faut compter avant tout sur le facteur « temps », ce que de nos jours on est beaucoup trop porté à oublier, car il n'existe pas encore de procédé pour faire pousser des arbres plus vite que la nature ne le leur permet. Il faut cent ans et plus pour faire un chêne de valeur, que ce soit en France ou dans n'importe quel autre pays du monde.

C'est la « possibilité » de nos forêts qui en règle la production normale. Il importe donc, avant tout autre développement, de définir cette notion primordiale de sylviculture : la notion de possibilité.

Si nous envisageons la forêt, nous distinguons de suite en elle deux éléments :

1° *Le fonds* qui est ce qui reste après une coupe à

blanc étoc (coupe blanche) ou, si on veut, le sol forestier lui-même ;

2^o *La superficie*, c'est le matériel bois, cette portion du capital qui varie avec l'âge et le mode d'exploitation.

Cette superficie en effet, si elle est créée par la forêt au cours de l'évolution des peuplements livrés aux seules actions des forces naturelles, est aussi et pour autant l'œuvre de son propriétaire. C'est lui qui a choisi judicieusement les peuplements les mieux adaptés à la nature du sol, c'est lui qui les a véritablement cultivés par des nettoiemens, des éclaircies, en un mot c'est lui qui a aménagé sa forêt. Aménager une forêt, c'est lui donner un *règlement d'exploitation*.

Prenons en exemple un massif d'arbres feuillus susceptibles de croître en futaie. Il faut décider si l'on adopte ce mode de traitement ou si l'on conserve le taillis comme tel, ou encore, si on le transforme en cette culture intermédiaire : le taillis sous futaie. Trois cultures : trois rendemens. Puis on fixe les bases de l'aménagement proprement dit qui comporte, outre une division parcellaire de la forêt, le choix d'une révolution ou d'un âge d'exploitation. On procède enfin à plusieurs opérations de sondage permettant d'établir le rendement probable, résultat de cet aménagement. Ce rendement matière : c'est la *possibilité de la forêt*

Une forêt est donc susceptible d'être traitée et aménagée selon différens plans, ces différens plans conditionnant eux-mêmes les différens modes de sa jouissance, modes que le tableau ci-dessous, publié par M. Dutilloy, ingénieur des Eaux et Forêts,

dans la *Revue de l'Ecole de Nancy*, résume et éclaire :

Enlèvement de	Revenu perçu	Dénomination de la coupe
A) Maintien du capital générateur (souches, semis ou plantations).		
1. La possibilité.	Revenu simple.	Coupe d'usage (<i>jus utendi</i>).
2. La possibilité — partie du matériel ligneux.	Revenu simple, partie des revenus accumulés.	Coupe d'usage avec reprise partielle (<i>jus utendi</i>).
3. La totalité du matériel ligneux.	Totalité des revenus accumulés.	Coupe d'usage avec reprise totale (coupe à blanc étoc) (<i>jus utendi</i>).
B) Destruction d'une partie essentielle du capital générateur.		
4. La totalité du matériel ligneux avec absence de souches ou de régénération naturelle ou artificielle.	Totalité des revenus accumulés.	Coupe abusive (<i>jus abutendi</i>).
5. Totalité du matériel ligneux avec pâturage ou culture subséquente.	Totalité des revenus accumulés.	Défrichement (<i>jus abutendi</i>).

De cette nature spéciale de la production forestière limitée dans et par le temps, dans et par les essences, dans et par les moyens de culture, découlent les considérations très importantes, et qui trouvent tout naturellement leur place ici, de *capital* et de *revenu* forestiers.

Le *capital forestier* n'est autre chose que les revenus accumulés au cours des années et générateurs eux-mêmes d'un revenu annuel.

La qualité maîtresse de ce placement, celle qui maintient attachés à la forêt les populations rurales et les propriétaires fonciers, celle qui en fait l'essence même de l'épargne, c'est son élasticité. Et n'est-on pas fondé de dire que la forêt, c'est de « l'intérêt composé vivant », cette caisse d'épargne qui accumule

les revenus à faible intérêt, mais les transforme automatiquement en un capital générateur lui-même de nouveaux revenus, la coupe ne consistant qu'à prélever suivant les nécessités culturelles ou économiques une part plus ou moins importante de ce capital idéal, puisque composé de revenus annuels successifs.

Il en découle naturellement l'infériorité du taux de ce placement, car, la production ligneuse est essentiellement lente et l'utilité ne se crée en forêt qu'au bout d'un nombre d'années plus ou moins grand, les valeurs ne s'y engendrent que par la superposition de nombreux cernes annuels : elles sont le fruit de l'épargne et du temps.

Pour en terminer avec cette étude préliminaire, il nous reste à indiquer entre les mains de qui se trouve ce capital.

Il ressort d'un rapport très documenté de M. le conservateur des Eaux et Forêts Arnould sur les ressources forestières de la France, que, au commencement de 1927, la surface des forêts se répartissait comme suit :

Etat, communes et établissements publics. . .	3.667.258 hectares
Particuliers	6.685.428 —
Soit : 19 % du territoire, ou.	10.352.686 hectares

La forêt particulière, extrêmement divisée, se prête d'ailleurs peu aux statistiques. Les chiffres de sa répartition montrent de suite le caractère tout à fait spécial qu'elle revêt. On y trouve en effet :

1.445.730 propriétaires possédant de 1 à 10 hectares.	
63.734 — — — 10 à 50 —	
15.789 — — — 50 à 200 —	
3.299 — — — plus de 200 —	

Par rapport à la surface boisée, les propriétés

au-dessous de 10 hectares représentent 35 %, de 10 à 200 : 43 %, au-dessus de 200 hectares, 22 %.

Cet aperçu rapide va nous permettre d'étudier plus à fond la complexité de la notion du capital forestier :

A propriétaires différents : intérêts différents.

Et nous allons voir l'Etat, les communes, les propriétaires poursuivant chacun un but différent, traiter leur capital bois selon une méthode différente.

L'Etat, considérant que l'intérêt général exige la production des bois de fortes dimensions, est conduit fréquemment à adopter des traitements en futaie à longue révolution, ce qui entraîne nécessairement le fonctionnement du capital superficie à un taux très faible. Bien plus, gardien de l'intérêt général, il sera amené à chercher à étendre son domaine forestier lors même qu'il en sache par avance l'exploitation déficitaire. Nous voulons parler des plantations utiles à la défense nationale, des reboisements de montagnes nécessaires à la régularisation du régime des eaux que nous aurons l'occasion d'étudier plus longuement au cours de cet ouvrage.

La commune, elle, est surtout soucieuse d'équilibrer un budget annuel souvent difficile et cherche dans ses bois un revenu soutenu. Le législateur l'a si bien compris que, contrairement à la gestion courante des biens communaux administrés par le conseil municipal sous le simple contrôle du préfet, la mise en valeur de la forêt communale est confiée à une administration de l'Etat. Cette anomalie s'explique, car il s'agit de la jouissance de tous les habitants et d'un intérêt collectif. L'Administration des Eaux et

Forêts, en connaissant les besoins et soucieuse de les satisfaire, a développé dans les bois communaux un mode de culture très souple : le taillis sous futaie.

Le particulier et surtout le petit propriétaire, désireux d'un rendement maximum, peut être amené à adopter de préférence le taillis à révolution rapide : vingt ans environ et à rendement matière clair ; cependant, s'il était tenté d'abuser, il subirait directement les conséquences de sa mauvaise gestion, son intérêt personnel le force à être bon administrateur.

Bien plus, cette divergence d'intérêt selon les propriétaires met en valeur un autre aspect de la notion du revenu forestier. Contrairement à tous les autres, le revenu forestier est *périodique* et non annuel. Ce n'est pas que le sol avec l'aide de l'atmosphère ne produise chaque année pour le bois comme pour toute autre culture, mais, pour être réalisables, ses produits doivent s'accumuler sur place pendant une période plus ou moins longue.

Et l'on comprend que l'Etat et la commune propriétaires d'étendues boisées suffisantes peuvent arriver à obtenir un revenu annuel, leurs biens comprenant la série des âges depuis le semis et le recru jusqu'au terme d'exploitabilité, alors que la grosse majorité des propriétaires sont obligés de se contenter d'un revenu périodique, leurs propriétés ne comportant pas l'étendue nécessaire et suffisante pour un aménagement convenable (comportant une coupe chaque année).

Cet aperçu du revenu bois serait cependant incomplet si nous ne considérions la forêt que sous son rapport matière. La production ligneuse une fois

perçue, rentrant dans l'économie nationale et même mondiale, est soumise, ne l'oublions pas, aux lois qui régissent ces dernières.

A côté de l'étude technique des aménagements des Forêts, les considérations économiques doivent jouer un rôle prépondérant et d'autant plus difficile à apprécier que ses facteurs sont susceptibles de se modifier rapidement du tout au tout, alors que les transformations ou conversions, c'est-à-dire les changements de mode de traitement, ne peuvent être réalisés que lentement et progressivement sous peine parfois de sacrifices fort élevés.

Le rendement maximum matière est souvent différent du rendement optimum argent. On ne s'étonnera donc pas si, en marge de l'étude théorique de cette production, de son déficit, de la manière de le combler, nous sommes fréquemment amené à envisager des données d'ordre pratique, voire commerciales, nous permettant de contrôler l'opportunité et l'efficacité des mesures proposées.

PREMIÈRE PARTIE

DÉFICIT DE LA PRODUCTION LIGNEUSE
LE DÉBOISEMENT

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS STATISTIQUES SUR LA PRODUCTION LIGNEUSE EN FRANCE

S'il est un produit de notre activité nationale annuelle qu'il est difficile de chiffrer rigoureusement, c'est bien le bois.

Comme les propriétaires ne sont pas obligés de tenir une comptabilité, et nous avons vu qu'ils étaient légion, les renseignements que l'on peut en obtenir, lorsqu'ils consentent à les donner, ne peuvent valoir que comme indications.

Un nombre considérable de petits acheteurs locaux utilisant eux-mêmes les produits tirés des bois particuliers et venant les chercher sur place, il ne faut pas non plus espérer tirer de la consommation les données qu'on pourrait être en droit d'en attendre.

Force nous est donc, prenant pour base le rapport entre les étendues forestières domaniales et leur produit, rapport établi avec toute l'exactitude possible par l'Administration des Eaux et Forêts, de procéder par comparaison, et, partant de la surface connue de la Forêt particulière, d'estimer son produit probable.

Cette méthode ne tient compte, bien entendu, que de la production *normale* telle que nous l'avons définie,

et non des exploitations effectives faites dans une année donnée.

Ceci posé, afin d'éviter toute confusion ou fausse interprétation, voici la comparaison des statistiques de la production forestière en 1912 et en 1927, telle qu'elle ressort d'une étude présentée au Congrès National du Bois et de ses dérivés, tenu à Lyon du 4 au 7 mars 1928, par M. A. Arnould, conservateur des Eaux et Forêts (déjà cité).

1912

La France possédait 9.886.700 hectares ainsi répartis :

Forêts domaniales : 1.199.436 hectares ;

Forêts communales et d'établissements publics soumises au régime forestier : 1.948.631 hectares ;

Forêts non soumises (particulières et communales) : 6.738.630 hectares.

Ces forêts produisaient :

	Bois d'œuvre	Bois de feu	Total
Forêts domaniales ..	1.010.609 mc.	1.787.991 mc.	2.798.600 mc.
Forêts communales etc.	1.242.713 mc.	3.396.319 mc.	4.639.032 mc.
Forêts particulières,			
etc.	4.458.834 mc.	11.607.245 mc.	16.066.079 mc.
	6.712.156 mc.	16.791.555 mc.	23.503.711 mc. (1)

A cette production s'ajoutait celle des arbres isolés et des plantations, évaluée :

1.200.000 mètre cubes de bois d'œuvre ;

(1) Compte rendu des travaux du Congrès national du Bois et de ses dérivés du 4 au 7 mars 1928.

600.000 mètres cubes de bois de feu.

La production nationale en bois était donc au total :

Bois d'œuvre : 7.900.000 mètres cubes ;

Bois de feu : 17.400.000 mc ou 26.000.000 stères ;

Total : 25.300.000 mètres cubes.

Depuis la guerre, la superficie et la production des forêts françaises ont subi de notables modifications.

Les dévastations de la guerre, les exploitations intensives effectuées dans les régions occupées par l'ennemi, dans la zone des armées par les troupes alliées, à l'intérieur pour les besoins de ces troupes, ou après la guerre dans de nombreuses forêts vendues en fonds et superficie, ont diminué la production des forêts et celle des plantations et des arbres isolés.

Cependant, nous avons eu la joie de recouvrer l'Alsace et la Lorraine et de réincorporer ainsi leurs forêts qui, en 1913, avaient une contenance de 444.105 hectares dont :

Forêts domaniales : 154.781 hectares ;

Forêts communales : 201.834 hectares ;

Forêts particulières : 87.490 hectares ;

Au commencement de 1927, la contenance des forêts françaises se trouvait répartie comme suit :

Forêts domaniales : 1.458.909 hectares ;

Forêts communales et d'établissements publics soumises au régime forestier : 2.208.349 hectares ;

Forêts non soumises (particulières et communales) : 6.685.428 hectares.

La comparaison de la situation en 1912 et de celle en 1927 fait constater :

Pour les forêts domaniales une augmentation de : 104.689 hectares. Pour les forêts communales : 57.884 hectares. Soit au total : 162.573 hectares. Alors que les forêts non soumises accusent une diminution de 140.692 hectares.

Dans l'augmentation de la superficie des forêts communales sont compris 31.442 hectares de forêts soumises au régime forestier depuis 1913 qui étaient classés alors dans la catégorie des forêts non soumises.

La production annuelle normale de 1927 s'établit donc comme suit :

	Bois d'œuvre	Bois de feu	Total
Forêts domaniales	1.900.000 mc.	1.700.000 mc.	3.600.000 mc.
Forêts communales, etc. .	1.900.000 mc.	3.900.000 mc.	5.800.000 mc.
Forêts particulières, etc. .	3.200.000 mc.	12.800.000 mc.	16.000.000 mc.
	7.000.000 mc.	18.400.000 mc.	25.400.000 mc.

A cette production s'ajoute celle des arbres isolés et des plantations évaluée :

300.000 mètres cubes de bois d'œuvre ;

175.000 mètres cubes de bois de feu.

La production des forêts en bois d'œuvre était par conséquent en 1912, en y ajoutant les 700.000 mètres cubes des forêts d'Alsace-Lorraine, de : 7.400.000 mètres cubes pour l'ensemble du territoire actuel.

Elle est, en 1927, de 7 millions de mètres cubes, soit une diminution de 5 %.

Mais il ne faut pas oublier que ces chiffres cachent en réalité un déficit beaucoup plus considérable.

En effet, l'Administration des Eaux et Forêts, pour répondre aux besoins de la consommation, a, dès 1919, arrêté par les soins de sa Direction générale,

un nouveau plan d'aménagement, plan d'après lequel la possibilité des forêts soumises à sa gestion a été révisée et augmentée de 20 %. Véritable artifice qui masque en réalité un déficit de 25 %.

Si nous considérons maintenant les forêts non soumises, nous constatons, dans la possibilité des bois d'œuvre, une diminution de 1.200.000 mètres cubes, soit 27 %.

D'après les récentes évaluations, la production en bois d'œuvre des plantations et des arbres isolés a diminué de 900.000 mètres cubes, soit 50 %.

Il y a donc, par rapport à 1913, un déficit considérable de notre production ligneuse; aussi, notre second chapitre aura-t-il pour objet l'étude des causes de ce véritable effondrement de notre revenu forestier, conséquence désastreuse de la disparition du capital lui-même, du déboisement intensif de nos forêts particulières qui, de 1912 à 1927, ont diminué de 140.692 hectares et qui, malheureusement, continuent à fondre tous les jours.

On comprend donc que plus que jamais résonne à nos oreilles ce cri attribué à Colbert : « La France périra faute de bois ».

CHAPITRE II

CAUSES DE DÉBOISEMENT

C'est qu'en effet nombreux sont les facteurs qui militent en faveur des coupes abusives, que ce soient des considérations d'ordre général sur l'emploi croissant du bois dans l'industrie moderne, matière que rien ne remplace et qui trouve toujours des débouchés nouveaux ; que ce soient des raisons d'ordre économique provoquant la hausse des cours génératrice de grosses coupes, comme les besoins nés de la guerre, la baisse du franc, la faiblesse du taux du revenu bois ; que ce soient des fléaux tels que le feu et les invasions d'insectes ; que ce soient enfin des imperfections inhérentes à notre législation et à notre fiscalité.

Il nous apparaît nécessaire, dans un exposé comme celui-ci, de reprendre un à un tous ces facteurs et de les étudier en détail, consacrant à ce chapitre une ampleur particulière, car non seulement il pose les données de notre problème, mais suppose aussi les grandes lignes de sa solution.

PARAGRAPHE 1^{er}

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL SUR L'EMPLOI CROISSANT DU BOIS DANS L'INDUSTRIE MODERNE

Le bois en effet, quoi qu'une certaine presse, ayant

plus le souci d'intérêts particuliers que celui de la vérité, ait pu en dire surtout ces derniers temps, le bois, que la science moderne est impuissante à reproduire synthétiquement, reste envers et contre tout une matière première que rien ne remplace et dont la demande s'accroît en proportion des besoins de l'industrie moderne.

Une matière première que rien ne remplace.

« Il est peu de matières premières qui n'aient leur succédané », écrivait M. Elbel, alors directeur de l'Association Nationale et Industrielle du Bois, dans une étude relative au déboisement, publiée dans l'*Illustration économique et financière*, consacrée aux richesses du sol et aux industries qui s'y rattachent. En effet, le ciment armé remplace la pierre et le marbre, la soie artificielle se substitue de plus en plus à la soie naturelle ; les colorants artificiels ont détrôné l'indigo, la garance et la cochenille ; l'on recherche des substituts au pétrole qui, lui-même, avait remplacé l'huile d'éclairage et maints autres combustibles. Partout on constate la substitution aux produits rares et chers dont se servaient nos pères, par ceux plus abondants créés en grande série et à des prix plus abordables.

Mais voici une matière qui échappe à la loi commune : le Bois qui, comme par miracle, va être à la base de la fabrication de tous ces produits de remplacement.

Les besoins croissants de l'industrie.

Le ciment armé, avons-nous dit, a tué la pierre et

le marbre. Mais pour donner à ce ciment lui-même la forme qui lui permettra de se substituer dans les constructions modernes à la matière employée par nos aïeux, pour le coffrer en un mot, à quoi aura-t-on recours : au bois.

La soie artificielle, mais de quoi donc est-elle faite ? de bois.

Les colorants artificiels ? mais ce sont les extraits tirés du châtaignier qui en font la base.

Et nul n'ignore les travaux de plus en plus poussés et les résultats déjà obtenus par nos ingénieurs dans l'emploi des gaz de charbon de bois pour la fabrication d'un carburant national.

Il n'est pas jusqu'au récent gaz butane que l'on n'envisage de remplacer par un dérivé de la distillation du charbon de bois.

Nous ne citerons que pour mémoire les nombreux produits tirés des goudrons de bois par la chimie moderne et utilisés dans l'industrie et la pharmacie.

Il est facile de discerner les conséquences de ces nouveaux débouchés sur le commerce des bois.

Il en est résulté les adaptations inévitables des vieux métiers spécialisés dans l'industrie du bois aux exigences de la vie moderne. L'antique scieur de long est devenu un ouvrier de scierie, le charretier et le mulétier se sont faits camionneurs, le marchand de bois est maintenant industriel. Tous travaillent encore le bois, mais ils en travaillent beaucoup plus et la forêt, la vieille forêt, se meurt pour les nourrir.

PARAGRAPHE 2

RAISONS D'ORDRE ÉCONOMIQUE PROVOQUANT LA
HAUSSE DES COURS GÉNÉRATRICE DE
GROSSES COUPES

Aux conséquences de l'orientation générale de la production nationale scientifique moderne, sont venues s'ajouter des raisons d'ordre économique qui, pour n'avoir été que passagères, n'en ont pas moins eu, sur notre capital forestier, de funestes et irréparables résultats. Nous voulons parler des besoins et dévastations nés de la guerre, de la baisse du franc, et des risques qui menacent chaque propriétaire en particulier.

On n'a pas été long à sentir sur le marché les conséquences de cet afflux nouveau de demandes créé par les besoins des fabriques modernes.

Ce fut d'abord la raréfaction et la cherté excessive de certaines essences de croissance plus lente et d'emploi plus recherché : noyers, châtaigniers, chênes ; ce fut ensuite la difficulté grandissante de se procurer à bon compte les bois d'œuvre employés dans les constructions de toutes sortes ; c'est enfin pour les industries de très grand débit, la papeterie par exemple, la menace d'une sous-production que de bons esprits annoncent déjà comme angoissante.

Nul n'ignore d'autre part les vides causés dans notre domaine sylvicole pendant la guerre, tant par nos ennemis pour détruire notre capital bois, que par nous-mêmes pour subvenir aux besoins de notre défense nationale.

Chacun sait avec quelle âpreté barbare, quelle méthodique organisation, quel désir brutal d'anéantissement complet, les occupants ont rasé les plus belles de nos forêts, les plus riants de nos bosquets, jusqu'aux noyers séculaires clairsemés à travers nos provinces envahies. Sans souci des réserves ni des peuplements, l'envahisseur, non content de détruire dans la zone des combats, nous a envoyé ses meutes de forestiers et de bûcherons et le carnage de nos forêts fut consommé devant nos yeux impuissants et indignés, tant et si bien qu'on a dû remettre à l'Administration des Eaux et Forêts, pour les reboiser, un certain nombre d'hectares impropres à toute culture de cette zone meurtrie, si tragiquement dénommée « Zone Rouge ».

La remise de ces terrains a commencé en décembre 1926. En 1927, l'Administration avait pris possession de 8.000 hectares, sur 15.000 environ estimés inutilisables.

Aussi important, l'effort demandé à nos forêts intérieures a laissé des traces non moins durables et non moins pénibles, et ce n'est pas sans un certain serrement de cœur, lorsque parcourant nos plus beaux massifs forestiers, particuliers et domaniaux, que l'officier des Eaux et Forêts, le marchand de bois ou le touriste, s'arrête devant une surface nue et en demande la cause, ce n'est pas sans un certain serrement de cœur, disons-nous, qu'il entend toujours la même et lamentable réponse : « a été abattu pendant la guerre ».

La guerre avait été dévastatrice ; l'après guerre le fut plus encore. La reconstruction des régions dévas-

tées, le bouleversement général des fortunes vinrent compléter le grand dommage de nos forêts particulières puisque s'ajoutait, à la tentation d'encaisser un prix élevé, le besoin de réaliser tout ou partie d'un capital économisé.

Mais allait bientôt éclater un mal voilé jusque-là et cependant déjà à la base des réalisations des propriétaires, mal qui amènerait ces derniers à pratiquer des coupes sombres dans leurs réserves forestières.

Nous avons nommé la baisse du franc.

Il est superflu de montrer comment l'effondrement de notre devise nationale a entraîné pour le bois, comme pour les autres produits, une hausse apparente. Celle-ci a incité beaucoup de propriétaires à réaliser tant dans leurs coupes de futaies et de taillis, que dans leurs forêts résineuses, une forte proportion de leurs arbres et des plus beaux, « pour profiter de la hausse », croyaient-ils. Vain mirage qu'un lendemain cruel devait dissiper, mais que l'étranger a malheureusement exploité facilement grâce à la valeur supérieure de sa monnaie.

De ce fait, la matière première de nos industries françaises du bois, les bois en grumes, les bois d'œuvre, ceux qui nous font le plus défaut et des plus rares, ont passé nos frontières et trop de forêts particulières ont été ruinées.

Bien mieux, n'avons-nous pas assisté en 1925 et 1926 à l'achat sur pied dans notre propre pays, dans nos départements de la Creuse et de la Corrèze, de nos plus beaux châtaigniers par des Américains que le cours du dollar à cette époque mettait bien au-dessus de toutes considérations de concurrence.

On serait facilement tenté de déduire, de ce qui précède, que les propriétaires sont incapables de gérer sainement leurs étendues boisées.

« J'ai le devoir de déclarer », écrivait M. Honoré Barbier, le dévoué président du groupe XXVI de la Confédération générale de la Production française, dans un rapport présenté au Conseil National Economique en février 1931, « que nombreux sont les propriétaires qui traitent leurs forêts avec autant de science que de désintéressement et d'amour, de constater que de nombreuses forêts sont restées dans les mêmes familles depuis des siècles » (1).

Il faut aimer la forêt pour y investir les fonds importants qu'elle réclame. En effet, des risques inégaux menacent la forêt particulière : les revers de fortune qui peuvent atteindre son propriétaire, la faiblesse du taux du revenu.

Quand l'adversité frappe à la porte — et qui en est à l'abri ? — peut-on faire grief au propriétaire de se retourner vers sa forêt et de lui dire : Je t'ai cultivée avec amour ; mes économies, mes privations, je te les ai apportées ; je n'ai jamais compté avec ton revenu et te voilà riche des belles réserves que mes ancêtres et moi avons accumulées dans ton sein ; aujourd'hui, que la pauvreté me menace, livre à ma famille la richesse que tu lui dois ; je vais mobiliser tes réserves.

C'est son droit. Qui pourrait le blâmer d'en user devant la nécessité ?

(1) Honoré Barbier, Rapport présenté au Conseil National Economique, février 1931.

Le propriétaire n'est pas et ne peut pas être un philanthrope, il entend que son bien lui rapporte. Or, la faiblesse du taux du revenu influence d'une façon très préjudiciable la forêt particulière.

Il est certain notamment que, par suite du ralentissement de la croissance des arbres avec l'âge, la production des gros bois ne rémunère que faiblement les capitaux qui y sont engagés.

« Après être resté quelque temps en équilibre à son niveau culminant, le taux de placement descend à mesure que l'âge de la réalisation monte, parce que, normalement, si l'exploitation est judicieuse, le capital augmente bien plus vite que le revenu (du fait des réserves accumulées). Cette décroissance est reconnue par tous les économistes sans exception » (1). D'où le danger que va préciser l'exemple suivant emprunté à M. Schoeffer, conservateur des Eaux et Forêts.

Voici une forêt qui, sagement administrée depuis plusieurs générations, est parvenue à sa valeur maximum et renferme un matériel considérable. Son revenu annuel — 40.000 francs — ne couvre pas les besoins de la famille qui la possède. Alors se présente un acheteur qui, ayant soigneusement dénombré les massifs, vient offrir pour la superficie seulement une somme dont le revenu dépasse de beaucoup celui des coupes annuelles. Ecoutez le raisonnement tentateur et vous sentirez de suite la différence essentielle entre la *valeur de placement* et la *valeur de réalisation* :

« Le revenu réalisé par votre aménagement dé-

(1) Jacquot, *Incendies de forêts*, Paris, 1903.

montre, Monsieur, que votre forêt vaut 1 million ; le revenu est insuffisant. Je vous offre 1 million et vous conserverez votre forêt. Mieux, j'y ajoute 100.000 ou 200.000 francs dont le revenu couvrira indifféremment les charges : impôts, garde, entretien, moyennant quoi j'enlèverai tout ce qui est exploitable. La forêt a le temps devant elle, elle se régénérera automatiquement, si bien que vous aurez mis dans l'actif de votre descendance la valeur de deux forêts : l'une monnayée et qui vous rapporte, l'autre en biens-fonds. »

Raisonnement tentateur, avons-nous dit, et souvent écouté, car, dans notre civilisation industrielle, les capitaux iront plus aux affaires qu'à la forêt et celles-ci les délogeront de celle-là.

La destruction de nos futaies ira grandissante tant que la rémunération des capitaux forestiers restera inférieure aux loyers versés par la culture, aux bénéfices distribués par les bonnes entreprises industrielles, à la capitalisation des fonds d'Etat.

Comme il faut aimer sa forêt pour résister !

PARAGRAPHE 3.

FLÉAUX TELS QUE LE FEU, LES INVASIONS D'INSECTES

Il n'est pas jusqu'aux calamités naturelles qui ne viennent, elles aussi, s'abattre périodiquement sur nos malheureuses forêts, frappant sans distinction d'âge ni de propriétaire.

Il n'est rien de plus navrant que le spectacle désolé de ces jeunes plantations, élevées amoureusement et sans aucun rapport, brûlées au moment même où

elles allaient commencer à produire. Sinistre difficile à chiffrer, variable avec la sécheresse des étés, cantonné dans certaines régions plus particulièrement éprouvées, assuré, me direz-vous, mais dévastateur quand même et combien décevant pour le propriétaire.

Nous en dirons autant des invasions d'insectes et n'en voulons pour preuve que celle qui décime actuellement les forêts de Saint-Etienne, du Rouvray et de Roumare.

Que l'on comprend bien le découragement de M. le conservateur Camus obligé, pour ne pas les voir bientôt s'effondrer d'elles-mêmes, de mettre en coupes sombres ces belles forêts résineuses qui ornaient l'année dernière encore les environs de Rouen et les riants coteaux de la Seine.

Mais ce ne sont là qu'accidents heureusement peu fréquents.

Il nous reste à examiner une cause bien plus importante, nous dirons même la plus importante du déboisement : les imperfections inhérentes à notre législation et à notre fiscalité.

PARAGRAPHE 4.

IMPERFECTIONS INHÉRENTES A NOTRE LÉGISLATION ET A NOTRE FISCALITÉ

1^o *A. notre législation.*

Sous l'ancien régime, la proportion de forêts appartenant à des propriétaires impériissables (rois, communes, hospices, communautés) était considérable. La situation différerait donc sensiblement de celle d'aujourd'hui. Bien plus, beaucoup de grands massifs

particuliers se transmettaient par droit d'aînesse.

Le Code civil, en établissant un régime tout à fait différent, a empêché la formation de nouveaux domaines boisés et ruiné ceux qui préexistaient.

Une forêt vient en héritage ; que va-t-il se passer s'il y a plusieurs héritiers ?

Admettons que les enfants, désirant continuer l'œuvre de leurs parents, restent dans l'indivision. Cet état ne peut être que provisoire. S'il survient un nouveau décès chez les héritiers, qu'il y ait des mineurs, que les enfants ne s'accordent pas, que l'un d'eux ait besoin de ses capitaux pour soutenir son commerce, ou son industrie, ou simplement son train de vie : « c'est le partage obligatoire ». Mais le partage ici : c'est le morcellement, et le morcellement c'est un acheminement vers la disparition de la forêt.

En effet, si l'on a à sa disposition des coupes annuelles inférieures à 5 hectares, il n'est guère possible de marquer des réserves convenables, notamment celles des baliveaux. Cette parcelle, conduite sans règle par un propriétaire qui n'a ni l'amour de la forêt ni les connaissances qu'elle exige, est appelée à disparaître. Après une exploitation abusive, ce sera un bois où il n'y aura plus de chênes, mais où les épines pousseront à plaisir. Ce bois est définitivement perdu pour l'économie nationale.

2° Imperfections inhérentes à notre fiscalité.

Mais c'est du Fisc que vient la menace de beaucoup la plus grave et en quelque sorte permanente qui pèse sur la forêt. Elle revêt trois formes consécutives et superposées : impôt foncier et son complé-

ment obligatoire, cédula y correspondant de l'impôt général sur le revenu ; droits de mutation entre vifs ; droits de succession.

a) *Impôt foncier :*

Il importe au premier chef de bien distinguer les deux aspects sous lesquels se présente cet impôt.

L'impôt foncier en France est payé, comme on le sait, d'après un plan général du territoire, « le cadastre », tenu à jour grâce à un système dans l'étude duquel nous n'entrerons pas.

Une commission de « répartiteurs », réunie par les soins du contrôleur des Contributions directes, détermine dans chaque commune, pour une période de dix ans, le classement de toutes les terres de cette commune en un certain nombre de catégories selon la valeur supposée à celle-ci, classement duquel dépend le quantum de l'impôt foncier à appliquer.

Or, nous avons vu que la destination du sol forestier n'est rien moins que précise, la même parcelle pouvant aussi bien porter un taillis qu'une futaie, être aujourd'hui couverte d'arbres et demain radicalement nue et quasi improductive même lorsqu'il y a gestion normale.

Il ne faut pas longtemps pour en tirer les conséquences suivantes, conséquences désastreuses pour la pérennité de la forêt.

Un terrain nu dans la plus pauvre partie de la plus pauvre commune, classée dans la dernière catégorie par les répartiteurs et partant payant peu d'impôts, est planté par son propriétaire. Ce dernier fait des frais, frais qu'il estime justement récupérer grâce à

la modicité de la redevance versée à l'Etat. Bien dirigée, cette plantation devient une belle sapinière. Mais un beau jour, la commission de répartition, qui n'est d'ailleurs plus la même que celle qui avait naguère classé le terrain en dernière catégorie, n'ayant plus sous les yeux qu'un capital important prochainement réalisable, le classe, de la dernière catégorie, en première. Et voilà notre homme désolé, la mort dans l'âme, obligé de réaliser avant l'âge pour que sa nouvelle lande soit reclassée en dernière catégorie.

Plus fort encore. Telle a été la conduite des répartiteurs dans une commune. Mais rien n'empêche ceux de la commune voisine d'agir autrement, et comme le fait de planter est essentiellement un acte de capitalisation, il est facilement taxé au maximum et d'autant plus durement dans les pays où rares sont les propriétaires forestiers.

Si maintenant nous voulons examiner l'impôt payé par le propriétaire de bois au titre de sa forêt dans le calcul de l'impôt général sur ses revenus, nous constaterons facilement que là aussi la position de l'Administration est loin d'être en faveur de la conservation des forêts.

L'étude préalable de la notion de revenu forestier nous a montré ce dernier comme *périodique*, et si on oblige le capitaliste forestier à payer sur ses bois un impôt annuel, il avancera à l'Etat pendant 25 ou 30 ans des sommes qu'il est susceptible de ne pas recouvrer lui-même.

D'autre part, qu'on nous permette de montrer l'erreur capitale commise dans le calcul d'un revenu moyen annuel établi *à priori* : en divisant la valeur

de la coupe par l'âge des bois, on obtient un chiffre beaucoup trop élevé, car on omet de tenir compte de l'accumulation des intérêts.

En effet, le revenu brut est formé de deux éléments :

1^o *Le revenu du sol* égal à l'annuité reproduisant la valeur de la coupe d'un peuplement exploité à l'âge minimum auquel il peut fournir des produits de valeur marchande dans la région ;

2^o *Le revenu de l'épargne* accumulé dans les arbres de futaie et les coupes en croissance. Il apparaît tout de suite que dans aucun cas le revenu de cette épargne ne devrait être assujéti à la contribution annuelle. Le frapper, c'est frapper le capital et non le revenu.

Or en France, jusqu'à une date récente, les forêts comme tous les biens immobiliers payaient l'impôt général sur le revenu établi d'après le revenu cadastral servant de base à la contribution foncière. Nous venons de voir combien cette méthode était, quant au bois, déplorable.

On ne s'étonnera donc pas si les propriétaires, et avec eux tous les théoriciens de la forêt, ont, de tout temps, réclamé avec insistance une révision de l'estimation, par l'Administration des Contributions, du revenu réel moyen annuel, et partant, demandé que fussent étudiées et mises au point une méthode de calcul en rapport avec le mode de croissance très spécial de la forêt et une révision de l'évaluation cadastrale, base de nos contributions foncières.

Nous devons à la vérité de dire qu'un gros effort a été fait dans ce sens.

Par circulaire en date du 17 juin 1931, le ministre des Finances prescrivait l'institution dans chaque

département d'une commission consultative ayant pour objet de fournir à la commission départementale des évaluations foncières, tous renseignements et toute documentation susceptibles d'assurer une élaboration judicieuse du tarif d'évaluation des bois.

Ce comité devait comprendre :

Un directeur des Contributions directes ;

Un inspecteur de l'Enregistrement ;

Un inspecteur des Contributions directes ;

Un officier des Eaux et Forêts ;

Deux propriétaires forestiers.

L'importance de cette création est indiscutable ; cependant, il n'échappera à personne que dans une telle commission les deux propriétaires fonciers ne joueront qu'un rôle purement consultatif. Nous devons à la vérité de dire, d'ailleurs, que, pas plus que le cadastre n'a été révisé, cette commission n'a fonctionné, et la méthode employée pour établir le revenu servant de base à la contribution foncière des propriétés non bâties est toujours la même.

La loi du 28 février 1933, en son article 40, substitue pour les propriétés louées ou affermées, dans l'établissement de la cédule revenu sur les propriétés non bâties, au revenu cadastral, le montant des recettes encaissées dans l'année diminué de 30 %, ou le revenu réel justifié. Cette innovation ne nous apparaît pas, quant au bois, comme devant supprimer les injustices passées. Elle ne tranche pas la question du paiement de l'impôt eu égard à la périodicité du revenu. D'autre part, nombreux sont les propriétaires forestiers qui exploitent leurs bois eux-mêmes, et cette disposition ne s'applique qu'aux propriétés louées ou affermées.

Enfin à l'impôt foncier, part de l'Etat, se juxtaposent des impôts divers pour les communes, les départements, les chambres d'agriculture, les routes, etc..., impôts qui écrasent littéralement la forêt ; aussi, MM. Henri et Joseph Hitier ont-ils pu écrire : « Par le jeu combiné de l'impôt foncier, des centimes additionnels et de la taxe vicinale, il n'est pas rare de voir des bois payer annuellement jusqu'à 45 ou 50 % du revenu qu'ils donnent effectivement. Avant guerre, dans la *Revue du Touring-Club*, mars 1908, M. Defert apportait toute une série d'exemples et citait en terminant le cas d'une forêt qui, pour un produit annuel de 8.500 francs, payait 9.225 fr. 50 d'impôts. Comment s'étonner, en face de pareilles monstruosité fiscales, si le propriétaire rase ses bois pour s'affranchir de l'impôt et trouver du même coup un revenu dans le placement du capital réalisé. »

b) *Les droits de mutation entre vifs :*

Il ne paraît pas, *à priori*, que le taux des droits de mutation puisse influencer beaucoup sur l'avenir des forêts, et pourtant, il n'est pas besoin de grands développements pour montrer qu'il intervient au premier chef.

Lorsqu'en effet, les droits de mutation immobiliers, qui s'appliquent aux forêts vendues sol et superficie, sont supérieurs aux impôts sur les ventes de bois destinés à l'exploitation, il est évident que le propriétaire a tout avantage à scinder son opération en deux parties. Il vend les arbres à un marchand de bois, le sol à un marchand de biens, et ne paye ainsi les droits élevés que sur la plus faible partie du capital muté. Mais, réciproque bien plus grave, le capitaliste qui

par goût, ou en vue d'agrandir une propriété familiale, envisagera l'achat de tout ou partie d'une forêt, sera amené à procéder de même. Il cherchera et trouvera facilement un acheteur susceptible d'acquérir directement la superficie et de l'exploiter, et ne gardera pour lui que l'opération immobilière, évitant ainsi le paiement de droits considérables.

Le résultat de semblables inégalités de traitement ne devait pas se faire attendre en France. Devant la véritable prime fiscale ainsi offerte au déboisement, prime qui en 1928 avait atteint le taux considérable de 20 %, des quantités de forêts ont été coupées à blanc étoc.

Aussi fut-il inséré dans la loi de finances de 1930 une disposition destinée à remédier à cet état de choses ; ce fut l'article 15 ainsi conçu :

« Le droit de mutation à titre onéreux de biens immeubles, dont le tarif est fixé par les articles 2 de la loi du 31 juillet 1929 et 42 de la loi du 13 juillet 1925, et le droit d'enregistrement des donations entre vifs sont réduits des trois quarts pour les acquisitions et donations de propriétés en nature de bois et forêts, à la condition :

« 1^o Que l'acte constatant l'acquisition ou la donation soit appuyé d'un certificat délivré sans frais par le Service des Eaux et Forêts attestant que les bois et forêts acquis ou donnés sont susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière ;

« 2^o Qu'il contienne l'engagement par l'acquéreur ou le donateur, pour lui et ses ayants cause, de soumettre pendant trente ans les bois et forêts, objets

de la mutation, à un régime d'exploitation normale qui sera déterminé par décret.

« En cas d'infraction aux règles de jouissance qu'il aura pris l'engagement de suivre, l'acquéreur, le donataire ou ses ayants cause seront tenus d'acquitter à première réquisition le complément de droit de mutation ou de donation, et en outre, un droit supplémentaire égal à la moitié de la réduction consentie.

« Les infractions seront constatées par des procès-verbaux dressés par les agents du Service des Eaux et Forêts.

« Pour la garantie du paiement des droits complémentaires et supplémentaires, éventuellement exigibles, le Trésor possède sur l'immeuble, objet de la mutation ou de la donation, un privilège. »

Cet article, qui a trouvé son origine dans un amendement déposé par M. Serot, semblait devoir supprimer la prime offerte par le fisc à celui qui achetait une forêt pour la couper à blanc étoc et la ruiner, par opposition à celui qui l'acquerrait pour la conserver et l'améliorer.

Nous devons cependant à la vérité de dire que les résultats n'ont pas confirmé ces espérances. Les conditions imposées dans le règlement d'exploitation d'une part, les facilités données à la vente du sol nu d'autre part, sont allés à l'encontre du but recherché par la loi ; les marchands de biens en ont profité pour augmenter les exploitations abusives ; les propriétaires forestiers se sont isolés encore plus. Les seuls bois susceptibles d'être soumis à l'article 15 n'ont-ils pas été des bois ruinés pour 30 ans et au-delà.

Bien plus, les dispositions de cet article 15 ont été pour les propriétaires de forêts en bon état une nouvelle tentation à laquelle quelques-uns ont succombé.

Cette disposition ne devait d'ailleurs pas être longtemps en vigueur, et pour répondre aux besoins toujours grandissants de la trésorerie, la loi du 23 décembre 1933 dans son article 19 semblait supprimer radicalement ces dégrèvements. Justement ému de ce retour en arrière, le sénateur Néron, ardent défenseur de la forêt française, demandait au directeur général de l'Enregistrement de vouloir bien préciser comment l'Administration entendait appliquer ces nouvelles charges quant à l'article 15 de la loi du 16 avril 1930. Il lui fut répondu le 15 janvier dernier :

« L'interprétation rigoureuse de l'article 19 de la loi du 23 décembre 1933 pourrait conduire à décider que cette disposition réduit également de moitié l'abattement ainsi prévu en faveur de ces mutations et qui constitue, en fait, une diminution de tarif. Mais, comme la surcharge fiscale qui en résulterait s'ajouterait à celle qui précède du rehaussement du tarif applicable aux mutations immobilières à titre onéreux, il convient de considérer que les acquisitions de bois et forêts continuent de bénéficier de la réduction des trois quarts qui, désormais, se calculera sur le nouveau tarif du droit de mutation à titre onéreux de biens immeubles.

« Pour les mêmes motifs, il y a lieu de décider que la disposition nouvelle n'apporte aucune modification au régime fiscal des donations de propriétés en nature de bois et forêts, qui, dès lors, par application de l'article 15 précité de la loi du 16 avril 1930, conti-

nuent également de profiter de la réduction des trois quarts du droit d'enregistrement des donations entre vifs.

« En conséquence, le droit à percevoir sur les acquisitions des propriétés en nature de bois et forêts, satisfaisant par ailleurs aux conditions prévues par l'article 15 de la loi du 16 avril 1930 et par le décret du 28 juin 1930, est de : 3 fr. 375 % ($\frac{1}{4}$ de 13 fr. 50 %) au lieu de 3 fr. 00 ($\frac{1}{4}$ de 12), ou de 4 fr. 125 ($\frac{1}{4}$ de 16,50 %) au lieu de 3 fr. 75 ($\frac{1}{4}$ de 15) en cas d'achat pour revendre. Enfin, si la réduction porte sur la revente, à la suite d'un rachat pour revendre, le droit est de 1 fr. 6875 % ($\frac{1}{4}$ de 6 fr. 75 %) au lieu de 1 fr. 50 ($\frac{1}{4}$ de 6). »

Ce qui se traduit en définitive par une charge nouvelle. Les *acquisitions* de forêts subissant au fond l'augmentation du tarif applicable aux mutations immobilières.

c) *Les droits de succession :*

Nous avons déjà vu que la mort du propriétaire pouvait entraîner juridiquement la disparition de sa forêt. Cette conséquence paraîtra bien plus évidente encore quand nous aurons examiné la position prise par le Fisc à l'égard des héritiers du *de cujus*.

Le principe qui guide le Fisc dans l'évaluation des objets dépendant d'une succession, repose sur la valeur vénale de ces objets au cours du jour du décès.

Cela paraît *à priori* parfaitement rationnel et équitable.

Mais il arrive nécessairement, étant donné ce que

nous savons de la nature spéciale de la propriété forestière, que ce principe va se trouver ici faussé par la matière même à évaluer. En effet, plus est importante l'accumulation des bois d'œuvre qui constituent les futaies, c'est-à-dire le capital bois, plus ce capital investi sera lourdement frappé lors de la mort du *de cujus*, car le taux actuel de l'impôt calculé d'après la valeur vénale est tel, pour les futaies, que les héritiers sont généralement impuissants à payer cet impôt sans être obligés de recourir à la réalisation partielle ou totale du bois engagé.

Nous avons vu aussi qu'il fallait de un à deux siècles pour créer une futaie, et les propriétaires particuliers ne sont point aussi longévifs que leurs chênes. Cette même futaie aura donc dû passer entre les mains de trois générations avant d'atteindre sa révolution. Il serait facile d'établir qu'avec le jeu des mutations et successions, les grosses futaies ont leur valeur absorbée par l'impôt, et qu'au lieu de trouver en elles un « actif » leur propriétaire les a intégralement payées et parfois surpayées au Fisc.

Le résultat pratique est facile à prévoir : un certain nombre de pères de familles, sur leurs vieux jours et la mort dans l'âme, en arrivent à réaliser eux-mêmes une partie au moins, sinon tout, de leur matériel forestier. Et qu'il nous soit permis d'admirer la candeur de l'Etat qui, ayant le plus pressant besoin de bois d'œuvre, s'étonne de ne pas en trouver dans les bois particuliers alors que les droits successoraux sont venus frapper 2, 3, 4 et jusqu'à 6 fois le même arbre durant sa croissance.

d) *Les subventions industrielles à l'entretien des chemins vicinaux :*

Enfin, il existe dans l'arsenal de nos lois une disposition dont ne se doutent guère les habitants des villes, mais qui intéresse grandement les propriétaires de forêts et tous les exploitants qui emploient des matières d'un poids considérable : je veux parler de l'article 14 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux qui permet aux communes d'exiger des subventions spéciales de ceux qui dégradent leurs chemins.

« Il n'y a pas de disposition législative plus vicieuse dans son application et qui entraîne plus d'abus que celle-là », écrivait en 1863 M. Serrigny, professeur de droit administratif à la faculté de droit de Dijon (1).

Cette disposition existe encore de nos jours et est ainsi conçue : « Toutes les fois, dit l'article 14, qu'un chemin vicinal, entretenu à l'état de viabilité par une commune, sera habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute entreprise industrielle,... il pourra y avoir lieu à imposer aux entrepreneurs ou propriétaires... des subventions spéciales dont la quotité sera proportionnée à la dégradation extraordinaire qui devra être attribuée aux exploitations. »

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'étudier les diverses interprétations proposées à l'application

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1863, p. 2.

de ce texte. Il apparaît de suite combien il est inexact d'assimiler les dégradations routières résultant de l'exploitation normale de la forêt, aux dégâts causés aux voies de communication environnant les mines, les carrières et toutes autres usines par l'usage continu et intensif qu'elles en occasionnent.

Le propriétaire qui coupe ses bois fait un acte de culture au même titre que l'agriculteur qui fauche ses blés. Il est absolument inique de lui imposer une charge supplémentaire du fait de sa récolte. Cet impôt spécial et injuste, menace toujours suspendue et non chiffrée qui pèse sur notre domaine forestier, vient s'ajouter d'une manière tout à fait extraordinaire et exorbitante aux impôts déjà très lourds de la forêt et n'est qu'une cause de plus de sa disparition.

La conclusion de cet ensemble de facteurs, nous ne la tirerons pas, laissant ce soin au gouvernement qui reconnaissait officiellement, déjà en 1908, comme intolérable la situation actuelle des propriétaires forestiers. Après le ministre des Finances constatant à la Chambre, le 16 mars 1908 : « Il y a des propriétaires et des communes qui payent aujourd'hui à l'Etat, du chef de l'impôt foncier, une taxe supérieure au revenu véritable des bois », le ministre de l'Agriculture venait, le 4 mars 1910, reconnaître au Sénat que : « La propriété forestière est littéralement écrasée sous l'impôt... ; on aboutit à des taux prodigieux de 30 à 50 % en moyenne, quand il s'agit de taillis (50 % du revenu bien entendu), la proportion atteint parfois 100 %. » Et le ministre ajoutait cette constatation navrante pour quiconque aime la forêt ou a conscience de son rôle dans l'économie nationale :

« Il ne faut pas être trop prompt à jeter la pierre au propriétaire qui se défait de sa forêt, puisque c'est la seule ressource qui lui reste pour ne pas mourir de faim sur sa propriété » (1).

(1) *J. off.*, Sénat, 4 mars 1910, p. 411, col. 1.

CHAPITRE III

MESURES ÉDICTÉES EN FRANCE POUR COMBATTRE LE DÉBOISEMENT

Un tel état de choses devait attirer l'attention des particuliers et la sollicitude des pouvoirs publics.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de retracer les défenses publiées par nos gouvernements successifs, et nous ne suivrons pas l'ordre chronologique des différentes mesures édictées en France pour combattre le déboisement. Il est bon cependant de ne pas oublier que l'importante institution dite du quart en réserve, imposée par l'article 93 du Code forestier, qui nous avait été transmise par l'ordonnance de 1669, a son origine dans un édit royal de 1537 par lequel François I^{er} interdisait à tous évêques et abbés de couper leurs bois de hautes futaies.

Qu'il nous soit permis, avant de les examiner en détail, de rappeler en quelques lignes les principaux textes et les plus importantes lois qui régissent la propriété boisée.

Notre législation forestière est résumée essentiellement dans le Code forestier (loi du 21 mai 1927) qui est un monument législatif excellent et solide et qui lui-même reproduit nombre de dispositions de l'ordonnance de 1669, dispositions ayant fait leurs preuves ; dans la loi du 18 juin 1859 réglementant

le défrichement ; dans la loi du 4 avril 1882 sur la restauration et le reboisement des montagnes, modifiée par la loi du 16 août 1913. Il convient d'y ajouter la loi du 2 juillet 1893 (loi Audiffred) qui permet aux particuliers de faire gérer leurs forêts par l'Administration forestière, la loi du 28 avril 1922 (loi Chauveau) imposant la conservation des forêts particulières « de protection », la loi du 26 mars 1924 sur les incendies de forêts, la loi du 19 juillet 1932 modifiant l'article 224 du Code forestier sur le défrichement, et enfin, quelques articles sur diverses lois fiscales comportant des encouragements sur le reboisement.

Cherchant à en dégager les idées générales, nous constaterons que ces diverses prescriptions reflètent un triple souci, celui de :

1^o Garantir l'intégrité de l'aire forestière en s'opposant au défrichement ;

2^o Perpétuer l'état boisé en assurant la régénération sur les sols ainsi classés « Forêts » ;

3^o Maintenir un suffisant matériel sur pied en réglementant les coupes.

PARAGRAPHE 1^{er}

GARANTIR L'INTÉGRITÉ DE L'AIRE FORESTIÈRE EN S'OPPOSANT AU DÉFRICHEMENT

Objet du titre 15 du Code forestier, « l'interdiction de défricher » appelle une définition préliminaire.

Défricher un bois c'est, selon M. Dupin (1), « arracher un bois, troncs et racines, afin d'y faire passer la charrue », c'est la transformation de la culture

(1) Dupin, *Code forestier annoté*.

forestière en une autre culture, ou, si l'on préfère, la disparition de l'état boisé. On voit de suite que tout autre est l'exploitation complète d'un bois, même en coupe rase, si elle n'est pas suivie de manœuvres conscientes ou inconscientes conduisant à la disparition de l'état boisé, et par conséquent, constituant un défrichement indirect et cependant bien caractérisé.

Interdit par le Code et insuffisamment défini par la loi, le défrichement devait donner lieu à de nombreuses polémiques et se prêtait à des interprétations plus ou moins restrictives selon la position de l'Administration.

En l'état actuel, le délit de défrichement se trouve défini par la jurisprudence dans le sens des deux arrêts ci-dessous :

Arrêt du 23 mai 1906 dans lequel la Cour de Bourges déclare : « La coupe à blanc étoc sans autorisation préalable dans les forêts particulières d'essence feuillue ou d'essence résineuse ne constitue pas nécessairement par elle-même un défrichement prohibé, mais il en est autrement lorsque, par suite des circonstances où elle est pratiquée, elle aboutit à la destruction de tout ou partie du massif forestier et par suite à un défrichement indirect... Notamment lorsque le propriétaire d'une forêt de hêtres, après avoir substitué la coupe à blanc étoc au furetage, jusqu'alors employé de temps immémorial, n'a pas assuré le repeuplement, au besoin par des moyens artificiels et n'a pas protégé les jeunes pousses contre le pacage des animaux des tiers aussi bien que de ses propres animaux » (Bourges, 23 mai 1906).

Le tribunal de Château-Chinon, dans un jugement rendu antérieurement à l'arrêt de la Cour sus cité, renvoyait sans dépens le sieur Lebaudy, actionné par les Eaux et Forêts, pour coupe de 50 hectares assimilée par l'Administration au défrichement sur la raison que des bestiaux avaient pénétré dans ce bois.

« Le fait par un particulier d'avoir effectué dans sa forêt une coupe à blanc étoc, sans autorisation préalable, ne constitue pas le délit de défrichement prohibé lorsque, à la suite de cette coupe, aucun acte émanant du dit propriétaire ou de ses représentants n'a empêché la reproduction naturelle du bois ; et il en est ainsi bien que des bestiaux du voisinage soient venus pâturer dans la partie ainsi exploitée et que des vides s'y soient produits. »

Le propriétaire n'avait usé que de son droit *jus utendi*.

Par contre, il faudrait considérer comme assimilable au défrichement prohibé tout acte du propriétaire d'une forêt ayant pour résultat de détruire en tout ou en partie le peuplement de cette forêt, à l'exclusion des faits qui pourraient résulter de la force majeure ou de l'ingérence plus ou moins directe de tiers non autorisés.

L'ordonnance de 1669 n'avait pas formellement interdit le défrichement aux particuliers, mais l'obligation qui leur était faite d'un aménagement à 10 ans et d'une réserve importante ne laissait aucun doute : le défrichement était prohibé.

Il fallut la liberté illimitée accordée aux proprié-

taires par la loi du 29 septembre 1791 (1) pour désorganiser ces sages prescriptions, et les résultats furent tels que la loi du 9 floréal an XI (29 avril 1803) vint interdire pendant 25 ans les défrichements sans autorisation préalable.

Tel était l'état de notre législation quand notre Code forestier, dans des dispositions transitoires placées *in fine*, renouvela pour 20 ans cette prohibition.

Celle-ci est devenue définitive par la loi du 18 juin 1859 promulguée le 19 décembre suivant, loi qui devait être incorporée en entier dans le Code forestier et en devenir les articles 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225 et 226.

Des catastrophes récentes telles que les inondations qui dévastèrent ces années dernières le Midi de la France, des préoccupations d'ordre économique et national ont amené le Parlement à réviser dans un sens plus restrictif encore la réglementation du défrichement qui est maintenant régie par la loi du 19 juillet 1932.

Aux termes de cette réglementation : Art. 219 : « Aucun particulier ne peut user du droit d'arracher ou de défricher ses bois qu'après en avoir fait la déclaration à la sous-préfecture au moins quatre mois d'avance, durant lesquels l'Administration peut faire signifier au propriétaire son opposition au défriche-

(1) La loi du 29 septembre 1791 qui par son article 6 stipule : « les bois appartenant aux propriétaires cesseront d'y être soumis (c'est-à-dire à l'Administration forestière) et chaque propriétaire sera libre de les administrer et d'en disposer à l'avenir comme bon lui semblera. »

ment. Cette déclaration contient élection de domicile dans le canton de la situation des bois.

« Avant la signification de l'opposition, et huit jours au moins après avertissement donné à la partie intéressée, un officier des Eaux et Forêts procède à la reconnaissance de l'état et de la situation des bois et en dresse un procès-verbal détaillé, lequel est notifié à la partie avec invitation de présenter ses observations.

« Le préfet, en conseil de préfecture, donne son avis sur cette opposition.

L'avis est notifié à l'agent forestier du département ainsi qu'au propriétaire des bois et transmis au ministre de l'Agriculture qui prononce, administrativement, la section de l'Agriculture du Conseil d'Etat préalablement entendue.

« Si, dans les six mois qui suivront la signification de l'opposition, la décision du ministre n'est pas rendue et signifiée au propriétaire des bois, le défrichement peut être effectué.

« Lorsqu'il n'a pas été fait opposition, le droit de défricher ne peut être exercé que pendant dix ans à dater de la déclaration. »

Cette interdiction de tout défrichement non autorisé est sanctionnée par les dispositions de l'article 221.

« En cas de contravention à l'article 219, le propriétaire est condamné à une amende calculée à raison de 500 francs au moins, et 1.500 francs au plus, par hectare de bois défriché.

« Le propriétaire doit en outre, s'il en est ainsi ordonné par le ministre de l'Agriculture, rétablir les

lieux en nature de bois dans le délai que fixera le ministre et qui ne peut excéder trois années.

« La coupe à blanc étoc ou l'exploitation abusive, suivies de pacage et qui aurait pour conséquence d'entraîner la destruction de l'état boisé, seront assimilées au délit de défrichement et punies comme telles. Il en sera de même de la destruction de l'état boisé causée par les dégâts de lapins, quand le propriétaire en aura favorisé la pullulation, conformément aux arrêts cités plus haut.

« Rentrent dans les interdictions de l'article 94 du Code forestier, applicables à toutes les forêts possédées par les communes et les établissements publics, les faits de défrichement indirect, tels qu'ils sont définis à l'alinéa précédent. »

Disposition nouvelle et inconnue de la loi du 18 juin 1859, qui montre jusqu'à quel point est grand le souci du législateur de conserver l'état boisé préexistant, est l'énumération de l'article 220 qui, voulant paraître restrictif, étend en réalité le champ d'application de la loi. Lisez plutôt :

Art. 220. — « L'opposition au défrichement ne peut être formée que pour les bois dont la conservation est reconnue nécessaire :

« 1^o Au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ;

« 2^o A la défense du sol contre les érosions et envahissements des fleuves, rivières ou torrents ;

« 3^o A l'existence des sources et cours d'eau ;

« 4^o A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements des sables ;

« 5^o A la défense du territoire ;

« 6° A la salubrité publique. »

Ce dernier terme, extrêmement large, parut une porte ouverte laissée à l'arbitraire, et voici comment le rapporteur jugea bon de s'exprimer sur ce point :

« Ce n'est pas que nous ayons l'intention de ranger sous ce titre général la plupart de ces conditions plus ou moins problématiques que nous venons de rappeler, et qu'en particulier nous affirmions que les forêts sont un des éléments nécessaires à la salubrité générale d'une contrée, c'est purement et simplement parce que nous avons cru pouvoir admettre qu'il est des cas particuliers où l'existence d'une forêt, par exemple entre un marais pestilentiel ou au moins infect et une localité déterminée, peut importer à la santé de cette dernière. »

Mais l'innovation la plus importante de la loi du 19 juillet 1932 est, à n'en pas douter, celle de ses articles 5 et 6 qui complètent les dispositions que nous venons d'étudier ici, et qui sont insérés à l'article 224 *in fine* du Code forestier.

Loi du 19 juillet 1932, art. 5. — « Le ministre de l'Agriculture pourra subordonner sa non opposition au défrichement à la conservation, sur le terrain considéré, de réserves boisées suffisamment importantes pour remplir les rôles utilitaires définis à l'article 220 du Code forestier, ou à l'exécution de travaux de reboisement sur d'autres terrains.

« En cas de non exécution dans un délai maximum de trois ans des travaux de reboisement imposés, les lieux défrichés devront être rétablis en nature bois dans un délai fixé par le ministre de l'Agriculture et qui ne pourra excéder trois années.

« Le défrichement des réserves boisées, dont la conservation est imposée au propriétaire, donnera lieu à une amende égale au triple de l'amende prévue par l'article du Code forestier. Le ministre de l'Agriculture pourra en outre, dans les conditions fixées à l'alinéa précédent, ordonner la remise en état des réserves boisées.

« Faute par le propriétaire d'effectuer la plantation ou le semis dans le délai prescrit par la décision ministérielle, il y sera pourvu à ses frais dans les conditions stipulées à l'article 222 du Code forestier.

Art. 6. — « Préalablement à toute demande d'autorisation de lotissement dans un terrain boisé ne rentrant dans les exceptions de l'article 224 du Code forestier, l'intéressé est tenu d'obtenir une décision de non opposition au défrichement. »

Notre législation contre le défrichement est donc solidement et sévèrement établie ; nous devons ajouter que des considérations économiques et pratiques viennent compléter ces dispositions légales.

En effet, le propriétaire ne veut défricher que parce qu'il espère tirer de la mise en culture de son sol un bénéfice plus grand.

Or, les circonstances économiques présentes militent en faveur du maintien du *statu quo*.

L'opération elle-même présente une grosse difficulté. Avant de mettre la charrue dans son bois, le propriétaire devra extraire les racines du sol, et il ne faut pas oublier que pour ce travail il aura à payer des ouvriers à un prix moyen de 30 francs par jour et que dans un sol même pauvrement boisé, un bon travailleur nettoiera un are environ par jour.

D'autre part, n'oublions pas que les bois ont été plantés ou se sont semés naturellement dans des terrains maigres et rebutés par la culture ; or, la baisse récente des produits agricoles qu'on pourrait espérer tirer du sol ainsi récupéré : céréales de second plan comme le seigle et l'avoine, rend bien problématique le bénéfice d'une telle opération.

Interdit par la loi, le défrichement ne peut donc qu'être onéreux à celui qui voudrait le pratiquer.

« Nous n'hésiterons donc pas à conclure, avec M. Fernand David, que la surface boisée de notre pays doit désormais être déclarée irréductible (1). » Conclusion confirmée par les faits puisqu'il nous a été déclaré au ministère de l'Agriculture que 3.000 hectares de bois à peine avaient été défrichés ces dix dernières années.

PARAGRAPHE 2

PERPÉTUER L'ÉTAT BOISÉ EN ASSURANT LA RÉGÉNÉRATION SUR LES SOLS AINSI CLASSÉS

Pour les forêts résineuses, encore plus que pour les forêts feuillues, les deux pires adversaires de la régénération sont : le pâturage et l'incendie, fléaux souvent connexes et contre lesquels il a été imaginé encore bien peu de mesures efficaces.

Ce n'est qu'après avoir soustrait la forêt au pâturage et l'avoir défendue au mieux contre l'incendie que l'on peut logiquement réglementer la régénération.

On aura ainsi assuré à la forêt le minimum de garan-

(1) Exposé des motifs de la proposition de loi du 15 mars 1907 par M. F. David.

tie. Nul doute d'ailleurs que les propriétaires, soucieux d'une bonne gestion de leurs massifs, ne soient les premiers à s'inquiéter de la régénération de leurs coupes et de les soustraire, autant que possible, à toute atteinte.

a) *Défense contre le pâturage.*

Aux siècles passés, faute de voies de communication et de moyens pratiques de les utiliser, le bois avait très peu de valeur en montagne. Aussi, est-ce aux dépens de notre domaine forestier que se sont étendus les champs cultivés et les terrains de « parcours ». La forêt a été souvent réduite aux sols que leur déclivité, leur nature rocheuse ou superficielle rendaient manifestement impropres à toute autre nature d'exploitation. Là surtout s'est fait sentir ce que l'on a appelé à juste titre « l'action dévastatrice du mouton ».

Il est hors de doute que, sur les plateaux, les pentes douces, partout où l'herbe peut croître abondante et où la stabilité du sol n'exige pas le manteau protecteur de la forêt, le pâturage est économiquement à sa place.

Les fortes déclivités, les pelouses dégradées à sol superficiel, les terrains peu stables des bassins de réception des torrents, doivent, au contraire, être réservés ou restitués à la forêt.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de retracer ici les amples discussions et les longues campagnes entreprises pour combattre ce véritable fléau.

Diverses solutions ont été envisagées. On a parlé de « l'aménagement pastoral », c'est-à-dire des règles

et des travaux de nature à assurer aux pâturages leur meilleur rendement, et aux forêts avoisinantes leur plus sûre protection. L'idée si séduisante de « l'affouage pastoral » qui s'est faite jour, vise surtout la réduction des droits de jouissance des populations alpestres de manière à ce que la « possibilité pastorale » ne soit pas dépassée.

La loi du 31 juillet 1920 est venue régler heureusement toute cette matière.

Il en est d'ailleurs du danger de l'extension des pâturages comme de celui du défrichement, et les conditions économiques actuelles sont venues compléter les dispositions de la loi du 31 juillet 1920.

Cette dernière, en effet, très libérale, n'impose pas cette réglementation *à priori*, elle la fait accepter à la faveur d'un concours pécuniaire (subventions aux communes et associations pastorales à prendre sur le fonds du produit des jeux). Mais les conditions de l'exploitation pastorale sont bien différentes de ce qu'elles étaient il y a un demi-siècle. Les montagnards constituaient en majorité les bataillons alpins dont on sait le rôle glorieux, mais aussi les terribles pertes. Ceux qui sont revenus ont vu beaucoup de pays, ils ont été détachés de la vie si particulière de la montagne : ils ont fourni un contingent important à l'émigration.

La guerre n'a pas pris que les hommes, elle a provoqué une diminution importante du nombre des troupeaux.

Le temps n'est plus des montagnes surpeuplées en hommes et en bétail. Le temps n'est plus de la

surcharge pastorale, cause première et principale de la disparition de nos forêts de montagnes.

b) *Défense contre l'incendie.*

Ce serait grandement dépasser le cadre de ce travail que de parler des causes des incendies. Toutefois nous devons dire que, en plus de celles connues, nous ne sommes pas éloigné de croire qu'il y en a une autre sur le compte de laquelle on pourrait mettre nombre de sinistres classés jusqu'ici dans « auteurs inconnus ». Nous voulons parler de la combustion spontanée dénoncée par M. l'ingénieur Michotte, président de l'Institut de la Science du Feu, dans son intéressante brochure *Etude sur les incendies de forêts* » (1).

En tous cas, que l'auteur en soit la main de l'homme ou la combustion spontanée, le réceptacle primitif, origine du sinistre, est toujours la couverture morte, et il n'est pas besoin d'un long parcours en forêt dans les mois d'été pour se rendre compte de l'inflammabilité de cette couverture.

Les incendies ont de tous temps sévi dans notre délicieuse Provence, et il était nécessaire que les pouvoirs publics interviennent pour essayer, sinon de supprimer, du moins de réduire les causes et par suite les effets de cet épouvantable fléau. Ce n'est que le 13 avril 1870 que devait intervenir une loi valable pour 20 ans.

En outre de la création de brigades mobiles ambulantes, mesure toujours en vigueur et qui a rendu de

(1) Michotte, *Etude sur les incendies de forêts.*

très grands services, cette loi prévoyait une réglementation de l'emploi du feu en forêt aux différentes époques de l'année. Elle donnait notamment le droit, aux propriétaires de bois, de contraindre leurs riverains à ouvrir et à entretenir sur leurs limites communes une tranchée débroussaillée sur une largeur de vingt à cinquante mètres. Il était surtout prévu l'établissement d'un réseau de protection dans la dépense duquel l'Etat entrerait pour moitié jusqu'à concurrence de 600.000 francs.

Malheureusement, on doit dire que dans la pratique cette loi resta lettre morte, surtout dans les forêts particulières, et il en fut de même de la loi du 19 août 1893 qui reprit les mêmes dispositions.

Les choses allèrent ainsi jusqu'à la grande guerre ; les brigades ambulantes augmentées fonctionnaient régulièrement et rendaient de grands services ; les agents de l'Administration des Eaux et Forêts entretenaient les tranchées périmétrales autour des forêts de leur circonscription, et certains propriétaires suivaient ce sage exemple.

Après la guerre, le nombre des fumeurs augmenta considérablement parmi les bûcherons de retour des tranchées où ils avaient pris l'habitude de griller pipes et cigarettes, et il s'ensuivit une recrudescence générale des incendies de forêts. C'est pourquoi M. Puis, sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, décida, par arrêté du 19 octobre 1921, la création d'une commission technique temporaire chargée d'établir un programme de défense contre les incendies de forêts de la France entière.

Eminemment présidée par M. l'inspecteur général

Antoni, cette commission présenta le 2 avril 1922, par la plume de son président, un rapport publié sous le titre *Défense des forêts contre l'incendie* (chez Berger-Levrault), rapport dont on nous permettra de reproduire en appendice les principales conclusions.

Ce travail devait aboutir à la loi du 26 mars 1924 applicable à *tout le territoire français*, contrairement à celle du 19 août 1893 qui était spéciale à la région des Maures et de l'Estérel et dont les dispositions principales sont devenues l'article 148 de notre Code forestier :

Il est défendu à toutes personnes, autres que les propriétaires de bois ou leurs ayants droit, de porter ou d'allumer du feu dans l'intérieur et à une distance moindre de 200 mètres des bois et forêts.

Pendant certaines périodes de l'année, dont la durée totale n'excédera pas cinq mois, les préfets pourront, le conservateur des Eaux et Forêts entendu :

1^o Soit, rendre applicable la disposition ci-dessus aux propriétaires ou à leurs ayants-droit, soit régler l'emploi du feu par les mêmes personnes, dans l'intérieur et à la distance de 200 mètres des bois et forêts, étant entendu que cette prohibition ne s'étendra en aucun cas aux locaux servant à l'habitation et à leurs dépendances, ainsi qu'aux abris, chantiers, ateliers, sous réserve de l'observation des prescriptions édictées par l'autorité publique ;

2^o Réglementer à l'égard de toutes personnes l'incinération de végétaux sur pied à moins de 400 mètres des bois et forêts ;

3^o Défendre à toutes personnes de fumer en forêt

et d'y porter certaines espèces d'allumettes ou d'appareils producteurs de feu.

Les interdictions et la réglementation prévues par le paragraphe précédent pourront s'appliquer à toutes les forêts d'un même département, ou seulement à certaines d'entre elles.

Les arrêtés pris par les préfets, en vertu des dispositions ci-dessus, seront affichés au moins 15 jours avant la date fixée pour leur application.

Ceux qui auront contrevenu à la défense du paragraphe 1^{er} et aux prescriptions des arrêts préfectoraux pris en vertu du paragraphe 2 du présent article seront punis d'une amende de 20 à 100 francs, sans préjudice, en cas d'incendie, des peines portées par l'article 458 du Code pénal et de tous dommages-intérêts.

Est-il besoin de signaler les dispositions spéciales applicables seulement aux bois et forêts soumis au régime forestier et contenues dans les articles 151 à 159 du Code forestier, dispositions prohibant l'établissement à une certaine distance des forêts des fours à chaux, à plâtre, briqueterie, scierie et même maison d'habitation, sauf à en demander l'autorisation au gouvernement. Les mesures qui peuvent en effet être considérées comme protectrices contre les dangers d'incendie répondent en réalité, dans l'esprit du législateur, au souci d'éloigner de la forêt des risques de vols et de pillages. Elles n'en sont pas moins toujours en vigueur.

Notons enfin une disposition très sage édictée par la loi du 26 mars 1924 en son article 8, qui prévoit le grave danger né du pâturage et du feu réunis.

« En cas d'incendie de bois et forêts non soumis au régime forestier, le pâturage pourra être interdit, sur tout ou partie de l'étendue incendiée, pendant une durée pouvant aller jusqu'à dix ans, par des arrêtés préfectoraux pris sur la proposition du Service des Eaux et Forêts et après avis de la commission spéciale prévue par l'article 4 ; les arrêtés seront affichés et publiés dans la commune.

« Ceux qui auront contrevenu à leur prescription seront punis conformément aux dispositions de l'article 119 du Code forestier relatives aux délits de pâturage commis dans les bois âgés de moins de 10 ans. »

Tel est, présentement, l'ensemble des dispositions législatives régissant cette importante question. Hélas, ici plus que partout ailleurs, il serait vain de se leurrer. Les textes n'ont jamais empêché les forêts de brûler. Souhaitons pourtant qu'une application sévère de ces prescriptions d'hygiène forestière vienne limiter l'apparition de ce fléau qui anéantit parfois en un seul jour les efforts de plusieurs dizaines d'années.

On peut donc considérer les prescriptions législatives contre le défrichement, le pâturage et les incendies comme pratiquement au point. Malheureusement, nous ne pouvons en dire autant de celles destinées au maintien sur pied d'un matériel susceptible de conserver la forêt en pleine activité.

PARAGRAPHE 3

MAINTIEN SUR PIED D'UN MATÉRIEL SUFFISANT

Une fois solidement établie l'interdiction de défri-

cher, une fois sauvegardée la destination forestière, on songe naturellement à des règles sylvicoles plus poussées, et en particulier, au plan d'aménagement obligatoire.

Nous allons donc examiner comment en France on a compris et réglementé cet ensemble de mesures, dans les bois et forêts faisant partie du domaine de l'Etat d'abord, dans les bois des communes et établissements publics ensuite, enfin dans les bois des particuliers.

Les forêts appartenant à l'Etat sont gérées par l'Administration des Eaux et Forêts avec une science, une sollicitude, une méthode inconnues des autres branches de nos administrations nationales et que le monde entier admire et envie. Il nous est agréable de souligner ici, après tant d'autres, le dévouement éclairé de notre corps forestier.

Il s'ensuit que, réglés par les articles 1 à 90 du Code forestier, l'aménagement, l'administration, l'exploitation des forêts domaniales sont des chefs-d'œuvre du genre.

Dès longtemps cette Administration, à la tête de laquelle préside l'admirable Ecole de Nancy, a cherché à satisfaire à la fois les besoins nationaux, les nécessités économiques, et, dans la mesure du possible, partout la possibilité a été augmentée et voisine avec son maximum.

Les bois des communes et établissements publics, grâce aux heureuses dispositions de l'article 90 du Code forestier, ont bénéficié de cette remarquable gestion.

« Sont soumis en effet au régime forestier, d'après

l'article 1^{er} de la présente loi, les taillis ou futaies appartenant aux communes et aux établissements publics qui auront été reconnus susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière par l'autorité administrative, sur la proposition de l'Administration forestière, et d'après l'avis des conseils municipaux ou des administrateurs des établissements publics.

« Il sera procédé dans les mêmes formes à tout changement qui pourra être demandé, soit de l'aménagement, soit du mode d'exploitation », article 90 du Code forestier, qui trouve sa conclusion dans les articles 91, 92 et 93 : « La propriété des bois communaux ne peut jamais donner lieu à partage entre les habitants » (art. 92).

Il est cependant regrettable que quantité de forêts communales, surtout en montagne, échappent, par le fait même des dispositions de l'article 90, au régime forestier.

En effet, n'ont pas été reconnus « susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière » 268.000 hectares, propriété restant ainsi à la disposition des habitants, qui sont l'objet d'exploitations abusives et disparaissent progressivement. L'article 90 demande donc à être modifié sur ce point.

N'est-il pas surprenant que l'Etat, sage administrateur de son domaine privé, tuteur attentif des entités administratives propriétaires de bois, n'ait consacré dans le Code forestier, à la gestion des forêts privées, que le titre 8 qui contenait à l'origine dans les articles 117, 118, 119, 120 et 121, que des dispositions sans importance.

Cependant, cédant aux instances et aux vœux des différents congrès forestiers, ainsi qu'aux interpellations et aux propositions de loi déposées à la Chambre des députés, les gouvernements successifs ont été amenés à compléter les dispositions existantes, et ont été publiées successivement les lois du 4 avril 1882 relatives à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, la loi du 2 juillet 1913 dite loi Audiffred, tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées, la loi du 16 août 1913 complétant et modifiant la loi du 4 avril 1882, la loi du 28 avril 1922 dite loi Chauveau, relative aux forêts de protection, la loi du 6 janvier 1933 complétant ces dernières.

Cherchant à dégager les idées directrices de ces nouvelles dispositions, nous constaterons dans les préoccupations du législateur le souci de distinguer très nettement la réglementation des forêts de montagne et celle des forêts de plaine.

1^o Mesures tendant à la conservation des forêts de montagne.

Nous avons déjà dit comment la forêt jouait un rôle régulateur et bienfaisant dans les régions de hautes altitudes, aux versants accentués et généralement abrupts. Les différents législateurs n'ont pas attendu les inondations qui malheureusement déclenchent chaque année les critiques faciles de la presse. L'intérêt qui s'attache à la conservation du sol des montagnes en nature de bois n'avait pas échappé aux auteurs des lois du 23 juillet 1805, — relative aux torrents du département des Hautes-

Alpes, — du 28 juillet 1860, du 8 juin 1864 (1). Ces textes traitant du reboisement et du gazonnement en montagne.

D'autre part, la loi du 4 avril 1882, modifiée par celle du 16 août 1913, jointe au décret portant réglementation d'administration publique du 11 juillet 1882, organisait déjà un régime très précis où, en montagne, les droits des propriétaires s'effaçaient assez largement devant l'intérêt collectif. Et la loi du 6 janvier 1933 est venue récemment compléter ces dispositions, montrant le souci toujours actuel de réglementer au mieux cette matière.

Il s'en dégage la notion d'un régime forestier spécial imposé au bois dont le maintien en leur nature actuelle serait jugé nécessaire pour éviter : dans les montagnes la création des torrents et avalanches et les méfaits des érosions ; dans les pays de dunes l'envahissement par le sable. Bois dénommés selon une formule généralement admise « Forêt de protection ».

Cette idée des forêts de protection, née en France en 1838, où M. Anisson Duperron envisageait déjà leur création, après avoir été reprise en de nombreux projets, devait aboutir au vote de la loi Chauveau du 28 avril 1922. C'est certainement un document législatif fort important et qu'il nous est indispensable de citer en entier.

Art. 1^{er}, — « Les bois et forêts seront classés en deux catégories :

(1) V. Puton, *Code de législation forestière*, p. 393 et s., Paris, 1883.

« 1^o Forêts de protection soumises, pour cause d'utilité publique, au régime prévu à l'article 3.

« 2^o Forêts soumises aux seules dispositions actuelles du Code forestier. »

Art. 2. — « Pourront être classées comme forêts de protection celles dont la conservation sera reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, à la défense contre les avalanches, contre les érosions et les envahissements des eaux et des sables. »

Art. 3. — « Les forêts de la première catégorie sont soumises à un régime forestier spécial concernant l'aménagement, l'exercice du pâturage et des droits d'usage, le régime des exploitations, les fouilles et extractions de matériaux. Ce régime sera déterminé par le règlement d'administration publique prévu à l'article 6.

« Toutes les contraventions commises par le propriétaire aux règles de jouissance qui lui sont imposées seront considérées comme des délits forestiers commis dans la forêt d'autrui et punies comme tels.

« Les délits forestiers commis dans les forêts classées dans la première catégorie donneront lieu à des amendes qui pourront s'élever au double de celles prévues au Code forestier.

« En cas de récidive, il pourra en outre être prononcé un emprisonnement de cinq jours à deux mois. »

Art. 4. — « Les propositions de classement établies par les agents des Eaux et Forêts, par massif ou groupes de massifs, seront soumises à une enquête conformément aux dispositions de la loi du 4 avril 1882-16 août 1913.

« Le classement sera prononcé par décret après avis des sections réunies de l'Agriculture et des Finances du Conseil d'Etat, dans la limite des crédits ouverts par la loi de finances. »

Art. 5. — « Les indemnités qui pourraient être réclamées par les propriétaires et les usagers, dans le cas où le classement de leur bois en première catégorie entraînerait une diminution de revenu, seront réglées, à défaut d'accord direct avec l'Administration des Eaux et Forêts, dans les formes indiquées par la loi du 22 juillet 1889, compte tenu des plus-values ultérieures pouvant résulter des travaux exécutés et des mesures prises par cette administration.

« D'autre part, l'acquisition par l'Etat des bois ainsi classés peut être poursuivie par lui. Elle peut être exigée par le propriétaire s'il justifie que le classement le prive de la moitié du revenu normal qu'il retire de sa forêt. Elle aura lieu soit de gré à gré, soit par expropriation. »

Art. 6. — « Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi. »

Ces dispositions vont, on le voit, très loin dans la voie de la réglementation et heurtent toutes nos conceptions du droit de propriété.

Elles soumettent en effet les forêts de protection à un régime forestier spécial quant à l'aménagement, quant à l'exercice du pâturage et des droits d'usage, quant au régime des exploitations, quant aux fouilles et extractions de matériaux ; autant dire que pour toutes ces choses, il fait passer du propriétaire à l'Administration le droit de statuer. Bien plus, le

propriétaire sera considéré comme étranger à sa propre chose toutes les fois qu'il aura commis une contravention aux règles de jouissance qui lui sont imposées. Cette contravention entraînera pour lui les mêmes peines qu'un délit forestier de même nature commis dans la forêt d'autrui. En outre, et pour mieux protéger les forêts de protection, les condamnations pour délits y commis pourront s'élever au double de celles fixées par le Code forestier.

Il est vrai que l'on prévoit des indemnités au propriétaire limité dans son droit de jouissance, et si, du fait de la loi, il est privé de la moitié de son revenu, il pourra exiger l'acquisition de son bien par l'Etat.

Fardeau bien lourd pour nos finances, la loi devant aboutir à classer 400.000 hectares de forêts dont, selon la propre prévision de son rapporteur, 100.000 environ devaient être à exproprier.

Tel est en l'état actuel l'ensemble des mesures prohibitives d'exploitation des forêts de montagne.

2° Règles fixées pour la consolidation des dunes.

La loi du 28 avril 1922 ne vise pas seulement les terrains de montagne, elle stipule dans son article 2, que pourront être classées forêts de protection celles dont la conservation sera reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, et à la défense contre les avalanches et les érosions, et les envahissements des eaux et des sables.

Par ces derniers mots, elle englobe les merveilleuses plantations qui sont devenues nos forêts landaises.

Nous avons encore en France environ 15.000 hectares de dunes qu'un décret du 29 avril 1862 a retirés de la gestion des Ponts et Chaussées pour les confier

à l'Administration des Eaux et Forêts. La loi Chauveau a eu surtout pour but la protection de nos forêts du Sud-Ouest, magnifiques pineraies qui couvrent plus de 800.000 hectares d'anciennes dunes et dont la conservation intéresse le pays au plus haut point.

*3° Mesures tendant à la conservation des
forêts de plaine.*

Si l'attention des pouvoirs publics et la sollicitude de l'Administration des Eaux et Forêts se sont portées vers les forêts plus particulièrement utiles à l'intérêt public, il ne faudrait pas croire qu'ils se sont désintéressés de nos bois particuliers situés en plaine.

Nous n'en voulons pour preuve que la loi du 2 juillet 1913 qui dut malheureusement attendre le décret d'administration publique déterminant les conditions d'application jusqu'au 26 novembre 1918.

Cette loi, dite loi Audiffred, apportait un esprit nouveau dans notre législation forestière et devait être insérée à l'article 121 *in fine* du Code forestier.

Aux termes de cette loi, en son article 3, l'Administration forestière pourra prendre à sa charge, en tout ou en partie, la conservation et la régie des bois des particuliers et des sociétés, moyennant une redevance annuelle et sous des conditions fixées contractuellement.

Ce régime est extrêmement large :

Peuvent entrer dans les attributions de l'Administration depuis la garderie du bois, la surveillance des coupes, la répression des délits forestiers et même des délits de chasse, l'estimation des parcelles, la préparation des ventes, les travaux d'arpentage, de marte-

lage, de recollement, et même, si besoin est, l'étude d'un aménagement.

Le propriétaire cependant est libre de doser et de limiter à son choix cette mise en régie et de proportionner son contrat à telle ou telle opération qu'il jugera plus délicate ou pour laquelle il aura plus de difficulté.

Bien mieux, connaissant l'aversion du propriétaire forestier pour tout ce qui est administratif, l'Etat n'impose aucune forme réglementaire au libellé de ce contrat qui peut être passé même devant notaire.

Le propriétaire garde bien entendu la plénitude de ses droits de jouissance, mais il s'engage, lui et ses ayants-cause, à accepter toutes les décisions de l'Administration forestière pour les opérations dont elle a pris la charge.

Ce contrat passé de gré à gré entre le propriétaire du bois et le conservateur de la région, stipule le montant des redevances à verser pour cette gestion et sa durée, ainsi que les formes de sa dénonciation ou de son renouvellement.

Qu'il nous soit permis d'approuver pleinement les dispositions remarquables de cette réglementation ; grâce à la charge rétribuée qu'il s'est imposée, l'Etat peut favoriser comme il l'entend le traitement des bois en futaies et la conservation des réserves.

Quant aux propriétaires, quelquefois incompetents en matières forestières, ils se dégagent d'un lourd souci et trouvent en l'Administration un gérant dont l'expérience est indiscutable et l'honnêteté au-dessus de tout éloge.

Malheureusement, les résultats connus jusqu'ici

ne répondent pas aux services qu'on espérait de la loi Audiffred ainsi comprise, et au 1^{er} janvier 1924, l'Administration forestière n'intervenait dans la régie et la conservation des forêts privées que pour 3.362 hectares.

Nous souhaitons ardemment que l'Etat, en vue d'étendre sa gestion, puisse publier dans nos contrées boisées les résultats obtenus par les propriétaires qui, confiants en la science des officiers forestiers, leur ont abandonné la gestion de leurs bois.

Il ne faudrait pourtant pas s'exagérer l'importance de ces dispositions tout à fait facultatives. La loi de 1913 donna aux particuliers la possibilité de s'aider d'un service de l'Etat. Elle est loin d'organiser un plan d'aménagement national obligatoire.

Nombreux sont déjà les pays entrés dans cette voie, soit mus par le désir de maintenir une richesse dont l'exploitation annuelle peut seule assurer un travail régulier à la majorité de la population, soit aiguillonnés par la crainte de catastrophes que pourraient occasionner des coupes conduites sans ménagement.

Chez certains, les mesures sont générales ; chez beaucoup, comme chez nous, une distinction se fait entre les forêts de montagnes et celles de plaines, les premières qualifiées « forêts de protection » et soumises à l'obligation d'un aménagement contrôlé, les secondes bénéficiant souvent d'une entière liberté.

Sans entrer dans les détails de différentes législations forestières, nous avons pensé qu'un résumé sommaire des dispositions prises dans chacun des grands pays boisés pour limiter la destruction des

forêts particulières, éclairerait notre étude et nous permettrait peut-être d'en tirer des suggestions intéressantes.

Il n'est pas sans intérêt de savoir que l'un des pays du monde les plus riches en forêts, laissant loin derrière lui à cet égard bien des pays européens, c'est le Japon (1).

Les forêts y couvrent 63,5 % de la superficie totale, soit 43.523.178 hectares. Malgré cette richesse, le Japon n'en a pas moins cru devoir prendre des mesures sévères pour la protection de ses forêts.

Outre que l'Etat japonais sacrifie annuellement un million de yens à la correction des torrents, une loi forestière du 23 avril 1907, modifiée en juin 1911 édicte une série de dispositions qui consacrent l'intervention très accentuée de l'Etat dans la gestion des forêts particulières. C'est ainsi que dans les forêts menacées de dévastations ou dans celles pour lesquelles le classement comme forêts de protection ne s'impose pas totalement, le gouvernement local peut, sans qu'on ait prévu de recours contre sa décision, imposer un traitement approprié réglementant les coupes et les enlèvements de menus produits.

Les forêts du Canada sont parmi les plus grandes et les plus riches qui restent au monde, elles constituent l'une des plus importantes ressources de ce pays. Ces immensités boisées de 298.221.059 hectares ne forment cependant que 32,8 % de la superficie totale du pays. D'ailleurs, la législation concernant les forêts parti-

(1) *Revue des Eaux et Forêts*, novembre 1927 : *La protection des forêts au Japon*, par M. Paillé.

culières ne prend pas au Canada l'importance primordiale qu'elle peut avoir ailleurs sur l'ensemble des forêts; en effet, 77,2 % sont des forêts domaniales, celles dont le droit de coupe est concédé représentent 13,2 de l'étendue totale, et les forêts particulières ou de corporation 9,6 % seulement.

Les autorités cependant se sont très sérieusement occupées de la conservation de leur capital forestier et ont pris des mesures sévères pour obtenir un rendement régulier. Les incendies ont spécialement retenu l'attention du législateur. Enfin, la loi a réglementé les exploitations abusives et interdit de faire des coupes à blanc étoc.

Si, nous retournant vers la carte forestière de l'Europe, nous cherchons à connaître les règlements des grands massifs forestiers, nous sommes de suite amenés à nous demander comment sont administrées les forêts russes.

L'énorme réservoir de bois que constituait l'ancienne Russie ne s'était pas formé sans que les tsars en aient réglementé l'exploitation, et qu'il nous soit permis de rappeler l'essentiel de dispositions malheureusement disparues, dispositions très sages dictées par l'expérience, et d'un grand intérêt pratique.

La loi forestière russe du 4 avril 1888, en ses articles 798 et suivants, organisait déjà un système de forêts de protection ou de « défends ».

Bien plus, l'article 803 de cette loi prescrivait : « dans les forêts qui ne sont pas des forêts de défends », la transformation du sol en une autre culture n'est accordée que dans les cas suivants :

Si une exploitation plus rationnelle du fonds l'exige ;

En vue d'une transformation du terrain en vignobles ou en vergers, ou en terrain de culture *provisoire*, à condition de le rendre à sa première destination à l'avenir par reboisement artificiel ;

Pour arrondir les limites de districts isolés ;

Pour l'établissement de routes et pour exécuter à l'intérieur de la forêt toutes sortes de travaux ;

Pour l'arpentage ;

Pour le partage des biens ;

Quand on a récemment reboisé d'autres parcelles de mêmes grandeurs, quand la croissance des arbres sur les parties nouvellement boisées a déjà atteint leur troisième année et est en très bonne voie ;

Dans les parcelles de forêts boisées artificiellement, quand l'effectif de la forêt n'a pas atteint l'âge de vingt ans et qu'aucun arrachage n'a encore eu lieu.

L'article 804 précisait même que, quand un propriétaire de forêt veut transformer le sol de sa forêt (dans les mesures permises par l'article 803 précité), il doit en faire une déclaration au comité des forêts compétent en donnant les raisons.

Mieux, non content de réglementer les forêts de protection, d'interdire le défrichement et de limiter les coupes abusives, il n'est pas jusqu'au plan d'exploitation qui n'ait été prévu.

Selon un décret du ministre des Domaines du 1^{er} mai 1893, ce plan d'exploitation est à présenter à l'approbation du comité des forêts compétent et doit contenir : un plan de la forêt avec ses limites, une courte description de la forêt, des espèces d'arbres,

de l'âge de ceux-ci. Les parcelles seront divisées en trois classes d'après l'âge :

1^o Bois mûrs, dont l'âge prédominant comprend $\frac{2}{3}$ des sujets au-dessus du « tour d'abatage » ;

2^o Les arbres de croissance moyenne, ceux dont l'âge prédominant est compris entre $\frac{1}{3}$ et $\frac{2}{3}$ du « tour d'abatage » ;

3^o Les jeunes, ceux dont l'âge dominant atteint $\frac{1}{3}$ du « tour d'abatage » — le « tour d'abatage » étant défini par la loi de la manière suivante : pour les arbres à aiguilles, pas au-dessous de 60 ans ; pour les chênes, pas au-dessous de 40 ; pour les hêtres, ormes, érables, tilleuls, trembles, peupliers, aulnes et bois mêlés, pas moins de 30 ans.

Il s'agit bien entendu de forêts non classées de « protection ».

Quand dans une forêt organisée une coupe est prévue, l'aménagement doit être respecté si elle est régulièrement aménagée ; si elle ne l'est pas, on doit s'en tenir à l'abatage des bois mûrs et demi-mûrs, et si les bois mûrs et demi-mûrs manquent complètement, l'abatage ne peut être entrepris dans la forêt jusqu'à ce que les parties les plus avancées aient atteint un âge équivalent aux bois demi-mûrs.

Dans les bois assez âgés ne comprenant que des bois mûrs et demi-mûrs, dont par conséquent le propriétaire peut entreprendre la coupe générale, il ne doit pas laisser moins de 30 arbres par « desettine » Dans les forêts où le sapin domine, lorsque dans la coupe pas un arbre à graines ne reste, la superficie de la coupe ne doit pas dépasser 50 brasses carrées et en même temps, à la forêt qu'on veut couper doit

être attenant sur la moitié au moins de toute l'étendue de la coupe, un bois qui soit déjà en état de donner des graines.

Dispositions animées d'un esprit très modéré, tout à fait pratiques, sur l'efficacité desquelles nous sommes largement renseignés par les résultats. Ce sont elles qui ont assuré dans un pays où la propriété forestière particulière était très importante, la conservation de forêts splendides dont ont hérité l'U. R. S. S., la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, la Pologne.

Les forêts de l'Union soviétique recouvrent encore plus de 900.000.000 d'hectares, ce qui représente 44 % de son territoire.

Dans les années de sa formation, l'Union soviétique s'est peu préoccupée de l'exploitation rationnelle de ses bois, et pour poursuivre la mise en application du fameux plan quinquennal, a sabré largement dans les belles réserves qui s'offraient à elle. On a vu ainsi les grandes scieries passer de 782 en 1926 à 1544 en 1931, et la production du bois industriel qui n'était que de 27.000.000 de mètres cubes en 1926-1927, est passée à 88.000.000 en 1929 et a atteint le chiffre 139.000.000 en 1932. Mais les bois proches des voies de communication se raréfiant, le Conseil des Commissaires du peuple fut obligé de publier, le 31 juillet 1931, un décret tendant à réorganiser l'Administration des Eaux et Forêts que la Révolution avait imprudemment balayée.

D'après ce décret, toutes les forêts de la « zone de culture forestière », c'est-à-dire celles qui se trouvent dans les régions peu boisées d'origine, ou déboisées

pendant les dernières années, passent sous la protection du commissariat de l'Agriculture qui aura la tâche de restreindre leur exploitation.

Cependant si l'on en croit les journaux soviétiques, les mesures de protection des forêts situées dans les régions fortement déboisées, annoncées par ce récent décret, ne sont pas respectées.

La Finlande, petit Etat mais grande nation selon la forte expression de M. de Lapradelle, est, avec ses 25.263.000 hectares, un des pays les plus boisés d'Europe, puisqu'ils représentent 74 % de la superficie totale du pays.

Pays où la discipline collective est très fortement organisée, la Finlande, grâce à la formation de grands trusts commerciaux travaillant à maintenir la production dans les limites de la consommation, a pu éviter l'écueil où sont trop facilement tombés ses voisins.

Cependant, deux lois de 1917 et 1928 prévoient, afin d'éviter des coupes sombres dans les forêts privées, l'institution de commissions de surveillance à qui doivent être demandées les autorisations de coupes.

L'Esthonie, pays essentiellement agricole et forestier, s'est trouvée à l'abri des dévastations exagérées, car, si sa surface boisée représente 19 % du territoire et couvre 933.880 hectares, les forêts appartenant à l'Etat entrent dans ce chiffre pour 82,5 %. L'exploitation de forêts d'Etat est régie par une Direction générale, alors que les forêts privées sont placées sous le contrôle gouvernemental.

La Lettonie, voisine du pays ci-dessus, compte une surface boisée de 1.659.323 hectares, soit 26,8 % de

sa superficie totale. L'Etat étant le plus gros propriétaire forestier, puisqu'il possède 83,6 % du sol planté, il semblerait qu'il ait pu se désintéresser de la gestion des bois particuliers. Cependant, toutes les forêts dont la superficie dépasse 50 hectares, sont actuellement soumises au contrôle administratif, les coupes n'y étant autorisées qu'en conformité avec un plan établi par l'autorité forestière.

Mais ce que nous avons dit pour l'ancienne Russie n'est que trop vrai quant à l'Autriche d'avant guerre. Pays essentiellement montagnard et particulièrement boisé, là plus qu'ailleurs devait se faire sentir le besoin d'un règlement spécial, et plus tôt qu'ailleurs il fut promulgué. La loi forestière autrichienne du 3 décembre 1852 demeure en effet un modèle du genre, et on nous permettra d'en publier ici les passages les plus typiques.

Après avoir réglementé très strictement le défrichement, le décret impérial du 2 décembre 1852 dit en effet en son paragraphe 3 : Les parties de forêts fraîchement abattues doivent, dans les forêts des particuliers, dans les forêts de l'Etat et des Couronnes, être remises en état avec du bois en cinq années ; pour les forêts privées, on peut accorder de plus longs délais. La non exécution de cette prescription est punissable. C'est un devoir de conserver le terrain à la culture du bois, de le reboiser au besoin artificiellement, et d'y établir des surfaces de réserves d'une étendue minimum prescrite par la loi.

« Après des dévastations considérables pratiquées dans la forêt, l'autorité, si elle le juge nécessaire, peut

ordonner qu'il soit établi un plan d'exploitation pour obvier à des dégâts ultérieurs. »

Paragraphe 4. — « Aucune forêt ne doit être traitée de manière à compromettre la culture du bois pour l'avenir ou la rendre impossible. Si la culture du bois est compromise, cela équivaut à l'emploi arbitraire du fonds pour d'autres fins et est passible de peines. Si la culture du bois est rendue absolument impossible, la faute peut être punie jusqu'à 10 florins de monnaie conventionnelle pour chaque étendue de 60 ares. »

Les avalanches, l'exploitation du bois, peuvent causer des dévastations. L'exercice du droit de pâturage (moutons et chèvres) peut aussi être un obstacle à la prospérité de la forêt. L'autorité peut alors interdire le pâturage dans toute l'étendue menacée. La loi forestière, pour des cas spéciaux, peut limiter le droit d'extraction du bois. Et même, sans cas spéciaux, elle peut interdire pleinement l'abatage ou l'interrompre seulement. Cela est du ressort des autorités civiles sans qu'il soit besoin d'une enquête menée par une commission.

Paragraphe 5. — « Le traitement d'une forêt, à la suite duquel une forêt voisine est visiblement exposée à des dégâts causés par le vent, est défendu. Là où il y a pareil danger en coupant complètement une forêt, on doit laisser une bande de 37 mètres de largeur du bois existant, qui constitue ainsi un « manteau contre le vent », et cela jusqu'à ce que la forêt voisine en vienne à l'abatage. »

On comprend donc comment le forestier autrichien d'avant 1914 considère avec amertume les

coupes sombres faites dans les forêts de l'ancienne Autriche par les gouvernements tchécoslovaque et yougoslave.

Mais la Pologne est certainement de tous les pays boisés celui qui, ayant le plus souffert, a le mieux compris la nécessité absolue de réglementer les forêts privées, car nous nous trouvons ici en présence d'immenses domaines. Sur 8.943.762 hectares de forêts représentant un taux de boisement de 23 %, les forêts de l'Etat n'entrent que pour 31,7 %.

Dans les années qui suivirent la guerre, la reconstitution des régions dévastées provoqua une telle demande de bois qu'une loi spéciale autorisa des coupes extraordinaires. La réforme agraire amena d'autre part la transformation de certaines surfaces boisées en cultures agricoles.

Lorsque ces problèmes urgents furent à peu près résolus, une loi rigoureuse sur l'aménagement des forêts du 24 juin 1927 vint consacrer les principes d'une exploitation rationnelle. Chef-d'œuvre du genre, cette loi ne pouvait être qu'excellente puisqu'elle emprunte aux règlements précédemment en vigueur leurs meilleurs éléments.

En effet, dans la région anciennement occupée par la Russie était encore en vigueur l'excellent « statut forestier » de 1888 ; dans la petite Pologne les forêts étaient régies par la loi forestière autrichienne de 1852 dont nous venons de voir les sages dispositions ; en Posnanie et en Poméranie la loi prussienne du 6 juillet 1875 sur les forêts de protection et celle du 14 août 1876 sur l'administration des forêts régissaient les bois appartenant aux communes et aux établissements

publics. L'action de cette loi fut d'ailleurs étendue à toutes les forêts privées en vertu d'une loi du 22 octobre 1922. En Spisz et en Orawa étaient en vigueur les lois hongroises du 11 mars 1879 et du 7 juillet 1896. La nouvelle loi du 24 juin 1927 s'applique à toutes les forêts privées disposant expressément que les terrains boisés doivent être constamment soumis au régime forestier. Le changement d'un régime à un autre ne peut être effectué que dans les forêts non classées comme de protection et dans la mesure où il n'entraîne pas une réduction excessive de l'étendue des forêts dans l'Etat. La nouvelle loi est basée naturellement sur le fait que ces changements ne dépendent que de l'autorisation des autorités compétentes, à la condition que tous les terrains forestiers, momentanément privés d'arbres, soient reboisés à nouveau. Toutes les forêts doivent être administrées selon les plans établis par l'Administration.

Qu'il nous soit permis d'ailleurs, étant donné le caractère capital de ce texte, de publier à l'annexe II ci-jointe sa traduction complète.

Après avoir examiné quelle était la législation française combattant le déboisement et quelle solution avait été donnée par les grands pays forestiers à ce problème aussi redoutable pour eux que pour nous, on est naturellement enclin à se demander quelle conclusion tirer de ce rapprochement, et ce sera l'objet de notre quatrième chapitre d'étudier quelles pourraient être les meilleures mesures à envisager chez nous.

CHAPITRE IV

PERFECTIONNEMENTS A APPORTER A NOTRE LÉGISLATION CONTRE LE DÉBOISEMENT

Nous reportant d'abord aux causes du mal, le mieux serait évidemment de les supprimer et par suite de faire disparaître le fléau lui-même.

Si on peut espérer, à force de précaution, agir sur des causes secondaires, comme l'incendie, si on peut espérer que notre législation présente soit suffisante pour arrêter le défrichement et réglementer le pacage dans les montagnes, il serait vain de croire que le résultat est atteint; le mal reste.

Les imperfections de notre législation et de notre fiscalité demeurent et causent dans notre capital forestier, précieuse réserve d'une matière première toujours plus rare, des vides chaque jour grandissants.

Il y a bien, évidemment, un moyen de supprimer cette cause et ce ne serait pas difficile.

Quand on étudie les rapports des congrès forestiers du monde entier, partout on retrouve le même vœu, partout on entend le même cri : « Diminuez les impôts frappant nos forêts et nous les garderons debout. » Nous ne nous joindrons pas à ce concert inutile, n'en voulant pour preuve que ce que nous vous avons dit plus haut à propos de l'article 15 de la loi du 16 avril 1930.

La France a besoin d'argent, le rythme des dépenses de l'Etat va s'accéléralant, pourquoi se leurrer ; cherchons plutôt ailleurs.

Trouverons-nous dans l'ensemble des dispositions prises par les gouvernements étrangers que nous avons étudiées (si nous avons étendu notre étude aux autres gouvernements, nous n'aurions trouvé que des dispositions analogues), des mesures applicables chez nous.

Nous en avons vu de très bonnes, nous avons pu juger comment la loi polonaise de 1927 résume à elle seule tout ce que l'on pourrait souhaiter voir édicter à ce sujet. Cependant nous ne pensons pas qu'elle puisse servir de modèle à une loi française et ce, pour deux raisons : les forêts particulières polonaises sont la propriété de grands seigneurs qui les détiennent de leurs ancêtres. Disposant d'étendues considérables, ces derniers ont hérité en même temps d'un personnel technique très approprié. Ils ont compris depuis toujours l'intérêt primordial d'une législation sévère et l'ont acceptée après l'avoir désirée.

On voit combien on est loin en Pologne de l'état de choses qui se produit en France. Nous savons, et il ne faut jamais l'oublier quand on parle de règlements forestiers privés chez nous, que 1.445.730 propriétaires français possèdent des bois de 1 à 10 hectares, et les officiers forestiers de nos départements de montagne savent quel mal ils ont à faire accepter par les paysans français de simples règles de transhumance établies dans leur propre intérêt.

Si les propriétaires étrangers sont habitués à se plier à des lois restrictives de leurs droits de propriété, la notion française de ce droit et l'exercice habituel

du *jus abutendi* font dresser nos petits propriétaires dès qu'une disposition législative semble en réduire l'exercice.

Il nous semble préférable de rechercher plutôt parmi nos textes existants des dispositions propres à la nature de notre sol en même temps qu'à notre vieux régime de propriété.

On trouve pour la première fois, associés en matière forestière dans un texte légal, les mots « régime d'exploitation normale » et « usages locaux ». Ces derniers termes servent en effet à caractériser, selon les dispositions de l'article 7 du décret du 28 juin 1930 rendu par application du paragraphe 2 de l'article 15 de la loi de finances du 16 avril 1930, un des modes d'exploitation dite normale, que peuvent suivre les propriétaires de bois d'une contenance inférieure ou égale à 50 hectares pour bénéficier des réductions de droits de mutation entre vifs prévues par le premier alinéa de l'article de loi précité.

Pour la fixation de la norme du mode d'exploitation des bois des particuliers, l'adoption du critérium basé sur « la manière de faire tourner en habitude », pour reprendre la définition que donne Merlin des usages locaux, nous semble des plus heureuses.

Aux formules arbitraires correspondant à la notion abstraite de l'abus de jouissance, on substitue en effet la conception objective et concrète d'une situation de fait adaptée aux diverses conditions du milieu.

Au surplus, ce n'est pas innover que de s'en référer aux usages locaux pour régler certains rapports juridiques. Il en est ainsi notamment à propos des servi-

tudes rurales (lois du 9 juillet 1889, 22 juin 1890, articles 2, 4, 8 et 15, etc...)

Bien qu'il s'agisse dans le cas présent de rapports entre la puissance publique et l'individu, l'usage local, pour autant qu'on puisse le définir avec précision, nous paraît devoir être la règle la plus objective en matière de réglementation des exploitations de bois des particuliers. L'usage local, en effet, c'est l'état moyen opposé nécessairement à la manière de faire qu'on est accoutumé de caractériser par les mots « d'exploitation abusive ». L'abus commencerait dans un tel système dès que l'usage local ne serait plus respecté.

Nous sommes près de penser qu'une réglementation des exploitations des forêts privées, basée sur les considérations précédentes, soulèverait un minimum de critiques de la part des propriétaires, car on introduirait dans ce domaine, où les susceptibilités sont grandes, la notion de droit.

Mais, si l'on peut envisager un ensemble de constructions juridiques dans l'ordre d'idées qui précèdent, cela suppose qu'on puisse dans chaque région préciser quels sont les usages locaux.

Aucune statistique, aucun inventaire n'existe sur ce sujet.

A qui va-t-on confier ce soin ? Il existe bien des organismes officiels qui ont reçu la mission de codifier les usages locaux en matière rurale, ce sont les chambres d'agriculture. Il ne nous semble pas nécessaire d'y avoir recours quant aux forêts. Dans toutes les régions boisées, à côté des forêts particulières s'élèvent

des bois domaniaux, et les inspecteurs et conservateurs, qui président avec distinction aux destinées de ces derniers, sont souvent consultés par les propriétaires quant à la conservation de leurs propres biens.

Pourquoi ne pas faire appel à ce corps merveilleux de techniciens parfaitement au courant, en rapports journaliers avec les intéressés et d'une compétence remarquable.

Nous ne nous attarderons pas à étudier divers projets de loi qui ont été déposés dans le but d'empêcher la réalisation des réserves forestières existantes. Restreignant le droit de propriété, ils se sont toujours heurtés à l'opposition du Parlement.

Nous pensons d'ailleurs que ces mesures, si elles avaient pour effet de protéger les réserves existantes, de s'opposer à leur dilapidation trop rapide, ce qui nous semble, avons-nous vu, bien difficile, auraient surtout pour résultat d'empêcher la constitution des réserves futures.

Que penser d'une loi qui, dans le but de favoriser l'épargne, interdirait aux dépositaires de caisses d'épargne de retirer annuellement plus du cinquième de leur compte ? Ce serait arrêter immédiatement les versements à la caisse d'épargne. De même, le jour où le propriétaire saurait n'avoir plus la libre disposition de ses réserves de bois, il se garderait d'en faire.

Comme conclusion, nous estimons donc que le défrichement est à l'heure actuelle bien enrayé grâce aux dispositions de notre loi, que les réalisations des superficies de forêts sont le fait de notre fiscalité, que les mesures de protection que l'on voudrait

prendre contre elles doivent tenir compte du morcellement de la propriété boisée en France, de notre notion du droit de propriété, et, le plus possible, des usages locaux, que d'ailleurs ces mesures ne sont qu'un palliatif souvent inutile et même nuisible.

DEUXIEME PARTIE

Le rôle de l'Etat en matière forestière se présente sous un double aspect : conserver d'abord, mais surtout créer.

Nous avons vu dans la première partie de ce travail quel est, à l'heure actuelle, l'état de la question du déboisement.

Nous étudierons dans cette seconde partie : les faits qui posent le problème du reboisement en France ; les textes qui le régissent quant aux forêts de montagne et à celles de plaine ; les différentes suggestions qui pourraient nous venir des législations étrangères ; les différentes personnalités qui peuvent se charger du reboisement ; enfin les conclusions à en tirer quant à la meilleure solution de ce problème en France.

CHAPITRE PREMIER

LE REBOISEMENT — NOTIONS STATISTIQUES

Evaluer avec précision l'étendue des friches déboisées et des terres incultes qui existent en France est, évidemment, chose fort difficile, aussi n'est-il pas étonnant de trouver dans les chiffres mis en avant de notables divergences.

D'après la statistique agricole de 1892, les terres vagues occupaient à ce moment dans notre pays six millions d'hectares se répartissant comme suit :

Terrains rocheux et montagnes		
incultes.	1.973.000	hectares
Landes, pâtis et bruyères . . .	3.898.000	—
Terrains marécageux et tour-		
bières	354.000	—
Total.	6.225.000	—

Plus tard, en 1926, répondant à la question écrite d'un député et insérée au *Journal officiel*, M. le ministre de l'Agriculture a fait connaître, d'une part, qu'en 1913 les terres incultes et les landes avaient, pour la France continentale et la Corse, une superficie de 3.793.450 hectares, d'autre part, que leur étendue était passée en 1923 à 4.479.420 hectares, soit une augmentation de 955.000 hectares en 10 ans.

Tous les terrains catalogués « landes, pâtis, bruyères » ne sauraient pas, à coup sûr, être reboisés dans leur intégralité. Il s'en faut et de beaucoup. Mais il semble que l'on puisse tabler sur plus de 3.000.000 d'hectares de terrains susceptibles d'être mis en valeur par la forêt, et l'on voit, par suite, combien le champ offert à l'activité des reboiseurs a une importance considérable.

Ce qu'il importe de retenir avant tout, c'est l'accroissement depuis 1913 de l'étendue des terres incultes, savoir : 955.000 hectares en chiffre ronds jusqu'en 1923, et bien davantage certainement à l'heure actuelle.

Cette superficie de plus d'un million d'hectares, abandonnée par l'agriculture depuis 1913, est, dans l'ensemble, constituée par des terrains provenant, d'une part des exploitations abusives telles que nous les avons vues dans notre première partie, d'autre part, des terres peu fertiles, mal situées, difficiles à cultiver, abandonnées progressivement par des agriculteurs n'y trouvant pas un rendement suffisamment rémunérateur.

On conçoit donc comment le gouvernement soit amené à placer le reboisement au premier plan de ses occupations, et on comprend pourquoi M. Carrier, alors directeur général des Eaux et Forêts, a, dans un rapport présenté au Conseil National Economique, pu écrire : « La France a un intérêt évident à produire elle-même des bois, et à cet effet à reboiser les terrains en friches », et plus loin : « Il faudrait reboiser d'ici une cinquantaine d'années environ un million à un million et demi d'hectares en friches. »

Devant cet immense labeur, on est de suite frappé du résultat obtenu. Dans l'étude qu'il a fait paraître au *Bulletin du Comité des Forêts* sous le titre : *Quelle doit être notre politique de reboisement*, M. Jagerschmidt évalue à 13.000 hectares l'étendue des reboisements effectués annuellement en France (8.000 par les particuliers, 3.500 par les communes, 1.500 par l'Etat).

En l'absence de toute statistique précise, ces chiffres ne peuvent constituer qu'une estimation très approximative en contradiction d'ailleurs avec la thèse de l'Administration. En effet, répondant par la voie du *Journal officiel* à une question qui lui avait été posée par un député le 7 décembre 1927, le ministre de l'Agriculture a fait connaître que, pendant la période 1900-1927, l'Etat a reboisé en moyenne 3.200 hectares par an.

Cependant, il ne faudrait pas trop prendre ces chiffres à la lettre. Il est indispensable de préciser qu'il s'agit ici d'étendues estimées d'après des quantités de plants et de graines. Or, tous ceux qui plantent savent que ces travaux sont souvent suivis d'insuccès et que de nouveaux semis ou de nouvelles plantations doivent l'année suivante venir compléter des vides qu'un été trop brûlant a causés, à moins que le propriétaire, découragé, n'abandonne les frais et laisse croître sans plus s'en soucier ce qui a bien voulu prendre.

Il apparaît donc à tous combien cette surface reboisée annuellement est absolument insuffisante eu égard aux nécessités présentes et comment ce doit

être le souci de tous de l'augmenter dans une très large mesure.

Si les résultats obtenus sont si peu importants, la faute n'en serait-elle pas à notre législation en la matière ?

Nous étudierons au cours de ce second chapitre les textes qui régissent le reboisement.

CHAPITRE II

TEXTES RÉGISSANT LE REBOISEMENT EN FRANCE

Il n'y a guère qu'une soixantaine d'années que l'on se préoccupe chez nous de la question des reboisements. Ce n'est d'ailleurs pas sans une certaine amertume que l'on est obligé de constater que ce souci nouveau ne s'est imposé aux gouvernements successifs qu'à l'occasion d'inondations désastreuses mises par la presse sur le compte du déboisement et que la nécessité économique de produire des bois d'œuvre est très étranger aux textes de loi.

Les inondations terribles qui se produisirent dans la région du Sud-Est en 1854 et 1856 amenèrent les pouvoirs publics à promulguer la loi du 28 juillet 1860 sur le reboisement des montagnes. Cette loi édictait deux natures de prescriptions, les unes d'*encouragement*, les autres de *coercition*.

Par les premières, l'Etat provoquait le reboisement des terrains particuliers ou communaux dégradés ou impropres à la culture pastorale, ou agricole, par le moyen de subventions en graines en plants ou même en argent.

Par les mesures de coercition, l'Etat pouvait créer des périmètres de reboisement obligatoires sur tous les points du territoire, où la dégradation du sol et les ravages des torrents étaient reconnus après

enquête, comme devant nécessiter impérieusement des travaux de restauration.

Les travaux exécutés dans ces périmètres obligatoires étaient à la charge des communes ou des propriétaires auxquels appartenaient les terrains compris dans ce périmètre. L'Etat faisait l'avance des dépenses et les recouvrait sur leurs propriétaires. En cas de refus de remboursement, la loi imposait la cession obligatoire à l'Etat d'une partie des terrains reboisés.

En vertu de ces dispositions draconiennes, le reboisement prit une extension immédiate et rapide ; mais en raison de leur sévérité même, la loi de 1860 devint vite impopulaire. Un amendement vint, dès 1864, en atténuer la rigueur ; on reconnut en 1874 la nécessité de la remplacer.

La loi du 4 avril 1882 prescrivit la révision des anciens périmètres de la loi du 28 juillet 1860 (c'est-à-dire la restitution, sans indemnité, aux communes et aux particuliers des terrains reboisés que l'Etat avait pu leur prendre) et édicta des dispositions moins rigoureuses. Désormais, pour pouvoir exécuter des travaux de reboisement, l'Etat allait être tenu préalablement d'acquérir les terrains à reboiser. Mais ces achats pouvaient être amiables ; toutefois, en cas d'utilité publique proclamée par une loi spéciale, l'Etat pouvait exproprier les terrains qui lui étaient ou qui lui seraient nécessaires pour parer aux dangers des érosions dans les montagnes.

Aucune modification n'était apportée aux dispositions visant les travaux de reboisement : l'Etat allouait toujours des subventions en nature (plants

ou graines), mais les subventions en argent ne pouvaient plus être accordées qu'aux communes ou établissements publics. Les particuliers même groupés en association ne pouvaient recevoir que des subventions en nature.

C'est cette loi du 4 avril 1882, modifiée par la loi du 16 août 1913, elle-même complétée par une loi du 6 janvier 1933, qui nous régit encore actuellement. Nous n'entrerons pas dans les détails de ces très importants monuments législatifs.

Aux termes de cette nouvelle réglementation qui emprunte les principales dispositions de la loi du 4 avril 1882, les travaux de reboisement comportent, d'une part, les travaux dits *obligatoires* exécutés par les soins de l'Administration et aux frais de l'Etat qui, à cet effet, devra acquérir soit à l'amiable, soit par expropriations, les terrains reconnus nécessaires; d'autre part, les travaux *facultatifs* exécutés par les communes et les particuliers dans les pays de montagnes, en dehors même des périmètres établis par l'Administration, grâce à des subventions consistant soit en délivrance de graines ou de plants, soit en argent.

Que penser d'une telle réglementation ?

Il apparaît de suite que l'obligation d'acquérir les terrains à reboiser (art. 4 de la loi), constitue pour l'Etat une entrave très sérieuse et le paralyse dans l'exécution de son programme.

Pour les acquisitions amiables, il faut attendre naturellement le consentement des propriétaires des terrains à reboiser, communes ou particuliers, consentement qui, le plus souvent, ne s'obtient pas.

Au début, on a eu fréquemment recours à l'expropriation, mais ces expropriations ont soulevé tant d'émotions et de protestations parmi les populations montagnardes, et les jurys ont imposé à l'Etat des prix tellement élevés, que l'Administration a dû renoncer à ce mode d'acquisition.

Il en résulte que l'exécution des travaux de reboisement ne progresse plus que très lentement, c'est-à-dire au fur et à mesure que, d'une part, les propriétaires de terrains consentent des ventes amiables, et, d'autre part, que les disponibilités budgétaires permettent des dépenses d'acquisition.

Ces dépenses d'acquisition représentent une part importante des frais de reboisement. De 1860 à 1923, sur 113 millions de francs consacrés à ces travaux, les acquisitions en ont absorbé 34 millions, soit près du tiers.

Il est donc bien évident que cette obligation d'acquérir, imposée à l'Etat par la loi, gêne considérablement ce dernier et retarde d'autant la progression des reboisements. Cette lente progression n'est en harmonie, ni avec les besoins de l'économie générale de la France qui demande de plus en plus une intensification de la production ligneuse et une réduction des importations du bois et de ses dérivés, ni avec le développement de plus en plus rapide et pressant de l'industrie hydro-électrique qui exige la régularisation du débit de nos cours d'eau.

Comprenant qu'aucune mesure de contrainte, telle que celle envisagée par les dispositions législatives que nous venons d'étudier, ne peut être imposée aux propriétaires forestiers sans qu'une diminution corres-

pondante et équitable de l'impôt foncier ne soit prise en leur faveur à titre de compensation, la loi, dans l'article 226 du Code forestier, prévoit l'exemption totale de l'impôt foncier pendant 30 ans pour les semis et plantations sur les montagnes, sur les dunes et dans les landes. Cet alinéa premier de l'article 226 du Code forestier nous vient d'ailleurs de la loi du 8 juin 1859.

C'est assurément la mesure la plus efficace édictée en faveur du reboisement en montagne, et c'est grâce à elle qu'un peu partout sont nés des essais timides de plantations.

Nous constatons donc que la politique du reboisement en montagne, complément indispensable des prescriptions de la loi du 28 avril 1922 relative aux forêts de protection, a retenu tout spécialement l'attention du législateur et, hors les critiques exposées plus haut, il faut reconnaître l'effort considérable déployé ces années courantes par nos forestiers sur les pentes les plus dénudées des Alpes et du Massif Central.

Hélas, nous ne pouvons en dire autant de la législation concernant le reboisement dans les parties incultes de nos plaines, et il nous est particulièrement pénible de relever des différences de traitement telles.

L'article 3 de la loi du 29 mars 1897 portant sur la fixation du budget général des dépenses et des recettes de la loi de finances de l'exercice 1897, stipule : « Le revenu imposable de tout terrain défriché qui sera ultérieurement planté ou semé en bois sera réduit des trois quarts pendant les trente premières années de la plantation ou du semis, quelle qu'ait

été la nature de culture du terrain avant le défrichement. »

Pourquoi faut-il que les plantations en montagne soient exemptes de la totalité de l'impôt quand celles de la plaine n'ont droit qu'à un dégrèvement des trois quarts ? Pourquoi favoriser davantage dans des régions difficiles des travaux rarement entrepris, et diminuer d'un quart la réduction accordée aux plantations des plaines, plus commodées certes, mais qui ne demanderaient qu'à être plus nombreuses ?

Dans le même ordre d'idées, nous devons signaler l'alinéa 2 de l'article 226 du Code forestier tel qu'il est résulté de la loi du 26 mars 1924 sur les incendies de forêts : « Les semis et plantations de bois effectués après incendie sont également exemptés de tout impôt pendant une durée égale à l'âge des bois incendiés s'il n'est pas supérieur à 20 ans. »

A côté de cette disposition tout à fait particulière, la loi du 5 août 1920, réglementant le crédit mutuel et la coopération agricole, modifiée par celle du 19 décembre 1926 (art. 67), prévoit des avances d'argent à faible taux et à long terme aux sociétés coopératives de reboisement selon les règles ci-dessous :

« Ces avances sont faites pour une durée de 25 ans au maximum, cette durée pouvant être exceptionnellement portée à 50 ans pour les sociétés coopératives de reboisement. »

« Le décret prévu à l'article 8 fixe le taux d'intérêt de ces avances, qui doit également toujours être inférieur de 1,50 % au moins au taux d'escompte de la Banque de France sans pouvoir descendre au-dessous de 3 %. »

Enfin, il nous reste à parler de la disposition la plus importante : les subventions sur le produit des jeux aux départements, communes et associations forestières ou pastorales pour travaux forestiers.

En effet, l'article 46 de la loi de finances du 21 juillet 1920 a institué, par prélèvement sur le produit des jeux, un fonds destiné à augmenter les dotations des projets d'adduction d'eau potable et à subventionner les œuvres ou travaux intéressant le reboisement, l'amélioration des pâturages, la pisciculture, la chasse, et a fixé comme il suit la répartition de ce fonds :

2/5 aux adductions d'eau potable ;

2/5 au reboisement et à l'amélioration des pâturages ;

1/5 à la pisciculture et à la chasse.

L'article 14 de la loi de finances du 19 décembre 1926, qui a modifié les prélèvements sur le produit des jeux et leur affectation, a maintenu le fonds indiqué ci-dessus, en lui affectant 17 % du reliquat des prélèvements. Mais à l'énumération des œuvres appelées à bénéficier du fonds en question, l'article 14 de la loi du 19 décembre 1926 a ajouté la défense des côtes. La loi de finances du 30 décembre 1928 fixe donc maintenant la répartition de ces subventions selon les proportions suivantes :

« 8/20 pour la dotation des projets d'adduction d'eau potable ;

« 8/20 pour subventions à l'Etat, aux départements, aux communes et aux associations en vue de favoriser le développement ou la constitution de forêts et de pâturages ;

« 3/20 pour subventions à l'Etat, aux départements, aux communes et aux associations pour encouragement à la reproduction ou à la conservation du gibier ou du poisson ;

« 1/20 pour subventions à l'Etat, aux départements, aux communes, aux ports autonomes et aux associations pour travaux de défense des côtes. »

Les conservateurs des Eaux et Forêts, par l'intermédiaire de leurs inspecteurs, sont chargés chaque année de distribuer plants et graines selon les demandes déposées à leurs bureaux, proportionnellement aux fonds à eux alloués et à un quantum maximum par propriétaire.

Quels que puissent être les heureux résultats de cet ensemble de dispositions, il apparaîtra de suite qu'elles font figure de demi-mesures et témoignent du souci d'encourager les plantations isolées beaucoup plus que de la volonté de régler les impulsions particulières et de les ordonner vers un but défini et continu.

CHAPITRE III

Dès lors, il nous a semblé intéressant, avant d'étudier les conclusions à tirer de l'examen des textes législatifs réglementant le reboisement en France, il nous a semblé intéressant, disons-nous, de nous demander quelle peut être la politique de reboisement chez nos voisins. Nous envisagerons seulement le cas de deux pays types : l'un de montagne, la Suisse, l'autre de plaine, l'Angleterre.

La Suisse est un pays dans lequel les régions montagneuses occupent la plus grande partie du territoire, et ces régions ont à souffrir fréquemment des ravages causés par les éléments déchaînés, qu'il s'agisse de chutes de pierres, d'éboulements, de ravinements ou d'avalanches de neige et de glace. La population a par conséquent été amenée, il y a longtemps déjà, à exécuter des travaux de diverses natures pour se mettre à l'abri des dangers qui la menaçaient.

Ces travaux ont pris une très grande extension, et il y a peu de régions où des projets de reboisement n'aient été mis en chantier, en même temps qu'on amorçait des ouvrages considérables destinés à la correction des torrents, travaux que M. Petitmermet, inspecteur général des Forêts, chef de la division des Forêts du département fédéral suisse de l'Intérieur, chiffrait, lors d'un rapport qu'il présenta au Congrès International du Bois et de la Sylviculture

tenu à Paris du 1^{er} au 5 juillet 1931, à la somme de 34.846.219 francs suisses pour les travaux de reboisement entrepris de 1876 à 1930, somme qui a permis de reboiser une surface de 20.738.069 hectares.

Que nous sommes loin des maigres résultats français. Mais, les sommes sacrifiées et l'importance des subventions accordées sont telles que l'ensemble de ces travaux rentre beaucoup plus dans le cadre d'un plan d'outillage national que dans l'exécution d'un programme de reboisement. La forêt est utilisée par les officiers du génie rural suisse comme un moyen de consolidation.

Malheureusement l'état de nos finances ne nous permet pas avant longtemps de nous inspirer du régime suisse.

En Angleterre, la question prend un tout autre aspect.

Pendant la durée de la guerre, le Royaume-Uni s'est trouvé aux prises avec les difficultés les plus sérieuses pour pourvoir à ses besoins en bois. Ceux-ci avaient beaucoup augmenté ; d'autre part, les importations étaient gênées par la guerre sous-marine. La crise fut tellement violente que l'on étudia sur-le-champ les moyens de reconstituer, dès la signature de la paix, un patrimoine forestier qui permît à l'Angleterre, non pas sans doute de se suffire à elle-même, mais au moins de ne plus dépendre entièrement des autres.

Ce sont ces projets de reconstitution que nous voudrions faire connaître dans leurs grandes lignes : projets de puissante envergure conçus par nos voisins avec la largeur de vue qu'ils apportent dans leurs

entreprises et qui vont nous faire entrevoir des solutions tout à fait inconnues chez nous.

Il est nécessaire de rappeler, pour mieux comprendre l'importance de cette étude, que la situation forestière de la Grande-Bretagne, à la veille de la guerre, était la suivante : une superficie boisée de 1.231.000 hectares sur une étendue totale de 30.932.000 hectares, soit environ 4 %. La production annuelle des forêts anglaises était 1.260.000 mètres cubes, alors que les importations s'élevaient en 1913 à 14.450.000 mètres cubes. En 1915 elles ne sont plus que de 10.860.000 mètres cubes, en 1916 de 8.950.000 mètres cubes, en 1917 elles sont complètement interdites.

Est-il besoin de dire que la consommation intérieure s'accroissant sans cesse fit largement appel aux disponibilités intérieures du pays qu'elle faisait fondre pour ainsi dire à vue d'œil. L'Angleterre reçut une dure leçon, elle se rendit compte de la gravité de la situation et, sans attendre la fin du conflit, fit étudier par une commission les moyens d'y remédier pour toujours.

Divers projets ont été élaborés ayant pour but de créer et d'améliorer les massifs boisés, massifs qui permettront au pays d'accroître la richesse nationale, de constituer une réserve ligneuse et de supprimer ainsi la dépendance de la Grande-Bretagne vis-à-vis des autres nations. En un mot, elle instaura son économie forestière telle que nous voudrions la voir réglementer en France.

Les rapporteurs des projets de réorganisation ont établi un programme à exécuter en 80 ans, compor-

tant le boisement, pour les résineux seulement, d'une surface de 717.000 hectares. La commission propose d'en planter les deux tiers, soit 478.000 hectares, en 40 ans. Désirant pousser plus loin l'exécution de leur programme, les rapporteurs fixent à 100.000 hectares les étendues à peupler dans les dix premières années, l'Etat devant prendre à sa charge ou encourager le boisement de 80.000 hectares, les 20.000 autres devant être pris sur les forêts coupées à blanc pendant la guerre.

Dans les périodes suivantes, quand particuliers et communautés seront pénétrés de l'utilité de la forêt et auront quelques notions forestières, l'action de l'Etat pourra être moins considérable.

En ce qui concerne les bois feuillus, le reboisement en essences feuillues se ferait grâce à l'acquisition par l'Etat de 8.000 hectares environ de forêts récemment exploitées.

Quelles vont être les méthodes d'acquisition de ces terrains par l'Etat ?

Sur les 80.000 hectares de forêts résineuses nouvelles :

1^o L'Etat acquerra et boisera lui-même 60.000 hectares ;

2^o L'Etat s'associera à des communautés ou à des particuliers, ceux-ci fournissant le sol et supportant plus tard les frais de gestion subalterne. L'Etat se chargera du boisement, du plan d'aménagement et de la surveillance de la gestion. Les bénéfices seront partagés proportionnellement aux charges, c'est le système appelé en Angleterre « proceeds-sharing » ou partage des bénéfices. Les rapporteurs escomptent que

10.000 hectares pourront être boisés par ce procédé ;

3° 10.000 autres hectares seront boisés par des communautés et des particuliers subventionnés par l'Etat.

Mais où ce système prend un intérêt remarquable, c'est dans les moyens préconisés pour l'acquisition par l'Etat de terrains destinés au reboisement :

a) *Achat*. — Eu égard à l'état actuel des finances, les rapporteurs du projet ne préconisent cette méthode d'acquisition que dans les cas où elle sera manifestement bien plus avantageuse que la location.

b) Nous nous trouvons en présence d'une idée toute nouvelle pour nous Français : l'Etat louant un terrain pour le boiser. Solution exorbitante de notre droit, mais qui présente à nos yeux un très gros avantage : un déplacement de capitaux pour chaque hectare boisé bien moindre que dans le cas d'acquisition proprement dite.

Le contrat et la durée de la location ne sont pas néanmoins sans présenter quelques difficultés. Une location perpétuelle serait pour une forêt la meilleure des solutions. Dans le cas d'un bail à durée limitée, celle-ci ne devra pas être inférieure à une révolution entière.

Il n'est pas impossible d'ailleurs d'accorder au propriétaire le droit de disposer à nouveau de son bien et à n'importe quel moment dès l'instant qu'une estimation exacte peut être faite de la superficie et des travaux exécutés.

De même, au cours d'un bail perpétuel, le propriétaire peut conserver un droit de préemption qu'il exercerait le jour où l'Etat trouverait bon de renoncer à la plantation.

En résumé, les rapporteurs du projet regardent comme avantageux pour l'Etat de louer les deux tiers des terrains boisés et d'en acheter le tiers.

Les fermages dus par l'Etat seront ceux qui avaient cours antérieurement au boisement ou ceux qui ont cours normalement dans la contrée.

Le procédé du « *proceeds-sharing* » n'est pas moins original et conviendrait plus particulièrement aux contrées où la proportion de terres boisables est faible et le résultat problématique. Des terrains incultes et abandonnés que l'Etat n'eût ni achetés ni loués deviennent alors disponibles à la faveur de ce régime. En effet :

a) Il entraînerait moins de dépenses que l'achat ou la location ;

b) Il reviendrait moins cher que des subventions ou des prêts à des taux inférieurs au taux de placement normal ; tandis que ceux-ci seraient pour le Trésor une perte sèche, il n'y aura réellement perte, dans le cas du partage des bénéfices, que si la forêt ne rapportait pas ;

c) L'expérience et les connaissances des particuliers seront utilisées ;

d) Le nombre d'hommes directement employés par l'Etat sera réduit sans qu'il en résulte de réduction correspondante dans l'étendue boisée placée sous le contrôle de l'Etat.

Voici maintenant les avantages pour le propriétaire :

1^o Celui-ci restera en possession de la terre et gardera une part d'intérêt dans la forêt ;

2^o Il se sentira soutenu par l'expérience et les

conseils du service des forêts, il sera donc incité à conclure un marché dans lequel il eût, sans cela, hésité à engager ses héritiers.

Il n'est pas sans intérêt d'étudier les méthodes de subventions préconisées pour encourager les boisements effectués par les communautés ou les particuliers subventionnés par l'Etat.

Les bases des subventions seront de 120 francs maximum par hectare planté en conifères et de 240 francs par hectare planté en feuillus. Cette subvention pourra revêtir la forme, soit d'un don pur et simple en argent, soit d'un prêt, soit d'une exemption d'impôt. L'étendue à peupler et la méthode d'aménagement doivent être approuvées par le service forestier. Une surface minima sera fixée ainsi que la durée des travaux de plantations à y effectuer. Enfin, les propriétaires subventionnés seront tenus de restituer à l'Etat la subvention plus les intérêts au taux ordinaire si, au cours d'une période de 30 ans à partir du début de la plantation, ils défrichent leurs terrains ou contreviennent à l'une des clauses du contrat passé entre eux et le service forestier (1).

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les caractéristiques de ce projet qu'il nous a paru indispensable d'étudier ici. Idées tout à fait nouvelles qui demandent le contrôle du temps.

Sans préjuger des résultats qu'on peut espérer en tirer, il nous est agréable d'y trouver le double souci de ne faire avancer par l'Etat que le minimum de

(1) Renseignements tirés du *Final Report of the Forestry Subcommittee Reconstruction Committee, Ministry of Reconstruction.*

subventions d'une part, et de laisser aux propriétaires forestiers le maximum de l'exercice de leur droit de propriété d'autre part.

De plus, nous ne saurions trop féliciter les experts anglais d'avoir mis sur pied un ensemble complet, un plan général établissant véritablement, pour répondre à des données économiques, une politique concrète de reboisement.

Nous sommes maintenant amenés à nous demander, éclairés par ces considérations de législation étrangère, quelle nous semble devoir être la méthode à employer chez nous.

CHAPITRE IV

DIFFÉRENTES PERSONNALITÉS QUI PEUVENT SE CHARGER DU REBOISEMENT

D'abord, un problème délicat se pose qui malheureusement introduit dans cette question économique des données d'ordre politique. Nous voulons parler du rôle à attribuer à l'Etat dans les travaux de reboisement.

Qui devra exécuter ces travaux ?

Une remarque préliminaire très importante s'impose, et c'est la conclusion d'une étude publiée en décembre 1930 par l'Institut International d'Agriculture de Rome en son bulletin. Des mesures différentes doivent être préconisées suivant le climat, suivant que les forêts sont possédées par l'Etat, les communes ou les particuliers, suivant enfin le morcellement de la propriété particulière elle-même. Il faut donc se garder de généraliser des prescriptions d'un pays à un autre, bien plus, dans le même pays, d'une région à l'autre.

Dans ces conditions, sera-ce le rôle de l'Etat d'effectuer les travaux de reboisement ? Ou bien, leur réalisation devra-t-elle être poursuivie de préférence par les propriétaires communaux ou par les particuliers agissant, soit isolément, soit groupés en sociétés coopératives de reboisement ?

La question longtemps débattue n'est pas encore tranchée. Sans vouloir s'inspirer de directives générales tirées *à priori* d'un plan d'organisation politique, nous reportant seulement aux données objectives que nous connaissons, nous allons rechercher quelle serait en France la meilleure de ces formules.

Pour déterminer quelle est, en l'occurrence, la ligne de conduite la meilleure et la plus conforme à l'intérêt général, il est essentiel, au préalable, de déterminer le caractère des boisements à réaliser.

Les terrains à reboiser sont situés en toutes régions de la France, en plaines ou en montagnes, en sol relativement fertile ou bien aride, sous un climat suffisamment humide, ou au contraire soumis aux persistantes sécheresses qui sont la règle de nos départements méridionaux. Dans les cas favorables, les plantations donneront naissance à des massifs productifs et rémunérateurs : trop souvent, au contraire, les conditions locales difficiles empêcheront une réussite normale et ne permettront la création que d'un maigre peuplement n'ayant qu'une faible valeur commerciale.

Les conditions varient donc à l'infini. On peut cependant poser en principe que si les propriétaires particuliers sont entièrement qualifiés pour planter les terrains placés en conditions favorables et capables de porter des boisements productifs, c'est à l'Etat par contre qu'incombent la charge et le devoir de reboiser les terrains incultes, médiocres ou mal situés. Or, ce sont de beaucoup les plus nombreux et les plus étendus, ce sont ceux dont le reboisement doit s'imposer au titre de l'intérêt général. L'action immédiate

de l'Etat se justifie donc ici entièrement. Ce sont les travaux lui revenant sans conteste qui doivent être entrepris de toute urgence, car il s'agit ici de stabiliser les versants de montagnes, de retenir la terre sur les pentes, d'empêcher les ravinements et les éboulements, de régulariser l'écoulement des eaux, et par ce moyen de modérer sinon d'empêcher les inondations.

Il entre également au nombre des préoccupations de l'Etat et au titre du reboisement, celle de sauvegarder par leur acquisition au moment opportun les forêts que leurs propriétaires ont vouées à la destruction, puis, également, d'acheter en vue de leur restauration celles qui ont été dévastées ou ruinées par des coupes abusives.

Cette œuvre de reforestation, utile au premier chef quand elle est pratiquée par l'Etat, demande une application très modérée, car, si elle dépasse le point limite où se fait sentir la carence des propriétaires, elle risque de nous entraîner dans des erreurs économiques à notre sens tout à fait regrettables.

En effet, tous ceux qui ont été en contact avec le paysan français savent que ce dernier, pour retenir ses enfants loin de l'attraction des villes, n'a d'autre but que de consacrer ses économies à son désir d'agrandir sa terre.

Il faut accroître la forêt, oui, mais ne pas nuire à la population rurale sous prétexte de favoriser l'accroissement de l'étendue boisée. Or l'Etat, s'il accroît la forêt anonyme, sa forêt dans les régions où le paysan subsiste, surtout dans celles où la propriété est morcelée, commet une erreur démographique. Il faut

qu'il réserve l'accroissement de son domaine pour les régions de montagnes où les difficultés et le manque de main-d'œuvre viennent gêner la reconstitution de la forêt et en empêchent les résultats économiques.

D'autre part, il ne faut pas se leurrer sur le résultat pratique de l'étatisation du plus grand nombre possible de forêts. Si le budget de l'Etat doit supporter le coût de la main-d'œuvre et de l'administration de nombreuses forêts particulières, cela ne fait qu'augmenter ses dépenses. Le sacrifice imposé sera-t-il moins sensible s'il est supporté par l'Etat au lieu des particuliers ?

Il est absolument illogique de considérer comme une excellente opération économique celle qui consiste à reporter sur le budget général les frais incombant à une quantité de particuliers. Nous ne voulons pas entrer dans le détail de la gestion de l'Etat et prouver qu'une gestion particulière est plus économique. Mais il saute aux yeux de tout le monde qu'en absorbant les forêts particulières l'Etat se prive des ressources de l'impôt, et qu'en tarissant l'initiative privée, en supprimant le domaine paysan, il porte atteinte au développement de la race rurale, la plus utile à son avenir.

Loin de nous l'idée d'amoindrir le domaine de l'Etat en matière forestière. Sa direction, son exemple, son enseignement sont utiles. Mais n'exagérons pas son rôle et ne rendons pas sa gestion plus déficitaire par l'absorption du domaine privé.

Tel est le rôle que doit jouer l'Etat quant à l'acquisition de terrains destinés au reboisement.

Or, il semblerait que l'on veuille aiguiller la légis

lation des Etats vers la conception étatiste de la politique forestière. Si cette conception peut s'accommoder avec le caractère de certaines nations où les particuliers ont l'habitude de se plier aux exigences d'un pouvoir central, il serait désastreux de vouloir mettre, au point de vue forestier, chaque nation dans un même moule législatif. L'Institut International de Rome le reconnaît : « Les législateurs doivent savoir que par des vexations inutiles une loi devient impopulaire et qu'on risque de désintéresser profondément les particuliers de la propriété forestière et de mettre obstacle à l'initiative privée en matière de reboisement de terres incultes. »

Précieuse constatation qui laisse au génie propre de chaque nation le soin de se donner une législation convenable.

La France possédant une surface forestière privée bien supérieure à celle de l'Etat, doit non seulement éviter tout ce qui pourrait diminuer l'attrait des particuliers pour leurs forêts, mais encore les encourager à accroître la surface boisée. Se priver de leur concours serait une erreur d'où découleraient des conséquences ruineuses pour le Trésor et néfastes au point de vue technique. La division extrême de la propriété boisée en notre pays rendrait pour l'Etat le problème insoluble s'il cherchait à se substituer aux particuliers. Il doit travailler en aidant ces derniers à reboiser le plus possible pour le plus grand bien général, avec le minimum de frais pour son propre Trésor.

Malheureusement, nous avons vu que, tout au contraire, l'Etat, comme jaloux du souci du reboisement, cherche plutôt à acquérir des terrains nus

ou dénudés qu'à prêter son concours aux propriétaires, investissant ainsi la majeure partie des maigres ressources consacrées au maintien du capital forestier et abandonnant les particuliers à leur seule initiative, qui a largement fait ses preuves : les Landes sur 900.000 hectares et la Sologne sur 135.000 ont été, ne l'oublions pas, mises en valeur par les particuliers.

Or, pour que soit réalisée cette grande œuvre, il est indispensable de réunir trois éléments : un terrain, de la main-d'œuvre, des capitaux.

La réalisation sera possible et relativement aisée lorsqu'il s'agira de sols de petite étendue dont le propriétaire voudra personnellement faire le reboisement.

Elle le sera également lors même qu'il faudra entreprendre le reboisement des bois ou des forêts de moyenne, ou même de grande étendue, si le propriétaire a la volonté de le faire personnellement, s'il en possède les moyens ou s'il peut se les procurer et surtout s'il a la ténacité nécessaire avec la conviction qu'il ne travaille pas pour lui, mais qu'il sème et travaille pour ses successeurs.

Que se passe-t-il à notre époque ?

La dévalorisation du franc a donné aux terrains une augmentation de valeur que le redressement financier n'a pas fait disparaître complètement.

Les forêts à créer sont soumises au taux actuel de la main-d'œuvre ; ce taux n'est pas inférieur à 7 ou 8 fois celui d'avant guerre. Les jeunes plants de résineux coûtent dix fois plus cher. Les charges de nos forêts françaises calculées au facteur 8 écrasent notre production forestière. La forêt ne demande pas les soins assidus d'une culture ordinaire, mais elle

est loin de pousser toute seule ; que d'éclaircies appropriées et souvent nulles comme rendement mais uniquement pratiquées en vue du développement des arbres réservés ; que d'émondages dans les jeunes plantations pour les garantir d'envahissements parasitaires. Tout cela coûte pour créer une forêt, sans parler de la capitalisation des charges fiscales dans la période où il n'y a aucun rendement et qui absorbe à elle seule, ainsi que nous l'avons vu, la valeur de ce capital.

Aussi, est-il tout naturel que le ou les propriétaires d'un sol susceptible de reboisement aient recherché une formule leur permettant d'échapper à ces charges et de réduire au minimum les frais. Ils ont cru trouver souvent, en se groupant, le meilleur moyen d'y parvenir.

Ceci dit, et en posant comme principe que toutes les formes de société, d'association, de groupement, de syndicat, prévues ou autorisées par les codes et les diverses lois qui nous régissent sont légalement possibles, il reste à examiner quels sont, pour les plus faciles, les plus courantes et les plus usitées, les avantages et les inconvénients de chacune quant à leur application au problème du reboisement.

La société civile, régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, comporte la responsabilité totale de tous les membres de cette société et, comme telle, ne peut être un idéal.

Il est évident qu'en matière forestière, le reboisement en résineux crée le risque d'incendie qui est considérable ; on ne peut exiger d'un reboiseur qui met ses économies dans les affaires forestières rappor-

tant 2 % qu'il accepte la responsabilité totale en cas d'incendie. Par conséquent cette solution doit être écartée.

Toutes les sociétés commerciales, la société en nom collectif, la société en commandite simple, la société en commandite par actions, la société anonyme, la société à responsabilité limitée, paient la patente, l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur les bénéfices commerciaux. Mais en matière forestière on ne fait pas de bénéfices commerciaux, on fait un tout petit placement de père de famille.

Que penser des associations prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 ? Elles ne peuvent convenir pour le reboisement qui, forcément, peut et doit produire des bénéfices à longue échéance, l'article 1^{er} de la loi de 1901 prévoit au contraire que les associations ne peuvent être constituées que pour un but autre que le partage d'un bénéfice.

La société coopérative, dont l'essence est de faire des opérations avec ses propres membres, ne nous semble pas non plus la meilleure formule.

Le syndicat prévu par la loi de 1863, modifiée en 1888, et le décret-loi du 21 décembre 1926, n'a pas non plus jusqu'à présent répondu à l'espoir qu'on avait fondé en son action. N'oublions pas que les particuliers qui veulent reboiser n'ont pas toujours des terrains contigus et conçoivent souvent différemment la manière de les replanter ainsi que les essences à employer, ce qui gêne énormément l'action syndicale.

Les divers groupements dont nous venons de parler, qui se constituent en vue du reboisement,

ont pour but, en même temps que la gestion rationnelle de leurs massifs, des opérations tendant à accroître ces derniers et ont ainsi un objet purement agricole à l'exclusion de tout but commercial ou industriel, ils bénéficient d'avantages qui leur ont été octroyés par diverses dispositions législatives, notamment :

Par la loi du 31 juillet 1920 (art. 46 dont nous avons fait mention plus haut) qui fait participer les groupements aux subventions attribuées sur le produit des jeux ;

Par la loi du 6 août 1920, que nous avons déjà citée également, aux termes de laquelle les sociétés coopératives de reboisement peuvent recevoir des avances à longue échéance ;

Par la loi du 31 décembre 1921 (art. 22) qui exonère de droits de timbre et d'enregistrement les coopératives de reboisement et les sociétés qui sont constituées exclusivement en vue du reboisement ;

Par le décret-loi du 21 décembre 1926 relatif aux associations syndicales.

Deux caractères découlent de l'activité des sociétés forestières : elles répondent à un but d'intérêt général dans la mesure où elles sont astreintes au reboisement ; elles ne pourront faire aucun bénéfice, mais seulement distribuer un intérêt, soit annuel, soit capitalisé, des sommes qui y seront investies.

C'est en raison de cette double considération que l'on a pensé souvent créer des sociétés forestières, dans le cadre cher à nos législateurs des coopératives agricoles. Mais les quelques coopératives de reboisement existantes ont adopté des statuts qui

n'ont pu être agréés par la Caisse Nationale du Crédit Agricole ; elles ne peuvent donc pas bénéficier d'avances à long terme. La formule « coopérative de reboisement » est sans issue.

Une solution est alors apparue : obliger les sociétés à gérer leurs bois dans un but d'intérêt général ; obtenir par là, sans décaissement pour l'Etat, que les forêts particulières viennent grossir le lot des forêts bien gérées en soumettant les sociétés propriétaires à un contrôle de l'Administration des Eaux et Forêts. En contrepartie : dégrèver largement les groupements reboiseurs. Nombreux sont les Etats qui se sont ralliés à cette formule.

En Belgique, ce sont les forestiers d'Etat qui assurent le contrôle des forêts privées ; en Suisse, les forestiers cantonaux ; en Italie, la loi de 1923 a créé une double filière : un comité forestier central et des comités provinciaux composés de fonctionnaires et de propriétaires nommés par le ministre ; en Pologne, nous savons que c'est le Starost au 1^{er} degré et le Voïvode au 2^e degré qui font appliquer la loi de reboisement de 1927 ; en Roumanie, c'est l'Administration des Eaux et Forêts, et en Suède, une Administration spéciale qui veille au bon entretien des forêts privées.

Bien mieux, certains pays, comme la République tchécoslovaque, ont voulu imposer la constitution obligatoire d'associations forestières de reboisement.

Que penser du développement espéré de ces coopératives ?

Nous ne croyons pas que les quelques avantages accordés en France aux groupements reboiseurs puissent compenser les inconvénients que présentent

ceux actuellement possibles, et encore moins, qu'on puisse leur donner un caractère obligatoire.

En effet, nous craignons beaucoup que l'effort si souhaitable ne produise pas des résultats réels satisfaisants. La tendance à s'associer pour l'accomplissement d'une tâche d'intérêt commun, qui est si peu répandue parmi les agriculteurs, est encore plus faible parmi les montagnards dominés par un sentiment d'égoïsme le plus absolu et qui même à cause de leur tempérament, de leurs habitudes de vie, ne peuvent pas souvent se rendre compte des avantages dont ils pourraient bénéficier en se groupant.

Même dans les associations créées chez nous par des propriétaires animés du meilleur esprit d'union, désireux de coordonner leurs efforts et de couvrir de plantations forestières les plus grandes surfaces, même dans ces coopératives et syndicats, les résultats obtenus confirment pleinement les critiques que nous venons de formuler. Un rapide exposé des principales et des plus actives nous en convaincra facilement :

C'est d'abord la Société Coopérative Forestière Champenoise, dont le siège est à Troyes, 8, place Audiffred, qui a acheté une surface totale de 448 hectares sur lesquels elle en a reboisé 85, favorisée par des subventions de l'Etat qui, depuis 1926, se sont élevées à 107.800 francs.

C'est en second lieu la Société Coopérative de Reboisement du Nord, dont le siège est à Reims, 56, boulevard Lundy, au capital de 50.000 francs porté à 325.000 francs, à la tête d'un domaine collectif de 200 hectares, elle en a replanté 33 tout en exécutant

des travaux de reboisement sur 400 hectares de terrains appartenant à ses membres. Ces travaux ont été exécutés grâce à une subvention de 4.150 francs sur le produit des jeux.

C'est enfin la Coopérative Lorraine de Reboisement, qui a son siège à Nancy, 40, rue Gambetta, et qui a fait l'acquisition en 1928 et 1929 de 125 hectares de terrains dans la zone rouge de Meurthe-et-Moselle sur lesquels elle a déjà planté 65 hectares.

Dans le Centre-Est et dans le Sud-Est existent deux groupements qui méritent de retenir l'attention : l'Union des Syndicats Agricoles et Forestiers de la Région Casadéenne formée en 1925, dont le siège est à la Chaise-Dieu, et l'Union Forestière du Sud-Est dont le siège est à Lyon, 1, rue Bellecour.

Le premier de ces groupements, qui comprend actuellement 1637 adhérents, s'étend sur six cantons de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme : La Chaise-Dieu, Paulhaguet, Allègre, Saint-Paulieu, Arlanc, Saint-Anthème, et englobe une surface boisée d'environ 20.000 hectares. Ce groupement a créé au centre de la région, à la Chaise-Dieu même, une pépinière et distribue à ses nombreux petits sociétaires plants et graines dans la mesure où les subventions de l'Etat le lui permettent. A noter que ces subventions totalisées s'élevaient en 1931 à 7.500 francs.

Quant à l'Union Forestière du Sud-Est, elle ne fait pas elle-même de reboisement, elle s'emploie seulement à créer des syndicats locaux.

Dans la région du Sud-Ouest, notons trois importants groupements : la Commission départementale de l'Hérault qui date de 1925 et dont le siège est à

Montpellier, 16, rue de la République, le Comité forestier départemental du Tarn, né des inondations de 1930, dont le siège est à Albi dans l'hôtel de la préfecture, et le Syndicat de Reboisement du Pays Basque dont la création remonte à 1926.

La Commission départementale de l'Hérault, émanation du conseil général de ce département, a reçu du dit conseil la mission de reboiser autant que possible les bassins supérieurs des rivières méditerranéennes. Elle a, à cet effet, créé quatre pépinières et entrepris une active propagande en faveur du reboisement de 300.000 hectares de terres incultes qui déshonorent ce beau département.

Les travaux de plantation sont exécutés par les propriétaires eux-mêmes sous la direction de la commission qui dresse les projets et devis approximatifs, fournit les plants et surveille rigoureusement les travaux grâce à des gardes particuliers en attendant qu'elle soit à même de lui apporter le concours de ses préposés forestiers.

La caisse de la Commission est alimentée par une subvention annuelle de 100.000 francs inscrite au budget départemental.

Qu'il nous soit permis, en passant, de dire tout le bien que nous pensons d'une telle méthode. La Commission départementale forestière, composée d'hommes du pays connaissant à fond la nature du terrain et les goûts de la population, en rapports journaliers avec elle, est incontestablement l'institution toute trouvée pour entreprendre et mener à bien cette grande œuvre concrète.

Pourquoi faut-il que le seul département de l'Hé-

rault ait orienté en ce sens l'activité de sa Commission départementale ? Pourquoi faut-il que tous les autres départements déboisés n'aient pas été invités à l'imiter ? Cette solution ne coûtant par ailleurs rien à l'Etat, puisque les subventions sont prises sur le budget du département.

Le Comité forestier du Tarn, qui ne groupe pas moins de 75 propriétaires reboiseurs, poursuit un double but : le reboisement par les particuliers et l'action sur les municipalités par le reboisement des terrains communaux.

En ce qui concerne les reboisements par les particuliers, il a traité à forfait pour le reboisement sous sa surveillance de 800 hectares environ, et il estime qu'au point où vont les choses, près de 2.000 hectares seront bientôt reboisés dans le haut bassin de l'Agout, principal point de départ des inondations de 1930.

Pour les reboisements communaux qui, rien que dans la région où coule cette rivière, représentent plus de 6.000 hectares, ce ne sera qu'à la suite de longs pourparlers que l'action de propagande pourra donner des résultats.

Le Comité reçoit des subventions annuelles du conseil général (20.000 francs), et la chambre d'agriculture (15.000 francs) qui, avec les subsides accordés par les chambres de Commerce et les grandes sociétés industrielles, lui permettent de couvrir ses dépenses de secrétariat général, de propagande et d'entretenir une grande pépinière.

Le Syndicat de Reboisement du Pays Basque, qui s'étend aussi au Béarn, a obtenu la plantation d'une grande quantité de terrains que les propriétaires

craignaient à juste titre de voir envahir par le bétail des voisins.

Par son intermédiaire, ces propriétaires reçoivent de l'Administration forestière des petits plants qui leur sont fournis gratuitement, et du Syndicat lui-même des grands plants. C'est ainsi qu'a été entrepris et réalisé le reboisement des terrains communaux du Massif de la Rhune à Saint-Jean-de-Luz sur 245 hectares dont le Syndicat a obtenu la location pour 60 ans.

Le Syndicat a été aidé pour cette œuvre par les subventions de l'Etat, du département, de Syndicats de villes comme Bayonne et Biarritz, ainsi que par le Service local des Eaux et Forêts qui lui a prêté, au point de vue technique, un concours des plus actifs et des plus utiles.

Cet exposé, un peu long peut-être, des reboisements exécutés en l'espace de 3 ou 4 années par l'ensemble des groupements fédérés nous a paru nécessaire pour montrer leur éclosion en quelque sorte spontanée et la rapidité de leur croissance, leurs divers modes de fonctionnement et la variété de leurs méthodes, l'influence qu'ils exercent sur la mentalité paysanne et sur l'esprit des municipalités qu'ils préparent à l'idée des reboisements communaux.

On est même étonné de voir l'importance de leur développement, malgré la modicité souvent ridicule et toujours décourageante des subventions accordées par l'Etat.

CHAPITRE V

QUELLE EST LA MEILLEURE SOLUTION A APPLIQUER AU PROBLÈME DU REBOISEMENT EN FRANCE

Nous venons de voir que le reboisement proclamé par tous comme utile et nécessaire, est cependant de la part de l'Etat l'objet de subventions tout à fait insuffisantes. Il serait facile de conclure que le meilleur moyen de développer l'activité des reboiseurs serait d'accorder, soit des subventions plus importantes ainsi que cela avait été projeté au titre du perfectionnement de l'outillage national, soit des dégrèvements massifs des impôts frappant les terrains nus en cours de reboisement.

Nous ne nous arrêterons pas plus longtemps à développer ces arguments, nous avons déjà eu l'occasion de dire que nous ne croyons pas, en l'état actuel de la Trésorerie, à leur réalisation prochaine. Toutes les solutions faisant appel à une participation trop importante de l'Etat nous paraissent devoir être rejetées pour la même raison.

Par contre, nous pensons qu'il est certaines suggestions du plan général de reboisement établi par les experts anglais qui demanderaient chez nous à être expérimentées.

Nous croyons également, ainsi que nous avons eu l'occasion de le dire plus haut, que l'organisation du reboisement pourrait parfaitement incomber aux Commissions départementales aidées au point de vue technique par les conseils des officiers forestiers locaux.

Enfin, il est une catégorie de collectivités que leur nature même devrait amener à devenir propriétaires d'une partie importante du domaine forestier de la France : nous voulons parler de toutes ces caisses d'épargne, de retraites, d'assurances sociales, de toutes celles en un mot que leur fonctionnement oblige à conserver et à faire fructifier des capitaux déposés ou à capitaliser des versements périodiques.

Jusqu'à ces derniers temps, la tendance des pouvoirs publics a été d'imposer à toutes ces associations le placement de leurs fonds en valeurs mobilières de premier ordre. Ce système, étant donné l'extension de plus en plus grande des groupements de capitaux, n'est pas sans certains dangers. Un scandale récent nous a donné à penser que si les compagnies d'assurances avaient eu la faculté d'employer leurs réserves à l'acquisition de terrains nus ou dénudés et à leur reforestation, elles auraient couru pour elles-mêmes, tout en travaillant à l'intérêt général, un risque beaucoup moins grand qu'en plaçant leurs disponibilités en bons du Crédit municipal de certaine de nos grandes villes.

Quant au point de vue strictement économique qui nous intéresse, une conclusion générale d'une importance capitale s'impose.

Le problème de l'économie forestière exige, aussi

bien pour la production forestière de l'Etat que pour celle des communes ou des particuliers, une sage protection. Vouloir résoudre ce problème en déplaçant la perte à subir, si perte il y a, et en faisant passer cette perte du domaine particulier à celui de l'Etat par le rachat des forêts privées, c'est faire œuvre néfaste.

L'Etat, les communes, les particuliers, sont liés quant aux règles économiques qui déterminent la valeur marchande des produits à tirer de leurs coupes. Le meilleur moyen pour susciter la production, pour encourager les particuliers et les communes à planter et à conserver leurs forêts n'est-il pas de maintenir aux marchandises récoltées en forêt un cours suffisamment rémunérateur.

Le défaut d'économie forestière, voilà bien le plus gros obstacle au reboisement.

Il reste bien le domaine privé de l'Etat sagement conservé et entretenu, mais à quoi servira-t-il si la politique de dépréciation de sa valeur prévaut ? Il ne paiera même plus les frais de sa gestion.

Au lieu d'entretenir une lutte entre frères ennemis, entre producteurs de bois de l'Etat et particuliers, le gouvernement a un plus beau rôle à remplir : maintenir au capital forestier un revenu capable d'attirer vers lui les réserves de l'épargne.

Pour cela, point n'est besoin de bouleverser toute la propriété forestière. Prenons l'assiette de la forêt telle qu'elle est en France, donnons à l'Administration des forêts un rôle magnifique d'enseignement et d'encouragement, et surtout, abandonnant le vieux préjugé d'après lequel la tâche des forestiers de l'Etat serait uniquement de culture, mettons au premier

plan de nos préoccupations administratives le souci de maintenir, sur le marché intérieur, aux produits du sol forestier un cours qui permette à son propriétaire non seulement de récupérer le capital engagé, mais encore d'en retirer un bénéfice suffisant pour pourvoir à sa conservation et désirer son accroissement.

Le sort de la forêt privée dépend du libéralisme des mesures qui seront adoptées pour contrôler sa gestion et des lois économiques de protection qui permettront la stabilisation de son rendement.

L'avenir est donc l'application de principes économiques revalorisant la forêt, car toute production déficitaire sera forcément abandonnée.

Le jour où, au lieu d'être menacée, la propriété forestière privée sera encouragée et convenablement défendue, quand elle sera source de revenus et non plus de déficits, elle se chargera de compléter naturellement le domaine forestier et rendra notre pays plus indépendant en diminuant le chiffre des importations qu'il est obligé de demander à l'étranger.

Là est toute la question, mais bien délicate est la solution.

TROISIEME PARTIE

RAPPORT ENTRE LE DÉFICIT DE LA PRODUCTION NATIONALE ET LES BESOINS DE LA CONSOMMATION

Pour comprendre à quelle complexité nous nous heurtons, il est nécessaire de rappeler brièvement les données objectives d'un problème que des intérêts particuliers et opposés tendent à dénaturer selon qu'il est utile au besoin de leur cause.

Afin d'éviter cet écueil, nous consulterons autant que possible les statistiques. Appuyés sur ces éléments, nous examinerons ensuite l'ensemble des mesures préconisées et mises en œuvre pour la protection de la forêt française et le contrôle des importations de bois étrangers.

Cependant, au cours de l'étude de ces chiffres, n'oublions jamais qu'en période de vie économique internationale normale, la France exporte à l'étranger, de l'ensemble de nos forêts, un certain tonnage de chênes, et des pineraies du Sud-Ouest, des poteaux de mines vers l'Angleterre ainsi que des planches dites « Espagne », alors qu'elle importe surtout par ses ports de la mer du Nord et de la Manche de grosses quantités de bois de sapins, débités en madriers, bastings et planches destinés à l'entreprise et à la menuiserie.

CHAPITRE PREMIER

LES STATISTIQUES

Ce que disent les statistiques ?

Elles disent tout d'abord que la consommation annuelle de la France en bois d'œuvre était évaluée avant la guerre à environ 9.660.000 mètres cubes dans le rapport général sur l'industrie française publié en 1919 par le ministère du Commerce, et à 10.560.000 mètres cubes par le Congrès du Génie civil.

Dans ces évaluations, il s'agit du bois livré aux industries de consommation, c'est-à-dire ayant reçu une première façon, ce qui explique comment la Direction générale des Eaux et Forêts les avait convertis en 12 millions de mètres cubes en bois sur pied.

Evidemment ce chiffre n'a que la valeur d'une évaluation, car il est très difficile de déterminer la véritable consommation annuelle de bois. Nous devons cependant ajouter qu'il est établi par les compétences les plus autorisées et peut servir de base d'appréciation.

Au regard d'une semblable estimation, que produisent les forêts françaises ?

Les statistiques de la Direction générale des Eaux et Forêts nous ont montré que leur production totale était de 8 millions de mètres cubes. Encore, faut-il

préciser que la possibilité annuelle en bois d'œuvre n'entre dans ce chiffre que pour 7.300.000 mètres cubes, dont : 2.600.000 mètres cubes pour les bois feuillus et 4.700.000 mètres cubes pour les bois résineux.

Sur ces données et par comparaison à la consommation estimée sur la base de l'année 1912, le déficit annuel apparaît de 4.700.000 mètres cubes, déficit qui justifie pleinement la nécessité d'importer en années normales.

La crise économique mondiale qui a bouleversé l'équilibre général, surtout depuis 1929, a eu sur le marché des bois des conséquences telles qu'il nous est indispensable de les étudier rapidement pour mieux comprendre la répercussion dont a dû souffrir notre marché intérieur du bois et avec lui les industries qui s'y rattachent ainsi que les propriétés qui le produisent.

L'Europe avait intensément accru sa puissance productrice pendant la guerre d'abord, pour augmenter les moyens de destruction, après la guerre ensuite, pour réparer les désastres causés.

Dès 1929, la carence de gros débouchés tels que les Indes et la Chine s'est fait durement sentir. A cette époque éclate à New-York une crise boursière de grande ampleur provoquant sur les cours un effondrement d'autant plus brutal qu'elle survient en période de prospérité apparente et entraîne avec elle une crise économique générale.

Cette crise économique a déterminé dans tous les pays une restriction très importante de la consommation du bois. D'autre part, la réapparition de la

Russie comme pays importateur en application du plan quinquennal et le ralentissement brutal de l'activité allemande ont produit un bouleversement complet des échanges commerciaux.

Sans étudier en détail l'histoire du dumping soviétique, il est indispensable de rappeler dans quelles conditions se présentait l'importation des bois russes en France avant la guerre et comment elle a été pratiquée par la suite.

Avant la guerre, la Russie était le plus grand exportateur de bois d'Europe ; d'après les statistiques du commerce extérieur, elle exportait 7.597.476 tonnes en 1913. La France recevait 669.042 tonnes de bois russes sur une importation totale de 1.409.249 tonnes ; il est vrai que l'empire du tsar comprenait alors la Finlande et une partie de la Pologne.

Depuis 1917, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques est devenue d'importance secondaire comme exportateur, et en France, les statistiques douanières montrent que l'importation soviétique a été négligeable.

Mais, dès le début de 1929, la mise en application du plan quinquennal a conduit les Soviets au développement de leurs exportations, et en 1930 le chiffre de celles-ci, quant au bois, était redevenu comparable au tonnage d'avant guerre.

Il ne faut pas oublier que si l'U. R. S. S. cherche à développer ses exportations, c'est uniquement en vue de l'acquisition de devises étrangères lui permettant l'achat de matériel ouvré. Le bois devait donc être de la part des commissaires l'objet d'une exploitation intensive.

D'autre part, l'exportation russe allait être facilitée par la notion toute nouvelle du prix de revient, tellement facilitée qu'allait apparaître le dumping soviétique, la vente des bois ayant lieu à des cours à la fois inférieurs au prix de revient et au prix pratiqué dans les pays destinataires.

Le prix de revient en U. R. S. S. n'est pas comparable à un prix de revient en pays capitaliste, et pour autant qu'on puisse s'en rapporter à M. Boris Eliatchef, il apparaît que le prix d'achat de la matière première est nul, les frais d'abatage et de transport réduits à leur plus simple expression puisque effectués par des condamnés, le transport au port destinataire sans conséquence, car les bois y sont amenés sur des bateaux d'Etat.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions de rencontrer des répercussions considérables de cette politique sur le marché international du bois. Les ventes de l'U. R. S. S. en Angleterre sont passées de 340.000 standards (le standard 4 mc. 67) en 1927, à 525.000 standards en 1929, alors que l'importation totale anglaise, qui s'élevait en 1917 à 2.035.000 standards, était tombée à 1.700.000 standards en 1929.

En Allemagne l'importation des bois russes s'est également développée de façon considérable depuis quelques années au détriment des autres pays exportateurs.

Le marché français a naturellement tenté l'U. R. S. S. Les exportations qui étaient nulles avant la mise en application du plan quinquennal, environ 5.000 tonnes par an, passèrent brusquement à 42.618 tonnes en 1929 et atteignirent 70.862 tonnes en 1930,

bien qu'un décret, publié en toute hâte le 3 octobre 1930, soumettait à une licence l'importation des bois en provenance de l'U. R. S. S. et malgré que ceux-ci aient à payer en entrant le tarif général de douane.

L'augmentation des importations de bois russes en Angleterre et en Allemagne devait se traduire par la réduction, dans ces deux pays, des débouchés pour les bois polonais, autrichiens, finlandais et suédois.

La conséquence immédiate de cette réduction fut l'invasion du marché français en 1930 par les bois de ces provenances dans une proportion beaucoup plus forte que précédemment, invasion à laquelle venait s'ajouter celle des bois soviétiques.

Quelle répercussion allait s'en suivre sur le marché français ?

Jusqu'à la fin de 1930, les importations ont pu être absorbées par le marché français sans constitution de stocks dans les scieries du pays. La crise mondiale ne nous avait pas encore atteints, nos industriels avaient continué à développer leurs usines. L'application de la loi Loucheur mettant à la portée de petits épargnants la construction de maisons individuelles à bas prix a maintenu une certaine fermeté au marché du bois. Notre monnaie résistait victorieusement à toutes les attaques et à toutes les tentations, sa couverture or augmentait et nos importateurs pouvaient se présenter dans tous les grands ports nantis de lettres de crédit libellées en francs et payables à vue.

Le résultat ne devait pas se faire attendre et les chiffres ci-dessous en sont la preuve éclatante :

*Importation en France des bois autres que le
Chêne et le Noyer (En tonnes).*

Années	Ronds bruts	Traverses	Bois sciés
1913.	71.886	18.617	1.409.249
1919.	33.533	1 339	673.779
1920.	48 546	5 269	1.010.619
1921.	82.365	5.482	845.056
1922.	90.068	1.134	1.474.482
1923.	153.985	1.441	1.338.062
1924.	228.467	21.485	1.360.893
1925.	132.144	36.937	982.218
1926.	263.017	4.743	1.234.284
1927.	246.919	16.001	916.949
1928.	195.950	7.689	1.136.202
1929.	266.959	15.947	1.271.936
1930.	333.207	59.059	1.469.006
1931.	214.426	71.284	1.339.321

Nous constatons donc en 1930 une augmentation très nette du tonnage importé. Il est intéressant de connaître le détail de ce tonnage par pays importateur. Au Bureau de renseignements statistiques des douanes, nous avons trouvé les indications suivantes :

Bois sciés en tonnes.

Dates	Russie	Suède	Finlande	Pologne	Autriche	Allemag.
1913	669.042	515.426	—	—	52.084	17.482
1923	4.145	350.145	311.795	95.448	59.932	77.758
1929	42.618	348.188	245.355	65.756	235.214	75.863
1930	70.862	347.588	266.432	105.168	224.792	144.822
1931	26.416	261.406	269.920	157.473	215.800	129.680

Les nuages toutefois commencèrent à s'amonceler dans ce ciel serein ; les cours qui n'avaient cessé de monter jusque-là subirent un premier tassement. Aux ventes d'octobre 1930, les acheteurs se montrèrent beaucoup plus réservés. Les scieurs et exploitants gravement touchés par des pertes très lourdes fermèrent en grande partie, ou réduisirent considérablement leur prix d'achat. Désormais, le proprié-

taire de forêts va être atteint à son tour par la crise ; jusqu'ici les scieurs subissaient seuls les variations des cours des bois, la concurrence à l'achat était telle que le propriétaire trouvait toujours un prix intéressant pour ses coupes. A partir de l'automne 1930 la rentabilité elle-même de la forêt diminue. Avant que notre pays n'ait été frappé de la crise mondiale, les possesseurs de forêts l'ont subie, et on a pu voir les cours des produits ligneux, suivant une courbe descendante vertigineuse, revenir à des prix qui sont pour certains produits parfois inférieurs à ceux de 1914, tels les bois destinés à la production du charbon de bois.

Cette véritable catastrophe devait amener les protestations générales de tous ceux dont elle entraînait la ruine :

Les propriétaires de forêts d'abord, groupés en syndicats régionaux, eux-mêmes représentés au Syndicat central, le Comité des Forêts, dont le président actuel est M. de Nicolay.

Ensuite, les scieurs réunis en syndicats régionaux et fédérés depuis 1902 en un groupement dénommé « Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Forestiers, Scieurs et Industriels du Bois », longtemps présidé avec une compétence remarquable et un dévouement auquel nous nous plaisons à rendre ici hommage par M. Honoré Barbier, et maintenant par M. Didierjean ;

Enfin, le groupement XXVI de la Production Française groupant les délégués de la Fédération Nationale des Exploitants et des principaux Usagers du Bois, présidé par M. René Barbier.

Organisations auxquelles devait se joindre bientôt une nouvelle fédération née de ce péril : la Fédération des Associations des Communes Forestières Françaises, présidée par M. Georges Dangon, fédération qui groupait, lors de son assemblée générale de 1933, plus de 6.000 communes forestières disséminées dans 24 départements.

Sur le terrain parlementaire, c'est-à-dire à la même époque, a été créé, sous la présidence de M. le sénateur Néron, toujours dévoué aux intérêts de la forêt française, le groupe forestier du Sénat, groupe déjà constitué à la Chambre des députés et complété par un Comité forestier interparlementaire de 15 sénateurs et de 15 députés. Le groupe du Sénat comptait 120 membres dès sa création.

Enfin, devait s'unir à toutes ces associations une dernière organisation constituée le 23 février 1933, nous voulons parler du Comité d'Entente de la Forêt française, comité qui comprend : le Comité des Forêts, Fédération des Associations forestières françaises, Fédération des Groupements de Reboisement, Union des Associations de Défense des Forêts contre l'Incendie, ainsi que quatre grands groupements régionaux représentant l'Est, le Sud-Est, le Sud-Ouest et la Sologne.

Sous la pression des événements et des interventions de ces divers groupements, et pressé par des interpellations à la tribune du Parlement, le gouvernement fut amené à prendre une série de mesures que nous étudierons dans notre second chapitre, mesures qui ont fait souvent l'objet de critiques passionnées et dont nous aurons à contrôler l'efficacité.

CHAPITRE II

MESURES MISES EN ŒUVRE POUR LA PROTECTION DE LA FORET FRANÇAISE ET LE CONTROLE DES IMPORTATIONS DE BOIS ÉTRANGERS

Rappelons au début de cette étude quelle était notre position douanière à l'époque où apparut la crise ; comment nos bois étaient-ils défendus contre la concurrence étrangère ?

Alors qu'en 1892 Jules Méline avait réussi à rétablir au point de vue de la protection douanière l'équilibre rompu entre l'industrie et l'agriculture par les traités de commerce de 1860, alors qu'après la guerre la production industrielle seule avait vu ses intérêts sauvegardés, très justement d'ailleurs, par une politique douanière et contractuelle très favorable, l'agriculture a dû, elle, attendre la loi du 3 mars 1928 pour obtenir le rétablissement de la protection qui existait avant le 1^{er} août 1914 et dont l'application, pour des raisons difficiles à comprendre, avait été suspendue dès le lendemain de la mobilisation.

Le tarif douanier, resté en vigueur pendant et après la guerre, avait bien, il est vrai, subi deux modifications, mais tellement timides qu'elles en étaient ridicules. Ce tarif avait été majoré une première fois au coefficient 1,3 par la loi du 4 avril 1926, et une

seconde fois au coefficient 1,7 par un décret-loi du 14 août 1926.

Mais, tandis que par la loi du 3 mars 1928 la presque totalité des produits agricoles voyaient leurs droits de douane rétablis et multipliés par des coefficients allant de 4 à 5, les produits forestiers, traités en parents pauvres, eurent leurs coefficients maintenus aux taux suivants :

1,7 pour les bois ronds bruts ;

2,5 à 3,2 pour les bois sciés ou équarris ;

1,7 pour les merrains, les perches, etc...

Tel était l'état de notre protection douanière lors de la discussion d'une interpellation de M. le sénateur Néron à la tribune du Sénat le 12 février 1931.

PARAGRAPHE 1^{er}

LUTTE CONTRE LE DUMPING SOVIÉTIQUE

Les premières protestations syndicales datèrent du début de 1930 et eurent pour cause le dumping soviétique contre lequel nous étions protégés par le tarif général appliqué à l'U. R. S. S. avec qui nous n'avions point de convention commerciale.

Satisfaction fut donnée aux protestataires par décret en date du 3 octobre 1930, pris en application de l'article 5 de la loi du 29 mars 1910 qui autorise le gouvernement à édicter d'urgence par décret, dans le cas où les mesures arrêtées par des pays étrangers seraient de nature à entraver le commerce français, toutes dispositions appropriées aux circonstances.

Aux termes du décret du 3 octobre 1930 publié au *Journal officiel*, l'importation d'un certain nombre

de marchandises originaires ou en provenance de l'U. R. S. S. est dorénavant subordonnée à l'autorisation du ministre du Budget (Direction générale des Douanes), accordée sur l'avis des départements ministériels intéressés (Agriculture et Commerce). Parmi les marchandises visées dans ce décret figurent les bois communs.

Cette mesure eut pour effet l'arrêt presque total des importations soviétiques en France, directement du moins, car en réalité nous avons continué à recevoir des produits russes par l'intermédiaire d'autres pays à l'aide de certificats d'origine faux.

Cette situation motiva de nouvelles démarches des producteurs de bois, démarches couronnées par l'interpellation déjà citée du sénateur Néron le 12 février 1931 à laquelle il fut répondu en de fort bonnes paroles par le ministre de l'Agriculture d'alors, M. Tardieu. Cette séance du 12 février avait donné de grands espoirs ; elle resta sans résultats immédiats.

PARAGRAPHE 2

INCORPORATION DES PRODUITS FORESTIERS

A LA LOI DE CADENAS

Dans les mois suivants, les protestations continuèrent à affluer au gouvernement. Le 28 mai 1931, M. Néron et plusieurs de ses collègues déposèrent une proposition invitant de la façon la plus pressante le gouvernement à incorporer les produits forestiers dans la « loi de cadenas ».

Rappelons que cette loi autorise le gouvernement à relever par simple décret les droits de douane relatifs

à certains produits dont la défense peut devenir brusquement urgente.

M. Tardieu, ministre de l'Agriculture, comprit qu'il était urgent d'apporter un remède à la situation des propriétaires forestiers et des scieurs. Il obtint en séance de nuit, à la veille de la séparation des Chambres, le 3 juillet 1931, le vote d'une loi qui ajouta les bois communs de toutes catégories, bruts, équarris ou sciés, le liège brut, râpé ou en planches et le liège ouvré, à la liste des produits soumis à la loi dite de « cadenas ».

Cette incorporation des bois à la loi de cadenas n'apportait en elle-même aucune défense nouvelle, mais elle laissait présager une prochaine augmentation des droits de douane.

Cette augmentation n'eut cependant pas lieu, gênés que nous étions par l'existence de plusieurs accords commerciaux consolidés, favorisant pour leurs importations chez nous certains pays producteurs, en particulier l'Autriche et la Tchécoslovaquie, par l'application du tarif minimum.

PARAGRAPHE 3

LE CONTINGENTEMENT

Par contre, le gouvernement décida la création d'un contingentement pour les bois.

Le 27 août 1931, les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de l'Agriculture, du Commerce, des Finances et du Budget soumettaient enfin au Président de la République un rapport sur « la baisse du prix des bois et l'opportunité d'y apporter un remède ».

En conséquence, il était proposé au Président de la République de promulguer une mesure d'un caractère tout à fait nouveau, qui allait soulever des critiques véhémentes et dans laquelle pourtant certains avaient mis beaucoup d'espoir. Il était proposé, disons-nous, de *contingenter* l'importation des bois. Au *Journal officiel* du 28 août 1931 paraissait un décret autorisant ce contingentement, et par arrêté le ministre de l'Agriculture précisait :

« Les contingents prévus au décret du 27 août 1931 sont fixés pour chacune de ces deux catégories (il s'agissait des articles 128, 128 *bis* et 133 de la nomenclature douanière d'une part, puis 597 et 600 d'autre part) à un chiffre global calculé d'après la moyenne des importations annuelles des bois étrangers constatée au cours des cinq dernières années normales. »

D'après cet arrêté, les services des Statistiques douanières calculèrent le contingent autorisé pour chaque pays, et en comparant ce contingent avec les quantités déjà importées en 1931, il fut facile de constater que certains pays avaient déjà dépassé le tonnage permis. Le *Journal officiel* du 5 septembre 1931 publia alors, un avis aux importateurs, désignant les marchandises qui ne pourraient plus être importées en France avant le 31 décembre 1931.

Ainsi était créé le premier essai de limitation des importations au déficit de la production. Quels allaient en être les résultats ?

L'une des principales raisons qui déterminaient le gouvernement à contingenter de la sorte les bois étrangers à l'entrée de l'automne fut l'imminence des grandes ventes de bois qui ont toujours lieu en

septembre-octobre. Le but proposé allait-il être atteint ? Pas du tout. La proportion des coupes invendues, qui avait été de 10 % l'année précédente, fut portée à 30 %. Le gouvernement ayant eu soin de préciser la nature provisoire du contingentement, de ce fait même, ce dernier toujours révocable ne pouvait servir d'appui à une hausse.

Les cours continuèrent de baisser et les manifestations redoublèrent, telle « la journée du bois national » organisée à Lyon le 9 novembre 1931 sous les auspices de l'Union Forestière du Sud-Est, et les vœux de se multiplier, tel ce dernier particulièrement typique :

« Les membres de l'Union Forestière du Sud-Est ;

« Les membres des syndicats d'exploitants forestiers des régions de l'Est et du Sud-Est ;

« Les maires des communes forestières des régions de l'Est, du Sud-Est et du Sud-Ouest ;

.

« Affirment que seul le relèvement des droits de douane est à même de remédier à la situation, qu'en outre cette mesure pour être efficace doit comporter le relèvement du tarif minimum aux deux tiers du tarif principal, et qu'enfin cette mesure doit être prise avant le premier janvier prochain ;

« Considérant qu'en raison de la crise générale qui sévit dans la plupart des industries françaises, la construction s'est considérablement ralentie en 1931, que de ce fait la consommation en bois a été réduite de plus de moitié au cours de l'année et qu'elle se réduit encore en 1932 ;

« Considérant que le contingentement établi par

le décret du 27 août dernier est beaucoup trop large, même pour une année de consommation normale, puisqu'il atteint 2.500.000 mètres cubes, alors que le déficit de la production nationale n'est que de 700.000 mètres cubes ;

« Considérant qu'il est résulté de ce fait un stockage extrêmement important qui gênera énormément l'écoulement de la production nationale en 1932 ;

« Considérant que la situation des propriétaires exploitants forestiers et ouvriers serait rendue désespérée si la frontière était à nouveau ouverte au 1^{er} janvier 1932 ;

« Pour ces raisons, demandent que le gouvernement interdise pour l'année 1932 toute entrée de bois étrangers, bois ouvrés en particulier, à même de concurrencer la production nationale (bois indigènes et coloniaux), les stocks disponibles d'importation et de production nationale étant plus que suffisants pour faire face à la consommation au cours de l'année à venir. »

Des associations, les revendications allaient gagner des organismes plus généraux, et la chambre de commerce de Châlons-sur-Marne devait adopter le 10 novembre 1931 les conclusions d'un rapport de M. Léon Antoine dont nous extrayons ci-dessous les passages les plus importants :

« La chambre de commerce de Châlons-sur-Marne :

« Considérant que l'importation considérable des bois de sapin provenant de Russie a handicapé d'une façon sensible les producteurs de bois de sapin français en 1930 et 1931 ;

« Considérant que l'importation excessive des

chênes provenant de l'Allemagne et des Etats de l'Europe Centrale a empêché la vente des chênes et sciages chêne français à partir de janvier 1931 ;

« Considérant que l'arrêté du ministère de l'Agriculture d'octobre 1930 réglementant les licences d'importation n'a pas empêché la crise des bois et qu'il a été reconnu inefficace ;

.
« Considérant qu'il importe d'empêcher une nouvelle crise des bois français en 1932, parce qu'elle aurait des conséquences désastreuses telles que la ruine du commerce des bois, la fermeture des scieries, l'arrêt complet du reboisement, une diminution sensible des ressources des propriétaires de forêts qui sont l'Etat, les communes et les particuliers, le chômage de 700.000 ouvriers forestiers et l'aggravation de la désertion des campagnes ;

« Emet le vœu :

« Que le ministre de l'Agriculture fixe d'urgence un contingentement mensuel pour l'année 1932 pour chaque Etat exportateur, contingentement limité au maximum à la moitié des importations effectuées pendant une année normale comme l'année 1928 ou l'année 1929, ou bien limité au maximum à la moitié des importations des cinq dernières années ;

« Qu'il soit appliqué un régime spécial à la Russie pour l'empêcher d'exporter des bois en France pendant l'année 1932 ;

« Que la frontière soit à nouveau fermée en 1932 au moment opportun si, malgré le contingentement, une nouvelle crise des bois venait à se produire. »

Ce rapport fut adressé aux ministres du Commerce

et de l'Agriculture ainsi qu'à différents groupements intéressés par la question.

Mais la crise se développant de plus en plus devait atteindre une telle ampleur que les importateurs eux-mêmes allaient bientôt se joindre à ce concert. Ils avaient cru, au début de la baisse des cours, y voir le moyen de développer leur commerce ; les événements se précipitaient tellement qu'ils couraient eux aussi à la ruine. En effet, acheteurs de grosses quantités de marchandises sur quai départ dans les ports de production, ils ne pouvaient les livrer à la clientèle qu'après un certain délai. Entre ces deux dates, l'effondrement était tellement vertical que le prix de vente devenait déficitaire alors même qu'à l'achat ils avaient pu espérer tirer de l'opération un large bénéfice.

Quoi de surprenant dès lors si nous rencontrons, même parmi les groupements où siègent en majorité les importateurs, des vœux tels que ceux présentés par M. René Barbier à M. Tardieu, ministre de l'Agriculture, dans une visite qu'il lui fit à la tête du Comité de Direction du groupement XXVI, le 16 décembre 1931, où il lui disait notamment :

« Si vous voulez bien considérer que j'ai l'honneur de parler au nom de l'unanimité, sans aucune restriction, de tous les syndicats affiliés à notre groupe, producteurs de toute la France (Ouest, Est, Alsace, Savoie, Landes, Plateau Central), importateurs du Nord, de la Normandie, de l'Atlantique et de la Méditerranée, négociants de Paris, de Lyon, de Bordeaux et de Marseille, agents et commissionnaires, entrepreneurs de nos grandes villes, fabricants de meubles,

enfin de tous les industriels travaillant le bois sous toutes les formes et dans toutes les régions, j'espère que vous voudrez bien entendre notre appel et que nos vœux, qui ont reçu également l'approbation des propriétaires forestiers, mériteront d'être pris en considération. »

M. Barbier spécifiait d'autre part qu'à ses yeux trois points surtout étaient capitaux, en attendant que la hausse des droits de douane soit rendue possible par la déconsolidation des traités de commerce :

1^o Le contingentement pour 1932 devrait être 20 % de celui admis par le décret du 27 août 1931 ;

2^o Un régime de licences devrait être établi nécessairement par une collaboration des services ministériels et du groupement XXVI ;

3^o Le contingentement devrait être établi suivant les catégories du tarif douanier.

Le ministre de l'Agriculture répondit que toute sa bienveillance était acquise aux mesures envisagées, mais qu'il ne pouvait garantir que tout serait accepté par ses collègues du Commerce et des Affaires étrangères.

Tant de récriminations devaient aboutir enfin à un arrêté interministériel du 31 décembre 1931.

Cet arrêté, voulant contenter tout le monde, ne donnait satisfaction à personne. Il prévoyait en effet une réduction des contingents fixée à 33 % alors que l'on demandait 80 %. D'autre part, il n'établissait pas de système d'attribution de licences d'importation individuelles et, par suite, il n'empêchait pas certains gros importateurs d'épuiser à leur profit la presque totalité des contingents dès l'ouverture de

la frontière. L'arrêté, qui fixait le tonnage importable pendant le premier trimestre 1932, stipulait que si l'importation pendant ce laps de temps était inférieure au chiffre permis, la quantité restante serait ajoutée au contingentement du trimestre suivant. Par contre, tout dépassement devait être déduit du contingent trimestriel suivant.

Il est bien facile d'apercevoir les lacunes de cet arrêté :

1^o L'Administration des Douanes ne peut se rendre compte du dépassement d'un contingent d'un pays déterminé qu'après l'établissement de longues statistiques. La Direction générale devait alors transmettre aux différents postes frontières l'interdiction de laisser entrer les bois du pays visé. En fait ils s'écoulaient ainsi un délai suffisant pour permettre un dépassement très important.

2^o Les importateurs étaient tentés d'acheter à l'étranger au-delà de leurs besoins présents pour éviter de manquer de marchandises une fois la frontière fermée.

Et malgré ces nouvelles restrictions, les sciages résineux, en particulier, atteignirent en janvier et février 1932 des prix invraisemblablement bas.

Le gouvernement ne parut pas tout d'abord se rendre compte de la gravité de la situation, et nous noterons en passant combien il est regrettable qu'il n'existe pas dans notre Administration centrale, au ministère de l'Agriculture, un Bureau en rapports étroits et communications constantes avec les grandes organisations syndicales et corporatives.

Le 12 janvier, M. Rollin, alors ministre du Commerce,

répondait en toute bonne foi à M. Georges Richard, député : « La réglementation dont l'importation des bois étrangers est l'objet, en vertu du décret du 27 août 1931, rend inopportun un relèvement des droits de douane. »

Ainsi se dessinait la polémique qui devait diviser en deux camps opposés ceux qui jusque-là avaient été unis dans leurs revendications : les partisans de la révision des droits de douane (propriétaires et exploitants), les partisans d'une réglementation de plus en plus sévère du contingentement (les importateurs).

Nous n'entrerons pas dans les détails des démarches que durent continuer à faire auprès des ministres les dirigeants des syndicats et leurs représentants parlementaires, la situation s'aggravant de jour en jour malgré de bonnes paroles gouvernementales. Leurs efforts portèrent sur deux points :

1° La déconsolidation des traités de commerce afin d'obtenir une majoration des droits de douane ;

2° L'établissement d'un régime de licences d'importation afin de contrôler l'application du contingentement.

Ce n'était pas chose facile, et nous ne croyons pas inutile de rappeler ici les grandes lignes de notre politique douanière.

Nous savons qu'en la matière il faut distinguer le tarif général et le tarif minimum.

Le tarif général, nous ne pouvons le relever qu'à l'égard des pays qui ne bénéficient pas, par rapport à nous, de conventions commerciales leur assurant la clause de la nation la plus favorisée.

Le tarif minimum c'est, en ce qui concerne les bois, le n° 128 *bis* en ses deux éléments de la tarification douanière. Le premier élément est constitué par les bois ronds. Il est évident que si nous augmentions sans précautions le tarif minimum sur les bois ronds bruts, sans savoir si nous pouvons en même temps augmenter celui des bois sciés et équarris, nous nous trouverions en présence d'une sorte de paradoxe, d'une hérésie économique, car on n'augmente pas un tarif sur les produits bruts si l'on ne peut pas en même temps augmenter le tarif sur les produits ouvrés.

Il a donc fallu nous libérer d'accords commerciaux antérieurs et attendre la déconsolidation de ces derniers pour pouvoir songer à toucher, si peu que ce fût, à nos droits de douane.

Il faut ajouter que lors d'une conférence de Genève, 11 Etats s'étaient engagés les uns vis-à-vis des autres à considérer comme intangibles les conventions douanières passées entre Etats, conventions qui sont d'une durée de six mois et résiliables à ce terme.

Il nous a donc fallu, sous peine des répercussions qui sont de règle en matière de douane, attendre les échéances ou négocier de gré à gré pour pouvoir déconsolider les conventions commerciales qui nous liaient en la matière plus particulièrement avec l'Allemagne (accord du 17 août 1927), avec l'Autriche (accord du 10 mars 1928), avec la Tchécoslovaquie (accord du 21 juillet 1928).

Malgré l'autorisation accordée au gouvernement de relever les droits de douane par simple décret grâce à l'incorporation du bois dans la loi de cadenas, comme nous l'avons vu plus haut, il était donc néces-

saire d'entamer des négociations forcément longues avec les puissances étrangères pour les modifications de ces différents accords.

Sans entrer dans le détail de ces négociations, nous savons qu'elles aboutirent avec la Tchécoslovaquie en janvier 1932 seulement, avec l'Autriche à fin mars 1932, et une commission économique, présidée par M. Pierre Laval, arriva facilement à une entente sur la question des bois avec l'Allemagne.

Le 26 mars 1932 paraissait enfin au *Journal officiel* un décret portant majoration des droits de douane sur les bois et un arrêté ministériel réglementant en même temps le contingentement des bois étrangers.

Avant d'étudier la majoration des droits de douane, il importe de connaître le système adopté pour le contrôle de l'importation.

Le gouvernement avait dû publier en même temps ces deux mesures, car, si l'une : l'augmentation des droits de douane, donnait satisfaction aux propriétaires et exploitants, elle mécontentait par réciprocité les importateurs, et l'autre : le nouveau règlement du contingentement, était réclamée, si paradoxal que cela puisse paraître, par les importateurs eux-mêmes.

Proposé pour défendre les producteurs et les scieurs, le contingentement eut surtout pour résultat de favoriser les importateurs, et nous allons voir ces derniers, se séparant de leurs alliés d'hier, multiplier les démarches afin de consolider une mesure qu'ils avaient combattue à l'origine et acceptée seulement pour sauver leurs confrères exploitants.

Le tonnage à introduire étant fixé, on comprend

facilement que les cours en France avaient une tendance à se stabiliser dans le sens imposé par les plus grosses maisons ou les organisations syndicales, et, étant donné leur petit nombre et la perfection de leur groupement, les importateurs de bois du Nord (on entend par là ceux achetant surtout leurs bois en Suède, Finlande et Bassin d'Arkhangel) contrôlaient tout le marché, et les vieilles maisons, disposant de gros capitaux, pouvaient en se forçant évincer, voire supprimer, les petites.

Cependant il restait une ombre au tableau. Bien que limités, quant à leur quantité, les bois d'origine étrangère continuaient à baisser, si bien que les importateurs qui avaient constitué de gros stocks se voyaient eux aussi à la veille de fermer leurs chantiers. C'est qu'était apparue à Paris et dans nos grands centres de consommation une forme nouvelle de concurrence : les scieurs d'Europe Centrale, gênés dans leurs exportations par la lutte ouverte contre eux par l'U. R. S. S., crurent avoir trouvé un moyen de diminuer leurs frais généraux en envoyant à Paris des commissionnaires pour visiter directement la clientèle de l'entreprise et de la menuiserie. Ces espérances devaient être déçues : le consommateur qui recevait la visite d'un courtier sans l'avoir sollicitée était naturellement porté à chercher à obtenir la baisse sur les cours normalement pratiqués. Le courtier, d'autre part, qui n'avait aucun impôt à payer en France, désireux de vendre sa marchandise, aidé souvent par un dumping déguisé sous la forme d'un tarif spécial de transport dans le pays d'origine, était tout disposé à faire de très larges concessions.

Et les cours baissaient toujours...

C'est alors qu'intervint l'arrêté du 26 mars 1932.

PARAGRAPHE 4

AUGMENTATION DES DROITS DE DOUANE

Ce même 26 mars 1932 paraissait au *Journal officiel* un décret portant majoration des droits de douane sur les bois.

Cette majoration se traduisait par une augmentation considérable variant, selon les catégories, de 130 % à 215 %.

L'exposé des motifs de ce décret parut au *Journal officiel* du même jour sous la signature de M. Tardieu et est particulièrement intéressant.

Après avoir reconnu que les importations en 1931, malgré le contingentement établi par le décret du 27 août 1931, avaient dépassé les importations normales de 1913, de 900.000 tonnes, alors que les exportations avaient diminué de un million de tonnes, le ministre de l'Agriculture analysait ainsi les conséquences qui s'en suivirent et que nous nous plaçons à trouver sous sa plume autorisée :

« Ce double déséquilibre s'est traduit immédiatement sur le marché des bois français par une raréfaction des transactions et par une baisse des prix.

« Aux dernières adjudications générales des coupes domaniales et communales, en septembre 1931, un tiers environ des lots est resté invendu malgré une baisse des estimations allant jusqu'à 50 % des prix de 1930. Quant aux prix de vente, ils sont tombés pour une qualité des plus courantes (madriers, bas-

tings, qualité charpente, en sapin des Vosges) de 390 francs en 1929 à environ 200 francs au début de 1932 et même à 180 francs.

« Les conséquences de cette crise du marché des bois en France sont très graves.

« Chômage et exode vers les villes des travailleurs agricoles.

« Réduction importante des revenus des forêts privées de l'Etat et des communes qui possèdent un quart de notre surface boisée.

« Violent mécontentement de ces communes forestières et en particulier de celles d'Alsace dont les budgets sont équilibrés, pour une grande partie, par le rendement de la forêt.

« Fermeture de nombreuses scieries et licenciement du personnel qu'elles occupent.

« Atteinte grave à la propagande en faveur du reboisement, propagande que l'on s'efforçait de rendre de plus en plus active et qui commençait à porter ses fruits. »

Et il concluait :

« Il apparaît donc légitime de lutter contre la mévente des produits forestiers par un relèvement du tarif douanier ; pour être efficace, ce relèvement doit entrer en vigueur le plus tôt possible afin de permettre aux acheteurs de coupes de faire face à leurs engagements vis-à-vis des particuliers, des communes et de l'Etat. »

Le nouveau tarif de douane était basé sur le coefficient 6 à 7 par rapport à 1913. Voici un tableau comparatif :

Tarif minimum aux 100 kg.

	1913	1929	1932
Art. 128. — Bois ronds	0,65	1,11	3,25
Art. 128 bis. — Bois sciés :			
Traverses de plus de 80 mm.	1,00	1,90	6,00
Traverses de moins de 80 mm.	1,25	2,23	7,00
Bois sciés autres :			
de plus de 80 mm.	1,00	3,25	7,50
de 35 à 80 mm.	1,25	3,51	8,75
de 2 à 35 mm.	1,75	4,50	12,00

Cette augmentation des droits de douane fut complétée par une taxe de 4 % substituée pour les produits semi-ouvrés à l'ancienne taxe d'entrée de 2 % réservée aux matières brutes, les produits ouvrés devant payer 6 % à l'entrée.

L'ensemble de ces mesures devait produire pour les résineux une hausse de 40 à 50 francs par mètre cube.

C'était enfin le couronnement de tant de démarches ne demandant que l'application logique à ces tarifs de la dépréciation de notre monnaie par rapport à sa valeur en 1914.

Que de critiques n'allait-on pas entendre pourtant contre cette mesure. Ecoutez plutôt :

Vous vous plaignez, propriétaires forestiers, mais considérez la situation des rentiers et souvenez-vous qu'ils sont en France, légions. Rappelez-vous qu'avant guerre le 3 % a touché le pair de 100 francs, 100 francs or bien entendu. La dévaluation légale de la monnaie consacra du même coup la perte définitive des quatre cinquièmes de leur capital. Examinez maintenant les cours de la Bourse : le même 3 % perpétuel cote 67 francs papier environ ; autrement dit, l'ancien porteur de rente française d'avant guerre a été à peu

près totalement dépossédé. Pourquoi, dès lors, les détenteurs de forêts verraient-ils leurs biens conserver leur ancienne valeur or et le revenu correspondant ? Cela n'est pas concevable et heurterait l'opinion, ils ne pourraient maintenir leur patrimoine intact qu'aux dépens de la collectivité, et ils n'ont aucune raison valable pour jouir d'un tel privilège : ils doivent donc subir la loi commune.

Les producteurs exploitants n'étaient pas épargnés, on leur disait notamment : une profession qui ne peut vivre qu'à l'abri de taxes, de surtaxes, de restrictions, d'interdictions sans cesse croissantes, n'est pas une profession viable. Il serait compréhensible que l'Etat veuille entourer la naissance et le développement d'une industrie nouvelle d'un épais réseau douanier, la conception en resterait conforme aux théories des libres-échangistes, mais traiter de la sorte un métier pratiqué depuis des siècles, c'est un défi au bon sens. Il y a quelque chose de vicié dans les méthodes de travail actuelles des producteurs, il leur appartient donc à eux, et à eux seuls, de se réadapter, de produire moins cher, mais il ne s'agit pas de laisser supporter la conséquence de leurs erreurs à l'ensemble du pays.

Et les importateurs de tracer comme à plaisir le noir tableau des conséquences qu'ils tiraient d'un tel état de choses. Vous faites augmenter les droits de douane, le bois devient de suite plus cher, que vaut-il se passer ? Le consommateur s'éloigne de plus en plus d'un matériau de construction devenu d'un prix excessif ; à quoi bon dès lors taxer, protéger, vouloir maintenir des cours élevés si l'on ne doit plus vendre ? Pourquoi refuser d'admettre que le bois

est un produit international qui suit un cours mondial, et pourquoi s'obstiner à lutter contre des forces économiques incomparablement plus puissantes que les syndicats et les fédérations ?

Nous ne réfuterons pas ces arguments les uns après les autres ; notre exposé précédent y répond en partie. Rappelons cependant que les propriétaires forestiers, outre le rôle d'intérêt général que présente pour l'Etat le maintien et le développement de leurs bois, ont aussi bien que les autres le droit à une juste rémunération de leur capital, et nous pensons avoir assez démontré, en l'état actuel de notre législation et de notre fiscalité, la modicité des revenus qu'ils retirent de leurs forêts.

La critique adressée aux exploitants de leur méthode de travail n'est pas plus sérieuse. Plus que n'importe quel autre industriel ou commerçant, ils ont à compter dans leur prix de revient sur des facteurs qu'il ne leur appartient pas de réduire. Peu de matières en effet subissent autant de frais de main-d'œuvre que le bois et ses dérivés. Depuis l'abatage, le transport de la coupe à la scierie, le sciage, l'empilage, le chargement sur wagon, le transport au centre de consommation, le déchargement à cette destination, l'amenage sur les chantiers de l'entrepreneur quand la marchandise ne passe pas par l'intermédiaire d'un grossiste, autant de stades de fabrication dans lesquels la main-d'œuvre joue le rôle principal pour ne pas dire unique à des coefficients allant de 8 à 10 par rapport à 1914 et qui sont tout à fait incompréhensibles. Encore, négligeons-nous les impôts de toutes sortes qui frappent cette marchandise, ne serait-ce

que la taxe de 2 % sur le chiffre d'affaires que doivent payer, même sur le transport, les exploitants dans les ventes franco.

D'ailleurs les producteurs français n'ont pas attendu que leurs confrères importateurs le leur soufflent pour essayer de produire mieux et à meilleur compte. Si le développement de l'industrie moderne et une certaine mode, il faut le dire, dans la décoration et les procédés de construction d'aujourd'hui, tendent à réduire l'emploi du bois, qu'on ne vienne pas en faire grief aux producteurs français. Les industries qui fabriquent les matières de remplacement, et en particulier la métallurgie, subissant de leur côté une crise énorme ont cherché des débouchés nouveaux pour leurs produits.

Le temps dira ce qu'il doit rester de cette œuvre, et nous ne pensons pas pour notre part qu'elle doive survivre à la disparition que nous souhaitons très prochaine de la crise actuelle.

D'après des techniciens compétents, les traverses en ciment et en tôle d'acier se révèlent comme beaucoup plus lourdes et beaucoup moins élastiques que les traverses de bois. Le coffrage métallique de son côté est d'un emploi beaucoup plus difficile que le coffrage de bois, car il est bien plus rapide de scier, quand besoin est, une planche qu'une tôle. Quant à l'aménagement et à la décoration des appartements d'aujourd'hui, quant à ce qu'on a appelé la « menuiserie métallique », elle ne doit pas à notre sens dépasser le cap de l'originalité, et nous n'avons pas crainte, heureusement, de voir transformer nos intérieurs où le bois apporte sa note chaude et gaie en cette

atmosphère de clinique que donnent les meubles en verre et en acier chromé.

PARAGRAPHE 5

DÉCRET DU 26 MARS : ORGANISATION DU RÉGIME DES LICENCES D'IMPORTATION

Le même jour où paraissait le décret portant majoration des droits de douane, le gouvernement publiait un arrêté organisant le régime des licences d'importation.

Cet arrêté date du 26 mars 1932 ; le gouvernement décidait que :

« A partir du 1^{er} avril 1932, les bois et ouvrages en bois repris au tarif des douanes sous les numéros 128, 128 *bis* et 133 d'une part, et les numéros 597 et 600 d'autre part, ne pourront être importés qu'en vertu d'autorisations particulières délivrées par le ministre des Finances (Direction générale des Eaux et Forêts), dans la limite des contingents fixés pour chaque trimestre. »

Une commission supérieure de permis d'importation, chargée de donner son avis sur la répartition des contingentements trimestriels entre les demandeurs, était instituée auprès du ministre de l'Agriculture. Cette commission devait comprendre :

a) 5 représentants des administrations :

Le Directeur général des Eaux et Forêts ou son délégué, président ;

Un représentant du ministre de l'Agriculture (Service économique) ;

Un représentant du ministre du Commerce ;

Un représentant du ministre des Colonies (Service des bois coloniaux).

b) Représentants des intérêts généraux des bois :

Le président du Comité de direction du groupement XXVI (Bois) de la Confédération Générale de la Production française ;

Le président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants forestiers et Industriels du Bois ;

Le président du Groupement Général du Commerce et de l'Industrie du Bois en France ;

Le président du Comité des Forêts ou leurs délégués.

c) Avec voix consultative :

Le président ou l'un des vice-présidents et le secrétaire général du Comité interprofessionnel, dont il sera question ci-après ;

Toute personnalité à laquelle les membres de la commission supérieure voudraient faire appel en raison de sa compétence sur des questions particulières ;

Un inspecteur des Eaux et Forêts, secrétaire de la commission. »

A côté de cette commission supérieure, répondant à des vues nouvelles de notre politique économique intérieure, devait siéger un organisme inconnu encore, organisme chargé de la réception des demandes d'importation, de leur examen, de la préparation des solutions à proposer à la commission supérieure et de la distribution des permis d'importation, nous avons nommé le Comité interprofessionnel des Importations de Bois.

Les statuts de ce comité furent établis par les grou-

pements professionnels eux-mêmes et soumis à l'approbation du ministre de l'Agriculture. Voici comment devait fonctionner ce Comité interprofessionnel :

Les importateurs devaient faire connaître dans les quinze premiers jours de chaque trimestre leurs besoins trimestriels de bois étrangers ; pour ce faire, ils adressaient au Comité interprofessionnel des demandes de permis d'importation en cinq exemplaires en y joignant :

1^o Une attestation certifiant que le demandeur était patenté au plus tard le 1^{er} septembre 1931 dans une profession utilisant le bois ;

2^o Un relevé certifié exact et sincère des quantités de bois étrangers importées en France au cours des trois années 1929, 1930 et 1931.

Le Comité interprofessionnel, à réception des demandes, devait les classer par catégorie de marchandises et pays de provenance ; il devait ramener le tonnage des demandes au tonnage moyen des justifications présentées.

Il devait ensuite totaliser les demandes rectifiées et rapprocher le total obtenu du contingentement accordé à chaque pays.

Ce travail devait permettre de fixer le taux uniforme de réduction appliqué à chaque demande pour que le total des tonnages autorisés individuellement n'excédât point pour chaque pays le contingent fixé.

L'arrêté interministériel précisait en son article 6 : « La cession directe ou indirecte des permis d'importation est interdite aux bénéficiaires. » Et plus loin, article 8 : « En vue de couvrir ses frais d'administration, le Comité interprofessionnel est autorisé à

percevoir sur les importations autorisées une contribution dont le total ne devra pas excéder le montant desdits frais. Cette contribution est fixée provisoirement à un franc par tonne ou fraction de tonne sur les marchandises qui seront importées sous les numéros 128, 128 *bis* et 133, et à 50 centimes par quintal ou fraction de quintal pour celles qui le seront sous les numéros 597 et 600 du tarif des douanes. »

Et pour donner plus de garanties aux producteurs, le directeur de ce comité était choisi parmi eux.

Nous allions assister à un essai remarquable et complet de contrôle, de direction même du commerce des bois et de toute l'économie forestière. Qu'allait-il se passer ?

Le gouvernement avait cru enfin trouver une formule conciliatrice : il s'était profondément trompé.

Ce fut une véritable levée de boucliers et aucune disposition de ce malheureux décret ne devait être épargnée.

A) Critiques élevées contre les mesures de contingentement.

Les importateurs protestèrent quant à l'inaptitude d'un producteur à décider des questions de leur commerce : les producteurs résidant loin de Paris ne purent jouer au sein du Comité interprofessionnel le rôle qui leur était réservé.

D'autre part, le mode de règlement des frais du Comité souleva les plus vives protestations, et certains importateurs voulurent considérer la contribution de un franc par tonne imposée pour couvrir les frais comme un « super-impôt » illégal et exagéré.

Mais ce n'était là que critiques de détails : des inconvénients beaucoup plus graves se révélèrent à l'usage et furent exploités à grands renforts de presse et de démarches.

La plus grosse difficulté devait venir de la définition même de la qualité d'importateur. Importer c'est introduire dans un pays des choses provenant de pays étrangers, et il est constant que les marchandises arrivant par mer sont le plus souvent vendues C. I. F. (Cost-Insurance-Fret), ce qui signifie que le prix payé comporte le coût du produit, l'assurance et les frais divers et de transport, mais n'implique pas que le contrat prévoit l'opération de l'entrée en territoire français.

Dès lors se pose la question de savoir à quel moment s'effectue le transfert de la propriété et des risques.

M. le professeur Wahl écrit à ce sujet : « Dans la vente C. I. F. les risques sont pour l'acheteur, le vendeur lui avance les frais, notamment ceux d'assurance, ce qui indique que la marchandise est assurée pour le compte de l'acheteur, c'est-à-dire voyage à ses risques. » Il s'ensuit que la cargaison objet du contrat, individualisée dès le départ, devient à ce moment la propriété de l'acquéreur. Mais alors c'est ce dernier qui a fait entrer en France, c'est lui qui va pouvoir se réclamer de tous les droits accordés à l'importateur.

Or, que se passe-t-il dans notre commerce français d'importation de bois ? Nous nous trouvons en présence de deux solutions : 1^o et c'était le cas de nos vieilles maisons d'avant guerre, de grosses firmes achetaient à l'étranger des bois C. I. F. Dunkerque

ou C. I. F. Rouen et les déchargeaient dans leurs propres chantiers pour les détailler ensuite à des revendeurs ou à des consommateurs importants. 2^o Mais, surtout depuis la guerre, il s'est installé chez nous une autre forme de ce commerce : cherchant à diminuer le plus possible les frais généraux, certains commerçants français ne possédant pas de chantier achetèrent C. I. F. nos ports des marchandises qui s'en allaient directement soit à la consommation, soit aux revendeurs. Et l'on comprend dès lors comment, le 19 janvier 1933, M. Le Vezouet pouvait poser à M. le ministre de l'Agriculture la question écrite ainsi conçue :

« Jusqu'à ce jour la plus grosse part des permis d'importation de bois a été attribuée à des négociants qui vendent C. I. F. et sont ainsi exportateurs de l'étranger sur la France, et non des importateurs. Dans la vente C. I. F. c'est l'acheteur qui fait acte d'importation puisque le transfert de la propriété des marchandises se produit avant leur entrée en France, ce qui explique que le vendeur C. I. F. n'est pas frappé de l'impôt sur le chiffre d'affaires. On demande si la répartition des licences d'importation de bois, actuellement à l'étude, sera effectuée de façon à faire disparaître un tel régime préférentiel qui lèse gravement les droits des importateurs véritables. »

Voici d'ailleurs la réponse qui lui fut faite :

« Le Comité interprofessionnel, chargé de la répartition des contingents de bois importés, s'est efforcé d'attribuer les licences avec le plus d'équité possible, sans s'attacher à une formule par trop rigide. Dans le commerce des bois, moins que dans d'autres caté-

gories de négoce, il n'est possible de s'en tenir à une définition étroite de l'importateur. En particulier, il est d'usage courant que les firmes qui achètent des bois à l'étranger les reçoivent normalement dans leurs magasins, mais, dans bien des cas, elles peuvent aussi les vendre C. I. F. lorsque leurs clients le désirent. Elles ne doivent pas moins être considérées comme importatrices, du fait qu'elles sont spécialisées dans ce genre d'opérations, sont en relations habituelles avec le vendeur étranger, assument la plupart des risques, alors que les acheteurs définitifs sont plutôt des utilisateurs et des transformateurs. Le Comité interprofessionnel a dû tenir compte de tous ces éléments pour aboutir au minimum de gêne et ne pas léser ceux pour qui l'importation des bois, sous une forme ou sous une autre, constituait la principale activité. »

Le Comité interprofessionnel pouvait agir avec le maximum de précautions, il froissait toujours les intérêts de quelques-uns, il était toujours critiqué.

Parmi les mécontents, deux groupes se formèrent qui, naturellement, se constituèrent en syndicats : un premier comprenait les petits revendeurs des ports qui recevaient C. I. F. les bois achetés à des gros importateurs ; ils appuyaient leurs revendications sur les raisons que nous venons de développer.

Un second groupe, plus actif et plus important, entreprit la défense des petits et moyens importateurs. Habilement et énergiquement dirigé par M. Fernand Chalos, il réunit tous les griefs élevés contre les diverses mesures de protection prises par le gouvernement et montra comment elles eurent pour résultat cer-

tain d'éliminer du commerce des bois d'importation tous les négociants qui n'étaient pas en mesure de justifier des importations antérieures et comment, de ce fait, de nombreux intérêts particuliers sont lésés.

Nous relevons en exemple cet ordre du jour du groupement des bois de la région de Lyon (Assemblée générale du 1^{er} avril 1932) :

« Après avoir pris connaissance du décret ministériel du 26 mars 1932 concernant les permis d'importation de bois étrangers ;

« Considérant que les formalités qu'il prescrit sous le couvert de la défense des bois français ne sont qu'un moyen de gêner le petit importateur qu'est le marchand de bois de détail ;

« Que par suite un véritable privilège est créé au profit d'une minorité de gros importateurs ;

« Protestent énergiquement contre cet arrêté qui crée des inégalités entre les commerçants français ;

« Invitent tous les marchands de bois de détail, petits importateurs, à se joindre à leur protestation ;

« Décident d'user de tous les moyens parlementaires et autres que les circonstances actuelles mettent à leur disposition pour faire rapporter ce décret. »

Le Syndicat Général des Importateurs de Bois ainsi créé le 23 avril 1932 présenta une série d'objections au contingentement et surtout au système des répartitions de licences :

1^o Il est absolument contraire à la liberté du commerce, disait-il, d'obliger les importateurs français à s'approvisionner en certains pays déterminés par des échanges antérieurs. Les licences individuelles des

importateurs, accordées par pays exportateur, ne tiennent aucun compte du besoin du marché ni de son orientation générale et négligent les nouveaux courants d'importation.

La Pologne, dont le tonnage exporté en France est passé de 133.000 tonnes, moyenne des cinq années de base, à 227.000 tonnes en 1931, a vu ses exportations vers la France augmenter de 70 %.

La Yougoslavie, de 34.000 tonnes à 115.000 tonnes, a eu une augmentation de 240 %.

La Lithuanie, de 252 tonnes moyenne des cinq années de base, à 5.300 tonnes, bénéficie d'une augmentation de 2.000 %.

Les importateurs qualifient ce système d'iniquité vis-à-vis de certains pays et de méconnaissance de l'évolution des échanges.

L'importateur par exemple qui, habituellement, recevait des bois d'Autriche, ne pourra recevoir des bois d'Allemagne parce qu'il n'obtiendra pas de licence d'importation de ce pays.

2° Le contingent autorisé pour chaque pays est basé sur les années dites normales de 1924 à 1929 auxquelles on applique un coefficient de réduction choisi arbitrairement. La licence par importateur est basée sur l'activité commerciale du négociant considérée pendant les années 1929, 1930 et 1931.

Pourquoi avoir choisi des bases différentes, demandent les importateurs ? Pourquoi établir les contingents des différents pays sur la base d'anciens courants commerciaux pouvant ne plus correspondre aux besoins du marché ?

3° Le faible tonnage résultant des moyennes accor-

dées et des moyennes retenues pulvérisé véritablement un grand nombre de contrats, ce qui rend pratiquement inutilisables un certain nombre de licences de petite importance.

4^o L'importation des bois répond en France à un véritable besoin. Certaines industries de transformations ne vivent que grâce à cette matière dont l'équivalent n'existe pas en France, telle l'industrie du contreplaqué. Pourquoi ralentir volontairement notre activité ?

5^o Agir ainsi, c'est permettre à certains ministères, et en particulier à celui des Affaires étrangères, de considérer le bois comme une monnaie d'échange et, par réciprocité, c'est s'exposer de la part des pays atteints par le contingentement, à des représailles diplomatiques ou commerciales.

Cette objection, de beaucoup la plus sérieuse, présente d'une manière saisissante le danger du contingentement. En effet, l'attribution des licences individuelles d'importation a incité les pays contingentés à instituer chez eux des licences de sortie : c'est le cas pour la Pologne et la Lettonie. On voit dès lors quelle barrière quasi infranchissable va s'opposer à toute reprise de relations commerciales internationales normales, et bien rare sera la conjonction d'un détenteur français de licences d'entrée, acheteur d'une marchandise donnée, avec un détenteur étranger de licences de sortie correspondantes et disposant précisément de cette même marchandise. L'organisation dans les pays exportateurs de licences de sortie revient à attribuer à certaines maisons le monopole de la vente en France.

Ces critiques se précisaient sur la manière même d'établir le contingentement ; les importateurs faisaient remarquer notamment que les contingents accordés à chaque pays sont basés sur les statistiques douanières indiquant le pays d'origine. Il est certain que ces statistiques sont fréquemment fausses, le certificat d'origine n'ayant pas été constamment exigé des importateurs. C'est ainsi que l'Union Belgo-Luxembourgeoise s'était vu attribuer un contingent hors de proportion avec ses ressources forestières. Ceci provenait simplement de ce que les wagons transités par la Belgique (déchargement à Anvers et réexpédition de ce port) avaient été inscrits comme de provenance belge, alors que souvent il s'agissait de bois soviétiques.

Bien entendu, les chambres de commerce des ports comme Rouen et Le Havre, pour lesquels les importations constituent un sérieux élément de prospérité, joignirent leurs réclamations à celles des importateurs. Nous pouvons citer par exemple l'opinion exprimée le 8 janvier par M. Canu, secrétaire de l'Union des Usagers du port de Rouen, à l'assemblée générale de son groupement :

« Le seul effet certain du contingentement a été de dérégler complètement le marché des bois. Pris de façon par trop brutale, il a soulevé dans les pays étrangers un tel « tollé », qu'il a fallu aussitôt jeter du lest et admettre certaines atténuations dont les débrouillards ont bien entendu largement profité. »

Nous allons dès lors assister à une lutte redoutable et profondément navrante opposant producteurs et importateurs. Ces derniers devaient s'attaquer au

quantum du contingent d'abord, à la composition même du Comité interprofessionnel ensuite, à sa méthode de répartition enfin. Il en est résulté une série de dispositions tendant à modifier dans un sens de plus en plus large les mesures de contingentement, sans toutefois qu'il fût question de chercher à les supprimer.

B) Modifications successives apportées aux mesures de contingentement.

Nous allons assister dans les mois qui vont suivre à des augmentations successives du contingent spécial, quand ce n'était pas le chiffre du contingent lui-même qui était élargi. Les efforts des syndicats des importateurs ont surtout porté sur ce point.

L'arrêté de fin décembre 1931, qui fixait le contingent des bois à introduire durant le premier semestre 1932, autorisait l'entrée en France d'un tonnage égal à 50 % du tonnage importé pendant la moyenne des années considérées comme normales (1925 à 1929). Ce tonnage devait être amputé des excédents d'importation de 1931 dus à la soudaineté avec laquelle avait été pris le premier décret en août 1931.

Les importateurs multiplièrent leurs démarches, et l'abattement de 50 % sur la moyenne des cinq dernières années fut ramené à 40 %. Il n'est pas sans intérêt de préciser que cette différence de 10 % dans l'abattement correspond à une augmentation de tonnage de l'ordre de 85.000 tonnes durant le deuxième semestre de 1932.

Pour donner une idée approximative de ce que ces chiffres présentaient, on peut considérer qu'ils ne permettaient l'attribution aux demandeurs de licences

que pour 30 % environ, suivant les provenances, de leur moyenne d'importations antérieures justifiées et reconnues.

Il fixait en outre, en son article 3 : « Dans une limite de 10.000 tonnes par trimestre, des importations supplémentaires pourront être autorisées pour certaines fournitures spéciales. » Ainsi était prévu un contingent spécial, et les démarches des importateurs allaient réussir à un élargissement considérable de cette mesure qui, dans l'esprit du premier texte, devait revêtir un caractère tout à fait extraordinaire.

L'arrêté du 26 mars 1932 fixait dans son article 5, pour le 2^e trimestre 1932, le contingent spécial à 5.000 tonnes alors que le contingent normal était 261.709 tonnes.

L'arrêté du 24 juin 1932 élevait lui aussi le contingent spécial. Ce dernier était porté à 10.000 tonnes par trimestre pendant que le contingent normal était réduit à 257.800 tonnes.

L'arrêté du 31 décembre 1932, pris toujours dans le même sens et répondant à de nouvelles démarches, fixe pour les deux premiers trimestres de 1933 à 35.000 tonnes par trimestre le contingent spécial, et à 258.000 tonnes par trimestre le contingent normal. Ce décret portait en outre une disposition très importante :

Il admettait l'annulation des dépassements constatés au cours de l'année précédente et libérait ainsi plus de 100.000 tonnes qui auraient normalement dû être déduites des contingents permis.

Au cours de l'année 1932, le tonnage trimestriel

autorisé était en définitive passé de 226.000 tonnes à 328.000 tonnes, soit une augmentation de l'ordre de près de 50 %.

Le gouvernement ne devait pas arrêter là les mesures d'élargissement, et cédant à de nouvelles pressions, nous allons enregistrer au cours de 1933 des chiffres de plus en plus importants accordés au titre du contingent spécial.

Alors que le contingent normal reste fixé à 60 % du tonnage des années normales et ne subit aucune diminution, l'arrêté du 14 juin 1933 porte le contingent supplémentaire de 35.000 à 55.000 tonnes par trimestre, et nous sommes en droit de nous demander avec une très vive inquiétude jusqu'où l'on ira dans cette voie d'augmentations continuelles, le contingent du premier semestre 1934 n'étant pas encore paru.

Ces augmentations successives n'ont pas empêché d'autre part la consolidation de certains tonnages accordés à tel ou tel pays exportateur à raison d'accords commerciaux ou comme conséquences de conférences économiques.

Le gouvernement modifia ainsi dans la limite des contingentements fixés la répartition des licences ; bien plus, il publia en septembre dernier sa décision de faire dépendre 75 % des contingents attribués aux gouvernements étrangers de l'obtention d'avantages réciproques.

C'est ainsi qu'il a été accordé :

a) A la Pologne : 10.000 tonnes par semestre en échange d'une commande de bateaux-torpilles.

b) A la Roumanie : 10.000 tonnes par semestre en échange d'une commande d'avions.

c) A la Yougoslavie : 5.000 tonnes par semestre en paiement de l'intérêt des prêts consentis par l'Etat français.

d) A l'Autriche, un certain nombre d'avantages et en particulier un contingent supplémentaire de 19.000 tonnes par trimestre, par l'arrangement en date du 21 mars 1932.

Un accord intervenu le 31 août 1933 supprimait en faveur du bois le mode de règlement des paiements, conclu par échange de lettres entre la France et l'Autriche le 22 juin 1933, au terme duquel les exportations de l'Autriche vers la France seraient réglées : 85 % selon le cours commercial du schilling et 15 % selon son cours légal. Cette disposition réduisait le prix d'acquisition des acheteurs français.

Signalons enfin, un projet de bonification de 50 francs par tonne sur les droits de douane pour faciliter l'écoulement en France des bois autrichiens. Par un protocole signé des deux gouvernements en date du 14 décembre 1932, la France s'engageait en effet à remettre à l'Autriche, par l'entremise de l'Office de compensation, sur le montant des droits de douane encaissés sur les bois autrichiens importés, une ristourne de 50 francs par tonne. En contrepartie, le contingent supplémentaire de 19.000 tonnes par trimestre consenti à l'Autriche par l'arrangement du 21 mars 1932, dont nous venons de parler, était ramené à 9.000 tonnes.

La ratification de ce protocole devait faire l'objet de polémiques enflammées, et bien que votée par la Chambre le 29 décembre 1932, le Sénat, devant l'opposition du groupe forestier et en particulier des

sénateurs Néron et Viellard, devait s'y opposer durant tout le courant de l'année 1933.

Cependant, cette ratification devait être votée le 23 février dernier, à la suite de l'intervention chaleureuse de M. Henri Béranger, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, qui apportait l'adhésion de la commission dans les termes suivants :

« Je profite de cette occasion pour affirmer une fois de plus qu'aux termes des traités de 1919, l'indépendance de l'Autriche est la clef de voûte de la paix et de l'existence de l'Europe. »

e) A l'U. R. S. S. le traité de commerce franco-russe, signé le 21 janvier 1934 par les représentants des gouvernements français et russe et provisoirement applicable à dater de sa signature en attendant son approbation par le Parlement, est certainement le plus important et le plus typique de ces accords.

Il est divisé en trois chapitres : question douanière, commandes de marchandises françaises, statuts de la représentation commerciale en France de l'U. R. S. S.

Le chapitre 1^{er}, question douanière, comporte l'énumération des produits originaires de l'U. R. S. S. auxquels est reconnu le bénéfice du tarif minimum. Parmi ces produits nous relevons :

Art. 128. — Bois communs ronds bruts.

Art. 128 *bis*. — Bois communs sciés ou équarris.

Art. 133. — Perches et bois de mines.

Art. 130. — Merrains.

Art. 135 *bis*. — Bois résineux pour fabrication de la pâte à papier.

Art. 600. — Bois rabotés,

Art. 603 *quater* A). — Feuilles et feuillets de placage.

Art. 603 *quater* B). — Placage et contreplacage.

Les trois premiers articles ne pouvant dépasser 13,9 % du contingent total, et en chiffres ronds 160.000 tonnes.

Le traité précise que pour les marchandises dont l'importation en France est soumise au régime des licences ou à tout autre système d'autorisation d'importation, l'U. R. S. S. bénéficiera des conditions généralement appliquées aux autres pays.

Le chapitre II, commandes de marchandises françaises, comporte l'engagement par la Russie de passer en France dans les douze mois de la signature de l'accord pour 250 millions de commandes de marchandises françaises.

Le délai de paiement ne devra pas excéder 22 mois. Les traites émises en paiement de ces commandes et avalisées par la Société des produits de Naphtes russes seront garanties par les livraisons en France de pétrole de l'U. R. S. S.

Cette énumération, fastidieuse peut-être, nous montre comment le gouvernement, après avoir prescrit une mesure qu'il croyait adaptée aux besoins économiques, a été amené à réviser les chiffres primitifs du contingentement et met en relief d'une manière saisissante la difficulté d'une semblable réglementation.

Non contents d'avoir fait modifier le chiffre du contingentement et sa méthode de répartition, les importateurs s'attaquèrent aussi à la composition même du Comité interprofessionnel, et nous allons

pouvoir suivre leurs efforts tendant à obtenir la majorité au sein de ce comité.

Bien entendu, nous trouverons en contrepartie les démarches des producteurs cherchant à y demeurer le plus nombreux possible afin de contrôler efficacement la juste observation des restrictions imposées.

La première modification importante du Comité interprofessionnel nous est apportée par un arrêté du 14 juin 1933 modifiant celui du 26 mars 1932, Il porte les principales dispositions suivantes répondant aux critiques élevées précédemment par les importateurs :

Art. 1^{er}. — « A partir du 1^{er} juillet 1933, les bois et ouvrages en bois repris au tarif des douanes sous les n^{os} 128, 128 *bis* et 133 d'une part, et sous les n^{os} 597 et 600 d'autre part, continueront à ne pouvoir être importés qu'en vertu d'autorisations particulières délivrées dans les conditions indiquées à l'arrêté ministériel du 26 mars 1932 susvisé, mais modifiées comme il suit ; »

Art. 2. — « La commission supérieure des permis d'importation instituée auprès du ministre de l'Agriculture pour donner son avis sur la répartition des contingents entre les demandeurs comprendra :

a) Dix représentants des Administrations :

Le Directeur général des Eaux et Forêts, président, ou son délégué ;

Le chef du Service économique des Bois à la Direction générale des Eaux et Forêts, ou son délégué ;

Un représentant du ministre de l'Agriculture (Service économique) ;

Un représentant du ministre du Commerce (Direction des Affaires commerciales et industrielles) ;

Un représentant du ministre des Affaires étrangères (Direction des Affaires politiques et commerciales) ;

Un représentant du ministre du Budget (Direction générale des Douanes) ;

Un représentant du ministre des Colonies (Service des Bois coloniaux) ;

Un représentant du ministre des Travaux publics (Direction des ports maritimes) ;

Un représentant du ministre de la Marine marchande (Direction du service de la Flotte du commerce et du matériel naval) ;

Un inspecteur des Eaux et Forêts remplissant les fonctions de secrétaire.

b) Huit représentants des intérêts généraux du bois :

Le président du Comité de direction du groupement XXVI (Bois) de la Confédération Générale de la Production française ;

Le président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants forestiers et Industriels du Bois ;

Le président du groupement général du Commerce et de l'Industrie du Bois en France ;

Le président du Syndicat Général des Importateurs de Bois ;

Le président du Syndicat des Importateurs de Bois du Nord ;

Le président de la Chambre syndicale des bois à ouvrir, des bois de sciage et d'industrie ;

Le président de la Fédération des Associations des communes forestières françaises ;

Le président du Comité des Forêts,
ou leurs délégués.

c) Avec voix consultative :

Le président ou l'un des vice-présidents du Comité interprofessionnel ;

Le directeur dudit Comité ;

« Toute personnalité à laquelle les membres de la commission supérieure voudraient faire appel en raison de sa compétence sur certaines questions particulières. »

Art. 3. — « Le Comité interprofessionnel des Importations de Bois comprendra au maximum 70 membres nommés par le ministre de l'Agriculture sur la proposition du groupement XXVI (Bois) de la Confédération Générale de la Production française. »

« Une commission permanente de répartition de 25 membres comprenant au moins 20 importateurs sera désignée par le Comité interprofessionnel pour examiner les demandes de permis d'importation et proposer la répartition des contingents.

« De nouveaux statuts seront établis par le Comité interprofessionnel ; ils devront tenir compte notamment des dispositions du présent arrêté et seront soumis à l'approbation du ministre de l'Agriculture. »

Art. 4. — « Ne sont admis à bénéficier du permis d'importation que les commerçants, industriels ou commissionnaires inscrits au registre du commerce et à la patente pour une profession concernant le bois depuis au moins le 1^{er} septembre 1931 et ayant importé au cours des trois années 1929, 1930 et 1931

des bois et ouvrages en bois repris aux numéros 128, 128 *bis*, 133, 597 et 600 du tarif douanier.

« Sont considérés comme ayant importé ceux qui, au cours de ces trois années de référence, ont acheté à l'étranger ces catégories de marchandises, les ont fait transporter en France, ou les y ont fait mettre à la consommation.

« Ces diverses opérations se prouvent principalement par la présentation des pièces suivantes : factures authentiques et acquits de paiements pour les achats à l'étranger, connaissements ou lettres de voiture pour les transports, quittances de douane ou attestations des transitaires pour les mises à la consommation.

« Les tonnages qui ont été retenus par le Comité interprofessionnel comme représentant les moyennes trimestrielles de la période de référence (1929 à 1931) et qui ont servi de base pour l'attribution des permis des deux premiers trimestres de 1933, resteront valables pour les trimestres à venir. Toutefois, les importateurs qui estimeraient que leur moyenne retenue est inférieure à ce qu'elle devait être, pourront adresser une réclamation à la commission supérieure qui statuera au vu des pièces justificatives.

« Les délais dans lesquels les demandes de permis devront être adressées au Comité interprofessionnel seront indiqués aux intéressés par un avis publié au *Journal officiel*. »

Art. 5. — « La contribution prévue pour couvrir les frais de fonctionnement du Comité interprofessionnel est fixée à 50 centimes par tonne ou fraction de tonne pour les bois qui seront importés sous les

numéros 128, 128 *bis* et 133, et à 50 centimes par quintal pour les ouvrages en bois qui le seront sous les numéros 597 et 600 du tarif des douanes,

Art. 6, — « Les dispositions de l'arrêté ministériel précité du 26 mars 1932, non contraires à celles du présent arrêté, continueront à être appliquées. »

Ces nouvelles dispositions répondaient on le voit d'une part aux critiques soulevées contre l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mars 1932 et réduisaient de moitié la contribution prévue pour couvrir les frais de fonctionnement du Comité interprofessionnel. D'autre part, elles élargissaient considérablement le nombre des membres du Comité, et les importateurs, espérant que les producteurs retenus loin de Paris par leurs exploitations ne pourraient se rendre en nombre aux réunions, voyaient déjà leur prépondérance assurée au sein du Comité.

La réalité ne devait pas correspondre à ces vues, et il s'avéra bientôt qu'aucun travail sérieux n'était possible dans une commission aussi nombreuse.

L'arrêté du 12 janvier 1934 devait corriger cette erreur :

Art. 1^{er}. — « A dater de ce jour le Comité interprofessionnel des importations de bois comprendra, outre quatre membres fondateurs, 21 membres ci-après désignés :

Le président de la Fédération des Associations des Communes forestières françaises, ou son délégué ;

Le président du Comité des Forêts, ou son délégué ;

Le président, ou son délégué, et 5 membres de la Fédération générale des Syndicats d'Exploitants forestiers et Industriels du Bois ;

Le président, ou son délégué, et 5 membres du groupement général du Commerce et de l'Industrie du Bois en France, dont 3 importateurs de bois du Nord et 2 importateurs de bois d'Europe Centrale ;

Le président, ou son délégué, et 2 membres du Syndicat des Importateurs de Bois du Nord ;

Le président, ou son délégué, et 2 membres du Syndicat général des Importateurs de bois ;

Le président, ou son délégué, de la Chambre syndicale des Agents, Commissionnaires et Représentants en Bois d'industrie. »

Il semblerait à première vue que les importateurs doivent cette fois avoir eu satisfaction. Il n'en est rien, et à l'heure présente règne au sein du Comité interprofessionnel un tel désaccord que deux groupes irréductibles s'y sont formés. « En tous votes importants, les 13 producteurs et propriétaires en faisant partie se rassemblent et s'opposent aux 12 importateurs. » Ces derniers, après avoir décidé de ne plus se rendre aux réunions du Comité, préconisent maintenant sa suppression. Le travail de répartition des licences devrait être assuré, d'après leur nouvelle formule, par un simple organe administratif présidé par un officier des Eaux et Forêts, sous le contrôle de la commission supérieure des permis d'importation.

Si importateurs et producteurs ont engagé une telle bataille autour du Comité interprofessionnel, c'est que de lui dépendait la juste distribution des licences. Cette distribution, sous l'influence de nombreuses polémiques et à la suite de démarches pressantes, devait elle-même varier dans ses modalités et répondre

de plus en plus aux désirs exprimés par les syndicats des importateurs.

C'est ainsi qu'un arrêté du 14 juillet 1933 paru au *Journal officiel* du même jour, p. 7411, décide :

« Pour les attributions des permis d'importation de bois du 2^e semestre 1933, les pays exportateurs seront répartis en trois groupes :

« a) Les pays extra-européens ;

« b) L'Esthonie, la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, la Norvège, la Suède et l'U. R. S. S. ;

« c) Les autres pays d'Europe.

« L'importateur pourra, à l'intérieur de chacun de ces trois groupes, imputer indifféremment ses demandes sur les pays de son choix, mais il n'aura pas la faculté de transférer ses possibilités d'importation d'un groupe sur l'autre.

« Les bases d'attribution seront :

« Soit les tonnages importés par l'intéressé au cours des années 1929 à 1931,

« Soit les quantités obtenues par lui au titre du premier semestre 1933.

L'importateur sera libre de choisir l'un ou l'autre de ces deux systèmes de base. »

Cette facilité qui remédiait en partie aux reproches de rigidité adressés aux contingentements, devait être très largement étendue à la nature et au nombre des bénéficiaires.

L'arrêté du 26 mars 1932, modifié par celui du 31 décembre 1932, décidait en effet que les licences peuvent être utilisées par le bénéficiaire lui-même, soit par un intermédiaire agissant en son nom et pour le compte

du dit bénéficiaire, soit même par l'acheteur de ce dernier.

Bien plus, l'arrêté ministériel du 27 janvier 1934 publié au *Journal officiel* du 28, p. 874, élargit encore les modalités d'attribution applicables désormais aux contingents. Il ouvre, par les dispositions de ses articles 2 et 3, et pour une part égale à 5 % du contingent global, le droit à l'importation aux maisons créées entre le 1^{er} septembre 1931 et le 1^{er} septembre 1933.

Ce droit nouveau est limité aux seuls demandeurs exerçant soit le métier de négociant en bois, soit une profession utilisant le bois d'importation.

Un avis aux importateurs paru au *Journal officiel* du 26 février 1934 précise les pièces à fournir par cette nouvelle catégorie d'ayants-droit aux permis d'importation qui vient s'ajouter aux importateurs actuels définis par l'article 4 de l'arrêté interministériel du 14 juillet 1933.

Ces derniers devront joindre à leur première demande :

a) Deux déclarations attestant, l'une leur inscription au registre du commerce précisant à quel titre et depuis quelle date ; l'autre, leur inscription à la patente (reçu ou duplicatum du reçu délivré par le Service des Contributions directes) ;

b) Des feuilles de renseignements conformes à un modèle établi ;

c) Toutes justifications utiles et notamment les suivantes : factures authentiques, preuves de paiements effectués.

Tant de mesures, de décrets et d'arrêtés ne devaient

pas améliorer beaucoup la situation du commerce des bois en France et partant, celle des propriétaires. Si l'activité saisonnière du bâtiment en mai et juin 1932 avait fait remonter quelque peu les cours de la charpente, par contre, la carence totale des compagnies de chemins de fer en tant qu'acheteurs de débits de sapin et chêne, la diminution sensible des achats des mines et charbonnages en étais et grumes, entraînaient dès la fin de l'été une nouvelle baisse.

Sous l'impulsion d'un homme énergique, M. Georges Dagon, maire de La Thuilé (Haute-Savoie), fut consacrée à Belfort, le 20 octobre 1932, l'Union des communes forestières de France, fruit des négociations engagées depuis plusieurs mois. M. Viellard, sénateur de Belfort, qui assistait à la réunion, devait prendre la tête de nombreuses délégations et entreprendre une nouvelle campagne en vue d'obtenir du gouvernement un complément ou un supplément de protection douanière.

Cette campagne devait porter ses fruits, et c'est à l'énumération des nouvelles mesures douanières prescrites que nous consacrerons ce 6^e et dernier paragraphe.

PARAGRAPHE 6

NOUVELLES MESURES DOUANIÈRES

Dès le mois d'avril 1932, la taxe *ad valorem* à l'importation fut portée à 2 % pour les bois ronds et à 4 % pour les bois sciés.

Après bien des démarches et des entrevues dans le détail desquelles nous n'entrerons pas, l'accord finit

par s'établir entre le gouvernement et les intéressés quant à l'augmentation du tarif lui-même, et le décret paru le 20 novembre 1932 au *Journal officiel*, en portant les droits de douane sur la base des coefficients 10, prescrivait :

Article 1^{er}. — « Le tableau A du tarif des douanes est, à titre provisoire, modifié suivant le tableau ci-joint :

N ^{os} du tarif	Désignation des marchandises	Unité de perception général	Tarif minimum
128	Bois communs, ronds, bruts, non équarris, avec ou sans écorce de longueur quelconque et de circonférence au gros bout supérieure à 60 cm. : a), b), c), d)	100 K. B.	20 5
128 bis	Bois communs équarris ou sciés a), b), c) : traverses pour voies ferrées en bois tendre ou dur :		
	80 mm. et au-dessus	»	44 11
	Moins de 80 mm.	»	48 12
	Autres ayant d'épaisseur :		
	80 mm. et plus	»	48 12
	Ayant 35 mm. exclus à 80 mm. exclus	»	56 14
	De 2 mm. exclus à 35 mm. inclus non compris les feuillettes et feuilles de placage	»	72 18

Ces nouvelles mesures de protection devaient logiquement entraîner une hausse sensible des bois. Pour la catégorie la plus courante, de 2 à 35 mm., les droits passent en effet de 12 à 18 francs par 100 kilos, soit environ 35 francs par mètre cube pour le sapin. Cette augmentation incorporée dans le chiffre des ventes des importateurs porte nécessairement la charge des impôts et frais généraux divers qui accompagnent toutes les transactions.

Est-il besoin de dire que cette nouvelle augmen-

tation fut saluée par des protestations unanimes de la part de tout le commerce d'importation.

La situation du marché intérieur ne s'améliorait cependant pas : le Trésor, privé par la crise générale d'une grosse partie de ses rentrées, cherchait par tous les moyens à se créer des ressources nouvelles.

Il parut cependant impossible, sans risquer des mesures de représailles de la part des gouvernements étrangers, d'augmenter à nouveau les droits de douane. Ce que les producteurs n'avaient pu obtenir, le besoin d'argent allait l'imposer, et le 13 mai 1933 paraissait au *Journal officiel* un décret de la veille instituant une taxe sur les licences d'importation dans les termes suivants :

Art. 1^{er}. — « Toute personne qui, pour l'importation des produits contingentés énumérés dans le tableau ci-après, sera bénéficiaire soit d'une licence d'importation, soit d'un certificat de contingentement, sera astreinte au paiement d'une taxe fixée comme il est indiqué au dit tableau » :

Art. 128. — Bois communs, ronds, bruts ou équarris, avec ou sans écorce, de longueur quelconque et de circonférence au gros bout supérieure à 60 cm.	100 Kg.	3 fr.
Art. 128 bis. — Bois communs équarris ou sciés		8 fr.
Art. 133. — Perches, étançons et échelas bruts de plus de 1 m. 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 cm. au gros bout		0.50
Art. 597. — Pièces de charpente et de charonnage façonnées		25 fr.
Art. 600. — Bois rabotés, rainés ou bouvetés, planches, frises ou lames à parquet rainées, rabotées ou bouvetées.		30 fr.

Art. 2. — « La taxe prévue à l'article 1^{er} ci-dessus devra être acquittée au moment où les produits visés à la licence d'importation ou au certificat de contingentement seront déclarés à la douane pour la consommation en France. »

Comme bien on le pense, cette taxe sur les licences devait être le signal d'un véritable tollé de la part des importateurs, nous n'en voulons pour preuve que ces quelques lignes tirées d'une circulaire dans laquelle le Syndicat général des Importateurs de Bois protestait au nom de tous ses membres :

« Les prévisions les plus pessimistes se trouvent malheureusement dépassées puisque malgré nos nombreuses démarches et les interventions de toutes natures que nous avons provoquées, les bois sciés de l'article 128 *bis* sont frappés d'un *super-droit* de douane de 80 francs par tonne. Cette satisfaction donnée à l'esprit de fiscalité, abusive d'une part, aux récriminations incessantes des propriétaires forestiers d'autre part, va bouleverser une fois de plus notre malheureux marché du bois. »

En fait, et malgré tant de littérature, la loi du 24 décembre 1933 dite de rétablissement de l'équilibre budgétaire porte parmi les mesures isolées, en son article 24, la prorogation pour 1934 de cette fameuse taxe sur les licences.

Tel est l'ensemble de notre politique protectionniste à l'égard des bois depuis que le développement de la crise a pris dans cette branche de notre activité nationale l'acuité que nous connaissons.

Avant d'en tirer aussi impartialement que possible les conclusions qui s'imposent, nous avons cru bon de reproduire ci-après deux tableaux tirés d'une plaquette publiée par M. Marcel Grouard, directeur de la *France forestière et industrielle*, sous les auspices du Syndicat général des Importateurs de Bois.

Importation de Bois communs des années 1900 à 1932 (en tonnes métriques)

ANNÉES	Articles 128 et 128 bis													Total			
	CHÊNE				NOYER et N. SATINÉ					BIS AUTRES : résineux et divers							
	Bond	Trav.	Scié	Total	Ronds	Sciés	Total	Ronds	Trav.	Sciés	Total	MERRAINS	Art. 130		Autres art.		
													PERCHES, etc...			BOIS à Papier	
													P. Mine				Total
1909..	1.545	1.877	45.165	48.587	1.085	7.420	8.505	68.572	29.540	1.181.403	1.279.515	148.413	11.359	215.830	189.510	51.606	1.953.325
1910..	2.220	1.399	43.128	46.747	1.876	7.426	9.302	61.659	33.539	1.223.417	1.318.615	67.168	9.683	146.440	153.526	50.287	1.801.772
1911..	1.407	988	37.008	39.403	2.011	9.053	11.064	69.621	35.785	1.257.651	1.363.057	76.808	8.976	128.866	155.797	51.826	1.835.791
1912..	1.436	385	47.613	49.434	1.909	9.190	11.098	76.238	29.613	1.313.916	1.419.761	73.759	7.243	135.082	141.638	45.643	1.883.658
1913..	1.530	325	47.452	49.307	1.289	11.831	13.120	71.886	18.617	1.409.249	1.499.752	73.136	5.821	147.927	201.728	42.166	2.032.957
1920..	1.857	197	16.708	18.762	979	2.399	3.378	48.546	5.269	1.010.629	1.064.444	43.325	4.547	47.520	12.152	76.391	1.270.519
1921..	852	406	9.919	11.177	718	2.932	3.650	93.036	5.482	942.347	1.040.865	20.399	3.999	36.244	9.712	30.528	1.156.974
1922..	1.981	636	19.350	21.967	411	4.992	5.403	90.068	1.134	1.474.482	1.565.684	30.661	5.303	61.908	41.727	40.673	1.772.826
1923..	6.553	628	26.374	33.555	1.464	1.823	3.287	653.985	1.441	1.338.602	1.494.078	43.294	9.495	120.226	61.976	43.318	1.809.181
1924..	9.034	130	19.597	28.761	331	1.397	1.728	228.467	21.485	1.360.898	1.610.845	42.137	11.709	140.489	69.270	42.704	1.947.643
1925..	4.949	247	15.250	20.446	444	2.195	2.639	132.114	36.937	982.238	1.151.289	48.140	12.982	133.232	75.305	25.638	1.469.671
1926..	1.066	61	11.780	12.907	374	1.737	2.111	260.282	4.678	1.214.515	1.479.475	37.218	16.434	291.504	77.287	22.766	1.939.702
1927..	839	5.832	9.829	16.500	1.418	1.430	2.848	246.919	16.001	916.949	1.179.869	28.966	6.261	602.709	70.287	19.312	1.926.752
1928..	2.311	4.466	12.131	18.908	3.690	1.624	5.311	195.950	7.689	1.136.202	1.339.841	25.979	4.050	375.527	108.800	18.271	1.896.687
1929..	3.843	376	13.654	17.873	2.892	1.188	4.080	367.177	14.422	1.285.367	1.566.966	27.660	6.235	165.351	389.149	23.735	2.160.898
1930..	8.592	9.089	36.349	54.030	2.694	1.691	4.385	333.450	59.068	1.470.854	1.863.402	35.137	7.330	614.847	736.572	31.240	2.872.182
1931..	15.557	91.919	55.369	162.845	3.107	3.950	7.057	244.426	71.338	1.338.315	1.624.079	26.177	3.548	437.617	476.583	33.478	2.474.223
1932..	6.650	1.282	27.626	35.558	3.407	694	4.101	119.494	9.508	775.265	904.267	20.951	2.820	198.353	219.033	33.075	1.384.263

ANNÉES

Le premier représente la courbe de nos importations depuis 1909 et résume ainsi d'une part l'état de nos importations avant et depuis les mesures de contingentement.

Le deuxième montre l'évolution des tarifs douaniers applicables aux bois communs. Il se complète par l'application de la taxe à l'importation, de la taxe sur les licences, si bien qu'à l'heure présente la protection douanière intégrale du tarif minimum s'établit au taux ci-dessous (à la tonne) :

	Droits de douane	Taxe sur licences	Total
N° 128. — Bois ronds	fr. 50	30	80
N° 128 bis. — Bois sciés :			
De plus de 80 mm.	120	80	200
De plus de 35 et moins de 80	140	80	220
De 35 mm. et moins	180	80	260
N° 133. — Bois de mines	20	5	25

Il faut en outre ajouter à cette protection la taxe à l'importation de 2 % *ad valorem* pour les bois ronds et de 4 % pour les bois sciés.

La protection d'un mètre cube de bois de construction résineux, catégorie formant le principal tonnage d'importation ressort donc :

Pour les bois rouges dont le poids spécifique est de 560 kilos au mètre cube :

Douane et taxe 260×0.560 = fr. 145.60

Taxe à l'importation (basée sur une valeur C. I. F.

de 200 fr.) : $200 + 145.60 = 345.60 \times 0.04$. . = fr. 13.82

Au total pour un mètre cube de bois rouge fr. 159.42

Pour les bois blancs, dont le poids spécifique est de 490 kilos au mètre cube :

Douane et taxe : 260×0.490 = fr. 127.40

Taxe à l'importation (basée sur la même valeur C. I.

F. que ci-dessus) : $200 + 127.40 = 327.40 \times 0.04$ = fr. 13.10

Au total pour un mètre cube de bois blanc fr. 140.50

Telles sont les données exactes et actuelles du problème. Quelles conclusions faut-il en tirer ?

Nous plaçant au point de vue le plus objectif possible et faisant abstraction de tendances personnelles, éclairé par les objections des importateurs et de leurs meilleurs porte-paroles, nous étudierons successivement l'orientation donnée par les pouvoirs publics aux dernières mesures de protection, et la solution qui nous paraîtra la plus apte en même temps que la plus facilement réalisable.

Le protocole franco-autrichien et le traité de commerce franco-russe révèlent le souci et la politique de nos législateurs.

Encore que nous trouvions profondément regrettable qu'on sacrifie ainsi volontairement certaines branches de notre production nationale pour favoriser l'écoulement des produits d'une autre de nos industries (c'est le cas rencontré dans le traité de commerce franco-russe), nous ne croyons pas que les modalités proposées dans la ratification de l'accord franco-autrichien puissent être suivies et même acceptées...

En effet, le gouvernement autrichien a accepté que le fonctionnement du régime préférentiel, à lui accordé, soit l'objet de la restriction suivante : une commission franco-autrichienne chargée de fixer les prix sera constituée dès la mise en application de l'accord. Elle comprendra du côté français : 2 propriétaires forestiers, 2 exploitants et 2 importateurs ; du côté autrichien : 6 représentants du Conseil supérieur du Bois, et, de chaque côté, 3 fonctionnaires représentant leur gouvernement.

Cette commission aura pour mission de trancher les questions suivantes : classification par catégorie des bois à importer en France, prix minimum de vente de chacune de ces catégories, conditions de paiement, surveillance de l'échelonnement, procédure à suivre en cas de contestations et, d'une manière générale, toutes mesures propres à assurer l'efficacité de la réglementation en vigueur dans les deux pays.

Outre que les frais d'un tel organisme seront à prendre sur la ristourne faite au gouvernement autrichien, on comprend mal avec un tel système ce que devient la liberté du commerce, et nous ne croyons pas qu'un tel bureau puisse faire autrement que de mécontenter vendeurs et acheteurs.

Il est un autre aspect de l'accord franco-autrichien que nous ne saurions négliger, car il est lui aussi un signe très caractéristique du courant présent de notre politique forestière.

A la demande du groupe forestier inter-parlementaire qui en fit une condition de ratification de l'accord franco-autrichien, en vue de pallier dans une certaine mesure aux conséquences du traitement préférentiel accordé aux bois autrichiens, le gouvernement français a entrepris des négociations avec divers pays. Le rapport de M. Jean Bosc, présenté au Sénat le 24 février 1934, fait état des négociations suivantes :

1^o Avec la Grande-Bretagne, pour faire sanctionner par celle-ci un accord consacrant l'achat mensuel par les mines anglaises d'un quantum de 23.500 tonnes de poteaux de mines, avec, comme contrepartie, un supplément d'importation de houille consenti par la

France sur la base de 2 tonnes de poteaux de mines pour 3 tonnes de houille.

Cette exportation de poteaux de mines est destinée à la production forestière landaise.

2° Avec l'Espagne, dans le but d'accroître dans des proportions déterminées les achats de bois des Landes, destinés aux emballages des oranges et des bananes vendues par l'Espagne à la France.

3° Avec la Belgique, le gouvernement français s'est engagé à entamer des conversations ayant pour objet de faciliter la reprise des exportations de bois français vers la Belgique, en particulier de l'essence chêne.

Bien qu'il nous soit assez pénible de constater le développement de cet état d'esprit qui fait du retour au troc la ligne de conduite de nos accords commerciaux, bien qu'il soit regrettable à notre sens qu'une seule catégorie de bois (les bois landais) bénéficie d'avantages accordés en vue de l'exportation, nous sommes heureux cependant de reconnaître l'effet bienfaisant que de telles dispositions ne manqueront pas d'avoir sur notre marché national.

C'est avec joie que nous nous trouvons à ce sujet d'accord avec le gouvernement d'une part, avec M. J. F. Chalos, le distingué président du Syndicat général des Importateurs de Bois, d'autre part, qui écrivait dans la *Revue internationale du Bois* du mois de février 1934 :

« Il va de soi que le but de ces primes (primes à l'exportation) étant uniquement de décongestionner le marché français en retrouvant les débouchés perdus

par suite de l'augmentation des prix de revient intérieurs, dont il importe de poursuivre la déflation par tous les moyens, elles ne devraient avoir qu'un caractère spécifiquement temporaire et être calculées en fonction de la situation du moment, c'est-à-dire fixées d'après une échelle qui tiendrait compte des nombreux éléments en cause : consommation intérieure, possibilités extérieures, prix mondiaux, prix de revient intérieurs, taux de protection des marchandises de l'espèce, etc... »

Dans le même article, et répondant à des objections possibles et probables, M. J. F. Chalos poursuivait :

« Qu'on ne crie pas au « dumping ».

Outre que la majorité des pays s'y livre actuellement sous une forme ou sous une autre de la dévaluation des monnaies à la prime tout court, en passant par l'abaissement des frais de transport des marchandises destinées à l'exportation, par la réduction ou la suppression des taxes fiscales qui frappent ces mêmes marchandises par rapport à celles destinées à la consommation intérieure, ou par cent autres moyens directs ou indirects, avoués ou cachés, telle que pourrait être, par exemple, l'allocation de subventions à la marine marchande nationale pour celles de ses unités qui assureraient le fret vers l'Espagne ou l'Angleterre, voire la Sarre via Anvers et le Rhin, des poteaux de mines landais.

Le moyen au surplus importe peu, le but seul compte, et il faut l'atteindre si on veut éviter à bref délai de voir sombrer dans une catastrophe irrémédiable l'ensemble du commerce et de l'industrie française du bois, de l'importateur au producteur, en passant

par le propriétaire de forêts, qu'il s'appelle l'Etat, les communes, ou le particulier.

Il n'y a là, il ne faut s'y méprendre, qu'une esquisse dont nous devons attendre les résultats pour en connaître la valeur. Elle a cependant le gros mérite de réunir l'approbation générale et de n'apporter aucune contrainte supplémentaire au commerce. On ne peut malheureusement en dire autant d'un certain nombre de mesures et de suggestions édictées ou proposées en vue de la sauvegarde de notre marché.

Que penser du contingentement ?

Nous ne prétendons pas tirer de cette étude consacrée au problème du bois des conclusions d'économie générale, nous croyons cependant que de l'exposé précédent ressort nettement l'incapacité du contingentement à maintenir à nos produits forestiers français un cours déterminé.

Nous avons vu en effet les importateurs demander à cor et à cri l'élargissement du contingentement, mais sans conclure à sa disparition, et nous entendons chaque jour les producteurs faire remarquer très justement que cette mesure prise en leur faveur n'avait donné que des résultats favorables à leurs adversaires.

Tel qu'il est maintenant pratiqué, le système des licences assure aux importateurs un véritable monopole puisqu'il règle la quantité de bois étranger à importer sur le marché national et le nombre des maisons admises à l'introduire.

Le contingentement, mesure extraordinaire et de défense immédiate, ne devrait porter exclusivement que sur des produits manquant à notre fabrication

nationale. Or il apparaît très nettement qu'à l'heure présente les forêts françaises, dures et résineuses, sont largement capables d'alimenter les besoins présents de notre consommation en bois de charpente, alors qu'elles se révèlent dans l'impossibilité absolue de satisfaire aux besoins de la menuiserie.

Pourquoi dès lors ne pas contingenter plus sévèrement, voire même l'interdire, l'entrée en France des bois de charpente ?

Pourquoi ne pas élargir, si besoin est, l'entrée des bois de menuiserie dont le cours d'ailleurs est toujours assez élevé pour qu'il n'influe pas à la baisse ?

Cependant, devant les critiques très violentes du commerce d'importation contre le régime des licences et les récriminations des producteurs, se sont fait jour un certain nombre de suggestions :

1^o On a parlé de la vente aux enchères des licences. Devant les protestations unanimes soulevées par une telle proposition, le gouvernement a dû renoncer à suivre cette voie. Et cependant, il n'y avait là que la mise au grand jour d'une pratique qui s'est tout de suite généralisée dès l'organisation du régime des licences ; car on avait pu voir dès l'organisation du système des licences un véritable commerce se créer et un cours des licences s'établir dans les bourses de commerce de nos principaux centres d'importation.

2^o De bons esprits et un certain nombre de techniciens ont cru pouvoir trouver la solution de cette énigme dans des possibilités d'ententes internationales.

M. Crespel, dans son récent ouvrage sur le marché des bois et son organisation internationale, espérait que se développerait un esprit de concorde et de

coopération qui mettrait un terme à la désorganisation générale du commerce des bois. Nous sommes obligés de constater avec mélancolie qu'il a été jusqu'à présent impossible même de se mettre d'accord sur le siège d'un simple office international de documentation. Quoi d'étonnant dès lors à ce que les vœux publiés dans des conférences internationales de sylviculture n'aient jamais produit d'effets appréciables.

Le seul essai de coordination véritablement intéressant a été fait par les experts du bois réunis à Genève sous le patronage du Comité économique de la S. D. N. le 25 avril 1932.

Après avoir résumé les causes et les conséquences de la crise, les experts voulurent esquisser une réglementation internationale des cours. Les pays dont les ressources de bois sont considérables se refusèrent à envisager cette solution, et ne pouvant s'entendre pour limiter la production, après avoir émis des vœux plus ou moins platoniques, ils se séparèrent en convenant d'une nouvelle réunion qui se tint à Vienne le 9 juin 1932.

Cette conférence, dès son ouverture, aborda la discussion des questions essentielles : dans quelle mesure chaque pays accepterait-il de réduire ses exportations ? La création d'un Office International du Bois était-elle possible ? Quand on saura que les délégués des pays du Nord s'abstinrent de se prononcer et qu'en particulier M. Bron, délégué de l'U. R. S. S., déclara que son gouvernement estimait inopportun la création d'un Office International du Bois, on comprendra que le Comité permanent du Bois issu de cette conférence était voué à l'impuissance puisque

ni la Finlande, ni la Suède, ni l'Union Soviétique n'y avaient adhéré.

Quoi qu'il en soit, nous sommes obligés de constater en définitive que malgré les mesures de contingentement, le cours des bois est en baisse constante. Les mesures douanières que nous avons étudiées n'ont fourni, elles aussi, qu'un très faible élément de hausse.

Faut-il en conclure avec les importateurs que ce sont là des éléments absolument inutiles, qui n'ont pratiquement apporté aucune amélioration à la situation lamentable dans laquelle se débattent producteurs, importateurs, commerçants et industriels du bois.

Faut-il reconnaître avec eux la nécessité d'abandonner cette politique protectionniste sous peine de voir bientôt les matériaux de remplacement absorber les traditionnels débouchés du bois ?

Nous ne le croyons pas, et à notre sens au cours de cette polémique il n'a pas été assez tenu compte de la grande loi économique de l'offre et de la demande.

Au lendemain de la guerre, une grosse demande de bois s'est fait sentir sur notre marché. Les Etats d'Europe nouvellement créés, grands propriétaires forestiers, ayant d'énormes besoins, et comme ressources des forêts bien protégées jusque-là, ont offert sur le marché international de grosses quantités de produits. Il en est résulté un courant d'échanges qui, dès que la consommation est venue à baisser, devait se révéler comme beaucoup trop important.

Le contingentement et l'élévation des droits de douane sont venus d'une manière plus ou moins heureuse s'opposer à l'envahissement de notre marché

intérieur, handicapé par des frais généraux considérables (charges fiscales et frais de transport).

Nous avons dit comment nous estimions opportun la suppression du contingentement, mais nous maintenons que les droits de douane actuels n'ont, quoi qu'on en dise, aucun caractère d'exagération. Si les industries concurrentes, et plus particulièrement la métallurgie, cherchent des débouchés traditionnellement réservés au bois, c'est qu'elle aussi luttent pour ne pas mourir et que leurs propres débouchés leur sont fermés.

Mais qu'on ne vienne pas imputer au cours actuel du bois le développement de ces matériaux de remplacement.

Pourquoi en effet en serait-il la cause, aujourd'hui où le mètre cube de charpente en qualité moyenne vaut 290 francs rendu Paris, alors que personne n'a songé à le remplacer quand il a valu 460 francs.

Quant au contingentement, les statistiques récentes qui résument l'état dernier de son application, viennent mettre en lumière notre conclusion et montrer d'une manière irréfutable que seule la loi de l'offre et de la demande préside à l'établissement des prix et que les mesures tendant à restreindre l'importation ne sauraient maintenir à un produit donné un cours déterminé quand les besoins en diminuent sur le marché.

Les bois étrangers ont entraîné dans leur baisse les bois indigènes. La consommation s'est repliée et peu à peu considérablement réduite. Les producteurs français ont lutté de leur mieux pour conserver le marché intérieur. Ils ont demandé et obtenu une

augmentation de droits de douane seule capable de permettre à leur industrie de se maintenir : ils n'ont maintenant plus besoin d'un contingentement, le prix de vente de la production française étant présentement chez nous inférieur à celui des bois importés, et la preuve irréfutable nous est donnée par le fait suivant : on a distribué au cours de l'année 1933 un certain nombre de licences qui eussent dû permettre l'entrée chez nous de 128.000 tonnes de bois étrangers.

C'est dire clairement qu'en l'état actuel le contingentement n'influe en rien sur la formation des prix et qu'il peut sans inconvénient être supprimé.

CONCLUSIONS

Le problème de l'économie forestière exige, nous venons de le voir, aussi bien pour la production forestière de l'Etat que pour celle des communes ou des particuliers, une sage protection.

Nous avons rencontré fréquemment, dans les études consacrées à cette question, des rapports inspirés pour la plupart par l'Administration forestière, citant le nom et la doctrine de Colbert et demandant le rétablissement des ordonnances de 1669. Il y a encore mieux à faire, il y a à appliquer ce qui était la devise de Colbert et ce que nos législateurs peuvent méditer : cette devise ainsi libellée et gravée au frontispice de l'hôtel que possédait le grand ministre à l'angle de la rue des Petits-Champs et de la rue Vivienne : « *Perite et Recte* », « *Habilement et Bien* », et ces armes étaient dominées par une branche d'olivier.

Ce sera un grand ministre, lui aussi, celui qui de nos jours, sous le signe de l'olivier, donnera « habilement et bien » à la propriété forestière privée le statut qui lui permettra de subsister au milieu des troubles économiques que lui font subir des nations qui s'appauvrissent, comme l'Allemagne ou la Russie, et en face desquelles nous serons heureux de posséder un jour de belles forêts si nous avons su utiliser toutes les bonnes volontés qui s'offrent pour les créer.

Cette bonne volonté collective, ce sont les innom-

brables propriétaires de forêts qui la détiennent aujourd'hui où existe le morcellement de la propriété, morcellement favorisé par Colbert lui-même qui était plein de sollicitude pour les petits. Qu'un nouveau Colbert sache utiliser ce que ce grand initiateur avait favorisé, et pour cela, qu'il se garde de donner à l'Administration forestière des armes sous forme de textes qui alourdissent la gestion particulière déjà assez difficile, telles les formalités de contrôle et de soumission à des aménagements que prévoit le règlement d'administration publique qui a suivi l'article 15 de la loi de finances de 1930.

La seule exigence que puisse avoir l'Etat en matière forestière privée, c'est de corriger, même par des sanctions, l'imprévoyance ou la mauvaise volonté d'incapables ou de prodigues qui ne sauraient pas réserver les sommes nécessaires au reboisement après des coupes à blanc, pour reconstituer l'état boisé.

Cette suggestion devra être complétée par un ensemble d'atténuations fiscales, sages compensations des sacrifices qu'exige le bien du pays pour maintenir notre surface boisée.

Le sort de la forêt privée dépend du libéralisme des mesures qui seront adoptées pour contrôler sa gestion, développer son étendue, et des lois économiques de protection qui permettront la juste stabilisation de son rendement.

APPENDICE I

RAPPORT PRÉSENTÉ PAR M. L'INSPECTEUR GÉNÉRAL ANTONI LE
2 AVRIL 1922 : « DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE. »

1^o Mesures préventives.

- Extension des mesures générales d'interdiction d'emploi du feu. Notamment modification de l'article 148 du Code forestier.
- Extension des précautions prises par les compagnies de chemins de fer.
- Extension des précautions prises pour le fonctionnement des champs de tir et les manœuvres des troupes.
- Vote d'une loi permettant l'ouverture retardée de la chasse dans les forêts ou dans certaines forêts des régions plus spécialement exposées aux incendies.
- Propagande en vue de l'éducation du public.

2^o Mesures préparatoires à la lutte contre l'incendie.

- Création d'observatoires d'incendie.
- Création dans certaines régions d'une surveillance mobile analogue à celle qui existe déjà dans certaines forêts de l'Etat et à leurs abords aux époques dangereuses.
- Extension de l'emploi du téléphone et du télégraphe.
- Entente avec les Ministères de la Guerre et de la Marine en vue d'obtenir que les centres militaires d'aviation de la région méridionale concourent à la signalisation des incendies pendant leurs exercices.
- Organisation de corps de sapeurs forestiers.
- Extension de la législation en vue de permettre aux propriétaires forestiers de se grouper en association syndicale sous le régime de la loi de 1865-1888 pour la création et le fonctionnement de ces corps.
- Acquisition par les communes de l'outillage nécessaire à la lutte contre l'incendie. Constitution de dépôts d'outils analogues à ceux déjà constitués par l'Etat pour la défense de ses forêts.
- Mêmes acquisitions et mêmes dépôts à faire par les syndicats des propriétaires.
- Etablissement et publication de consignes permanentes renseignant les habitants des communes sur les devoirs qui leur incombent en cas d'incendie de forêts et sur l'organisation des secours éventuels.
- Entente préalable complète entre les autorités civiles et militaires en vue de l'emploi de la troupe.

— Prise en charge par l'Etat des dépenses résultant de l'emploi de la troupe.

— Création de routes et de para-feux.

— Modification de la législation en vue d'assurer sans retard l'établissement de réseaux de routes et de para-feux dans les régions où ces moyens de protection sont indispensables.

— Attribution de subventions par l'Etat et le département aux associations syndicales autorisées ou forcées constituées pour l'exécution de ces travaux.

— Reprise du projet de loi préparé par le ministère de l'Agriculture en vue de l'établissement d'un réseau de routes et de para-feux dans les Maures et l'Estérel.

— Création de bandes feuillues dans les peuplements résineux.

— Essais d'introduction d'essences réfractaires au feu dans les sous-bois.

— Précautions à prendre en matière d'aménagement et de reboisement.

3^o *Lutte contre l'incendie déclaré.*

— Modification de la législation en vue de donner au service forestier des pouvoirs dont il est actuellement démuné en matière de lutte contre l'incendie déclaré notamment pour l'emploi du contre-feu.

Reconstitution des bois incendiés.

— Allocation de subventions pour le reboisement des surfaces incendiées.

— Introduction dans la législation d'une disposition permettant d'interdire le pâturage pendant une certaine durée dans les forêts ou parties de forêts incendiées.

APPENDICE II

DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE DU 24 JUIN 1927

Relatif à l'aménagement des forêts non appartenant à l'Etat
(*Journ. des Lois*, n° 57, 1927).

Vu les articles 44, alinéa 6, de la Constitution et la loi du 2 août 1926 sur le plein pouvoir du Président de la République à promulguer des décrets ayant force de lois (*Journal des Lois de la République de Pologne*, n° 78, § 443), j'ordonne ce qui suit :

ART. 1. — Les prescriptions du présent décret se rapportent à toutes les forêts et terrains boisés à l'exclusion des forêts et terrains boisés appartenant à l'Etat.

Le ministre de l'Agriculture déterminera dans l'ordonnance pour chaque région de l'Etat l'étendue des forêts isolées non grevées des servitudes et non reconnues de protection ou des terrains boisés au-dessous de 10 hectares auxquels les articles 2-6, 8-14 et 16 du présent décret ne s'appliqueront point.

A des forêts ou terrains boisés grevés des servitudes sis sur le territoire des wojewodstwow de : Kielec, Lublin, Lodz, Varsovie et des powiaty de : Augustow, Kolno, Lomza, Ostrolenka, Ostrow et Szczuczyn, et Wysoko-Masowiec, les prescriptions du présent décret ne seront appliquées que dans la mesure où la loi sur l'organisation rurale des paysans ne renferme pas de stipulations contraires (*Recueil des Lois impériales russes*, t. 9, appendice spécial au livre 9, éd. 1913).

De l'aménagement des forêts.

ART. 2. — Le changement du régime forestier en un autre mode d'exploitation ne peut s'effectuer que dans les forêts non reconnues de protection, conformément à l'autorisation de l'autorité compétente.

L'autorité compétente peut délivrer cette autorisation uniquement dans les cas suivants :

a) Si ce changement amène une utilisation plus avantageuse du terrain ;

b) Au bout de 3 ans à partir du reboisement d'autres terrains d'une superficie au moins égale à celle qui va être exclue du régime forestier, et à condition que le nouvel état boisé offre la certitude de croissance ultérieure ;

c) En régularisant le régime agricole, savoir, unification des terrains, liquidation des servitudes, parcellation et colonisation ;

d) Si ce changement est reconnu d'utilité publique particulière.

ART. 3. — L'autorisation délivrée dans les cas prévus dans l'article 2 doit mentionner le délai dans lequel doit s'effectuer le passage du régime forestier en mode d'exploitation projeté. Dans le cas de non effectuation dudit changement en tout ou en partie dans le délai déterminé, l'autorisation perd sa vigueur quant aux terrains où ce changement n'a pas été produit. Au fur et à mesure donc que des coupes d'états boisés se produisent sur ces terrains, ces terrains doivent être reboisés à nouveau selon les articles 5 et 6 du présent décret.

ART. 4. — Tout terrain boisé soustrait au régime forestier sans l'autorisation de l'autorité compétente doit être reboisé à nouveau selon les articles 5 et 6 du présent décret. Cependant, si l'autorité compétente trouve ce reboisement indésirable, elle a le droit d'ordonner le reboisement d'un autre terrain d'une superficie égale, surtout d'un terrain dont la soumission au régime forestier est d'utilité publique.

ART. 5. — Tous les terrains forestiers privés d'états boisés doivent être reboisés à nouveau.

L'obligation de reboiser est attachée aux terrains forestiers sans égard au changement de la personne du propriétaire.

ART. 6. — L'obligation de reboiser les terrains forestiers privés d'états boisés est accomplie :

a) par reboisement artificiel dans le délai de 3 ans à partir du 1^{er} juin de l'année suivant aux coupes ou à un tout autre événement ayant causé la suppression des arbres ;

b) par reboisement naturel.

Si le reboisement naturel est considéré par l'autorité compétente comme impossible, inadéquat ou insuffisant, un reboisement artificiel doit être effectué avant l'expiration du délai de 3 ans à partir du 1^{er} juin de l'année suivant la mise en vigueur de la disposition de l'autorité sur la reconnaissance du reboisement naturel comme impossible, inadéquat ou insuffisant.

Dans les cas motivés par l'état et les conditions économiques de la forêt, l'autorité compétente prolongera, soit d'office, soit sur la requête des intéressés, le délai du reboisement artificiel.

En cas où le reboisement artificiel ne sera pas effectué dans le délai prévu, ainsi qu'en cas où le moyen de reboisement employé sera reconnu par l'Administration forestière comme inadéquat ou insuffisant, l'autorité pourra ordonner l'achèvement du reboisement aux frais du propriétaire.

ART. 7. — En cas de reboisement artificiel des terrains n'étant pas des terrains forestiers et reconnus cependant par l'autorité compétente comme non convenant à un autre régime que le forestier, ces terrains reboisés seront exonérés d'impôts d'Etat pendant 30 ans à partir de l'année suivant l'achèvement du reboisement.

Cette prescription ne s'applique pas aux terrains reboisés con-

formément aux prescriptions de l'article 2, § b et de l'article 4 du présent décret.

ART. 8. — Toutes les forêts doivent être administrées selon les plans d'aménagement de la forêt en tenant compte du principe de la durée de l'exploitation.

Le plan de l'aménagement de la forêt doit être basé sur l'arpentage, la division et la description détaillée de la forêt au point de vue sciences naturelles et économiques, comporter une présentation complète des principes d'aménagement de la forêt, savoir : essence des arbres, méthodes d'administration, âge des coupes, moyens de reboisement, améliorations nécessaires. Ce plan doit aussi mentionner tous les actes d'administration projetés en indiquant et en motivant le temps et le lieu de leur application.

ART. 9. — Dans les forêts dont la superficie est si peu étendue que leur aménagement n'exige pas l'établissement d'un plan (art. 8), et dont l'étendue, variant selon les différentes régions de l'Etat, sera déterminée par des décrets du ministre de l'Agriculture, le plan d'aménagement forestier peut être remplacé par un programme économique.

Le programme économique doit contenir un croquis de la situation de la forêt, une brève description des maisons d'habitation et des états boisés, il doit mentionner le temps, le lieu, et l'étendue de l'exploitation de même que le délai et le moyen de reboisement.

ART. 10. — Le plan de l'aménagement de la forêt ou le programme économique (art. 8) doit être présenté par le propriétaire de la forêt pour confirmation à l'autorité compétente en 2 exemplaires ; 3 exemplaires seront requis quant aux forêts grevées de servitudes sises sur le territoire des wojewodstwow de : Kielce, Lublin, Lodz, Varsovie et des powiaty de : Augustow, Kolno, Lomza, Ostrolenka, Ostrow, Suwalki, Szczuczyn et Wysoko-Mazowiec.

L'autorité a le droit d'introduire dans le plan d'aménagement ou dans le programme économique des changements ou des suppléments motivés par des raisons d'ordre économique ou technique.

Après confirmation du plan ou du programme, l'autorité en restitue un exemplaire au propriétaire en y joignant le certificat de confirmation.

ART. 11. — Si la confirmation de l'autorité n'est pas notifiée au programme dans le délai de 2 mois à partir du jour du dépôt du plan ou du programme (art. 10), les actes économiques prévus dans ce plan ou programme peuvent être entrepris en tout ou dans les cadres fixés par l'autorité avant l'expiration du délai sus-mentionné.

Si cette notification n'est pas faite dans le délai d'un an à partir du dépôt du plan ou du programme à confirmer, le plan ou le programme peut être considéré comme confirmé.

Les décisions énumérées ne s'appliquent pas aux forêts grevées de servitudes sises sur le territoire de wojewodstwow de : Kielce, Lublin, Lodz, Varsovie et des powiaty de : Augustow, Kolno, Lomza, Ostrolenka, Ostrow, Suwalki, Szczuczyn et Wysoko-Mazowiec.

ART. 12. — L'exploitation de la forêt d'une façon autre que celle indiquée dans le plan ratifié de l'aménagement de la forêt ou dans le programme économique ne peut s'effectuer qu'après confirmation par l'autorité compétente des changements ou des suppléments apportés à ce plan ou à ce programme. Les prescriptions des articles 10 et 11 doivent être appliquées en ce cas.

ART. 13. — En cas de dégâts ou de dévastation de la forêt par des fléaux ou par tout autre accident, à tel point que la situation économique ayant motivé la confirmation du plan d'aménagement de la forêt ou du programme économique ou le permis d'exploitation forestière (art. 11) se trouve essentiellement modifiée, l'autorité compétente peut suspendre l'exploitation de la forêt jusqu'à confirmation d'un nouveau plan ou programme.

ART. 14. — Les prescriptions des articles 8 à 11 ne concernent pas les utilisations fortuites, savoir : ainsi que les coupes d'arbres nécessaires à l'aménagement de la forêt.

ART. 15. — Il est défendu de brûler les plants, ainsi que de les priver de branches, de rameaux, des bourgeons ou de feuilles aciculaires.

ART. 16. — La paisson du cheptel est défendue dans les états boisés au-dessous de 3 mètres de hauteur tant qu'ils n'ont pas dépassé l'âge de 15 ans.

ART. 17. — Dans les forêts grevées de la servitude de paisson sises :

a) sur le territoire des wojewodstvos de : Nowogrodek, Polesie, Wilno, Wolyn, et des powiaty de : Białystok, Bielsk, Grodno, Sokolsk et Wolkowysk, l'autorité compétente peut autoriser la paisson du cheptel dans les états boisés n'ayant pas atteint la hauteur ou l'âge indiqués dans l'article 16, dans tous les cas où l'application de l'article 16 rendrait impraticable la paisson. Sous la réserve toutefois de défendre la paisson dans une partie des états boisés. Partie qui dans les forêts feuillues constitue $\frac{1}{3}$ et dans les forêts résineuses $\frac{1}{4}$ de la superficie totale de la forêt grevée de la servitude de paisson ;

b) dans les forêts sises sur le territoire des wojewodstvos de : Krakow, Lwow, Stanislawow, et de Tarnopol l'autorité compétente peut autoriser la paisson du cheptel dans les états boisés n'ayant pas atteint la hauteur ou l'âge indiqués dans l'article 16, sous la réserve de défendre la paisson sur une partie de ces terrains. Partie égale dans les forêts à hauts troncs au moins à $\frac{1}{6}$ et dans les forêts à troncs moyens et assez bas à $\frac{1}{5}$ de la superficie totale de la forêt.

ART. 18. — En cas d'apparition en masse des insectes nuisibles à la forêt, les propriétaires de la forêt ainsi que les propriétaires des massifs s'y trouvant devront immédiatement en prévenir l'autorité compétente.

L'autorité compétente peut exiger des propriétaires de la forêt ainsi que des propriétaires des massifs s'y trouvant l'exécution

des moyens qu'elle indiquera, afin d'empêcher la pullulation des insectes et de les exterminer.

En cas de non application de ces dispositions, l'autorité compétente peut appliquer les mesures de défense nécessaires aux frais des intéressés sus-mentionnés.

Des forêts de protection.

ART. 19. — L'autorité compétente peut classer comme forêts de protection toutes forêts et futaies :

a) protégeant les terrains contre l'inondation, entravant le glissement de la terre ou des pierres, empêchant la formation de torrents, l'érosion des rochers, les avalanches ;

b) protégeant les rives contre l'érosion et les sources contre l'envahissement des sables ;

c) empêchant la formation et le développement des sables mouvants ;

d) ayant une importance particulière pour la sécurité de l'Etat ;

e) importantes au point de vue sciences et histoire naturelle.

ART. 20. — Il appartient à l'autorité compétente de classer certaines forêts comme de protection ou de les déclasser de cette catégorie, par la voie d'un arrêté spécial. Elle agit :

a) par rapport aux forêts et futaies désignées dans l'article 19, §§ a, b et c, sur sa propre initiative ou bien sur la proposition de l'Administration des Eaux, de l'Administration de l'Autonomie territoriale et économique quant aux forêts situées dans le domaine de leur compétence, enfin sur la demande de toute personne, que les propriétés des terrains énumérés dans l'article 19, §§ a, b et c, menacent de danger ou de dégâts ;

b) par rapport aux forêts et futaies déterminées dans l'article 19, § d, sur la proposition de l'autorité militaire désignée par le ministre de la Guerre ;

c) par rapport aux forêts et futaies déterminées dans l'article 19, § e, sur la proposition de l'autorité compétente désignée par le ministre des Cultes et de l'Instruction publique.

L'arrêté classant une forêt comme de protection ou la déclassant de cette catégorie doit être publié dans le *Journal officiel* de la région.

ART. 21. — Dans les forêts reconnues de protection, le régime forestier ne peut être changé en un autre mode d'exploitation.

Dans les forêts reconnues de protection conformément aux §§ a, b, c et e de l'article 19, l'autorité compétente peut défendre les coupes sur pied ; l'extirpation des troncs et des racines, la paisson du cheptel, le ramassage du bois mort ou toute autre jouissance secondaire.

Dans les forêts reconnues de protection conformément au § d du même article, l'autorité compétente peut défendre les coupes sur pied ; en outre, dans ces forêts la ligne de division de la superficie de la forêt ne peut être tracée que dans la direction indiquée par l'autorité compétente.

Par rapport aux forêts de protection, l'autorité compétente peut réduire le délai de reboisement indiqué dans l'article 6 du présent décret à un an.

ART. 22. — Les prescriptions des articles 19 à 21 ne portent aucune atteinte aux dispositions du droit des Eaux.

ART. 23. — Les forêts reconnues de protection pour les raisons énumérées dans l'article 19, §§ *a, b, c et e* sont exonérées des impôts fonciers de l'Etat.

De la compétence des pouvoirs.

ART. 24. — Les autorités compétentes dans la conception du présent décret sont : les starosty et les wojewody.

Par le mot « starosta » le présent décret entend, en général, les pouvoirs administratifs de 1^{re} instance, et par le mot « wojewoda » les pouvoirs administratifs de 2^e instance.

Le ministre de l'Agriculture peut appeler le personnel de l'Administration Forestière de l'Etat à la collaboration avec les autorités énumérées.

ART. 25. — Le starosta exerce le contrôle direct sur les forêts, veille sur l'exécution des prescriptions sur l'aménagement des forêts et entreprend des mesures assurant leur application.

Sont en outre de la compétence du starosta :

a) Questions de reboisement des terrains forestiers (art. 4 à 6), dont l'étendue sera ultérieurement déterminée par le ministre de l'Agriculture en application de l'article 9 du présent décret, en tant que ces forêts ne sont pas grevées de servitudes.

b) Confirmation (art. 10) des plans d'aménagement ou des programmes économiques dans les forêts déterminées par le § *a* du présent article.

c) Questions d'exploitation des forêts (art. 11) déterminées dans le § *a* du présent article jusqu'à confirmation des plans d'aménagement ou des programmes économiques de ces forêts.

d) Questions de suspension de l'exploitation des forêts dans les cas énumérés dans l'article 13 du présent décret.

e) Questions d'application dans les forêts des moyens de défense contre les insectes nuisibles à la forêt, ainsi que l'exécution de ces moyens (art. 18).

f) Dans les limites de l'action de la loi sur l'organisation agricole des paysans (*Rec. des lois imp. russes*, t. 9, app. spéc. au livre 9, éd. 1913), questions de réalisation des plans confirmés de l'aménagement dans les forêts grevées des servitudes (art. 174 à 177 de la loi précitée).

g) Dans les limites de l'action de la loi forestière du 3 décembre 1852 (*Journal des lois de l'Etat autrichien*, n° 250), éditions des décisions, arrêtés ou autorisations, en vertu des dispositions des §§ 10, 18, 24, 25, alinéa 1^{er} du § 68, ainsi que l'exercice des fonctions dérivant des décisions de la loi 3, § 52 et des §§ 74 à 76 de la même loi.

ART. 26. — Sont de la compétence du wojewoda :

a) Changements du mode d'exploitation des terrains forestiers (art. 2 et 3).

b) Reboisement des terrains forestiers (art. 4 à 6) grevés des servitudes sans égard à leur superficie, ainsi que le reboisement des terrains non grevés des servitudes dont la superficie dépasse l'étendue déterminée par le ministre de l'Agriculture en application des décisions de l'article 9 du présent décret.

c) Reconnaissance des terrains artificiellement reboisés comme répondant aux conditions prévues pour exonération d'impôts de ces terrains (art. 7).

d) Confirmation des plans d'aménagement ou des programmes économiques quant aux forêts déterminées dans le § b du présent article.

e) Questions d'exploitation des forêts déterminées dans le § b du présent article jusqu'à confirmation des plans d'aménagement ou des programmes économiques desdites forêts.

f) Autorisation à paître le cheptel dans les cas prévus dans l'article 17 du présent décret.

g) Classer certaines forêts comme de protection, les déclasser de cette catégorie, ainsi que réglementer diverses prescriptions sur l'aménagement des forêts des protections (art. 19 à 21).

h) Dans les limites de l'application de la loi du 3 décembre 1852 (*Journal des lois autrichiennes*, n° 250), édition des prescriptions, ordonnances ou autorisations basées sur les prescriptions des § 9, alinéas 1 et 3, § 21, alinéa 2, § 26 et alinéa 2, § 52 de cette loi.

De la procédure.

ART. 27. — Pour exercer les fonctions dérivant des prescriptions du présent décret, les organes des pouvoirs administratifs ont le droit d'entrer dans la forêt, ainsi que d'exiger la présentation des documents nécessaires.

ART. 28. — La délivrance des décisions et ordonnances en première instance concernant :

a) Les forêts grevées des servitudes ;

b) Changement du mode d'exploitation des terrains forestiers ;

c) Confirmation des plans d'aménagement des forêts (art. 8) ;

d) Entreprises des moyens défensifs contre les insectes nuisibles ;

e) Reconnaissance de forêts comme de protection conformément aux §§ a, b, c et e de l'article 19 ou le retrait de cette qualité ;

f) Application des prescriptions particulières sur l'aménagement des forêts (art. 21),

doit être précédée d'une reconnaissance des lieux.

Dans tous les autres cas, les autorités opèrent la reconnaissance des lieux soit par nécessité reconnue par elle-même, soit sur la demande du propriétaire de la forêt, à la condition qu'il en recouvre les frais.

ART. 29. — Les intéressés doivent être prévenus du temps et du lieu de la reconnaissance des lieux 7 jours avant la date fixée.

Le délai de 7 jours n'est pas obligatoire dans les cas de : 1^o promulgation de l'ordonnance sur l'entreprise des mesures défensives contre les insectes nuisibles (art. 18), et 2^o suspension de l'exploitation de la forêt d'après l'article 13 du présent décret.

ART. 30. — Un procès-verbal des résultats de la reconnaissance des lieux doit être dressé.

Les intéressés présents à la reconnaissance ont le droit de faire des réserves au procès-verbal.

ART. 31. — En ce qui concerne :

- a) Les forêts grevées des servitudes ;
- b) Le changement de mode d'exploitation des terrains forestiers ;
- c) La reconnaissance des terrains reboisés artificiellement comme répondant aux conditions nécessaires pour exonérer des terrains d'impôts ;
- d) Le classement des forêts comme de protection conformément aux §§ a, b, c et e de l'article 19 ou leur déclassement de cette catégorie ;

e) L'application des prescriptions particulières sur l'aménagement des forêts de protection (art. 21),

l'autorité statuant en 1^{re} instance est obligée, avant de prononcer sa décision, d'entendre et enregistrer les déclarations des intéressés qui se présenteront à cet effet dans le délai déterminé par l'autorité.

L'autorité portera à la connaissance des intéressés la date et le lieu où s'effectueront les déclarations, au moins 14 jours avant le délai.

ART. 32. — Sont à considérer comme intéressés, dans la conception des articles 29 à 31, en dehors du propriétaire de la forêt, les personnes suivantes :

a) Quant aux forêts grevées des servitudes, — les personnes jouissant de ces servitudes ;

b) En ce qui concerne : le reboisement des terrains forestiers dans les forêts grevées des servitudes (art. 4 à 6) ; la confirmation des plans d'aménagement ou des programmes économiques (art. 10) dans ces forêts ; le changement de mode d'exploitation des terrains forestiers (art. 2) ; ainsi que la reconnaissance des terrains artificiellement reboisés comme répondant aux conditions nécessaires pour exonérer ces terrains d'impôts (art. 7), — le service agricole de l'arrondissement, compétent *ratione loci*.

c) En ce qui concerne : la reconnaissance, sur la proposition des autorités ou des personnes énumérées dans l'article 20, d'une forêt comme forêt de protection ou le retrait de cette qualité ; l'application des prescriptions particulières sur l'aménagement des forêts reconnues de protection conformément au § d de l'article 19, — les autorités ou les personnes énumérées dans l'article 20 du présent décret.

d) En ce qui concerne l'application des moyens défensifs contre les insectes nuisibles (art. 18), les propriétaires des massifs se trouvant dans la forêt, en tant que ces moyens s'appliquent aux massifs lui appartenant, et les conseils des communes compétentes.

ART. 33. — L'avertissement des intéressés prévu dans les articles 29 et 31 doit leur être transmis par écrit.

L'avertissement des intéressés quant aux forêts grevées des servitudes peut également être effectué par écrit, par l'intermédiaire du conseil de la commune de leur résidence, lequel conseil porte à leur connaissance le contenu de l'avertissement d'une façon en usage dans la localité.

L'absence des intéressés ne peut pas arrêter l'activité des pouvoirs.

ART. 34. — L'avertissement des personnes intéressées (art. 32) sur le contenu des décisions ou arrêtés sera effectué de la manière prévue dans l'article 33 du présent décret.

ART. 35. — Le délai d'appel des décisions et arrêtés est de 30 jours à partir de la date de leur communication aux intéressés.

Le droit d'appel n'existe pas en matière de reconnaissance des forêts comme de protection d'après les raisons énumérées dans l'article 19, § d.

ART. 36. — Les propriétaires de la forêt sont obligés de rembourser les frais de la reconnaissance des lieux :

a) Dans les affaires de changement du régime forestier en un autre mode d'exploitation (art. 2) ;

b) Dans les affaires de confirmation des changements ou suppléments apportés au plan d'aménagement ou au programme économique (art. 12) ;

c) Dans les cas prévus dans la dernière phrase du § 2 de l'article 28 du présent décret.

Les frais de la reconnaissance comprennent les allocations et les frais de voyage des fonctionnaires délégués à cet effet, ainsi que les frais de la main-d'œuvre nécessaire à cette expertise.

ART. 37. — Le recouvrement des sommes dues à la suite des reboisements par l'autorité (art. 6), à la suite de l'application par l'autorité des moyens défensifs contre les insectes nuisibles (art. 18), de même que le recouvrement des frais de la reconnaissance des lieux, dans les cas prévus dans l'article 36 du présent décret s'effectue d'après la procédure prévue pour le recouvrement des sommes dues au fisc et ne peut faire objet de contestation.

Les prescriptions pénales.

ART. 38. — Les coupables de changement illégal du régime forestier en un autre mode d'exploitation seront passibles d'une amende de 3 à 5 zl. pour chaque are du terrain forestier sur lequel ce changement a été opéré.

Si ce changement a été opéré dans les forêts de protection, les coupables seront punis d'une amende s'élevant à 10 zl. pour chaque are du terrain sur lequel le régime forestier a été changé en un autre mode d'exploitation ou d'un emprisonnement allant jusqu'à 6 semaines.

ART. 39. — Les coupables d'incinération des plants ou de leur défrichement des branches, rameaux, bourgeons ou feuilles aciculaires seront punis d'une amende s'élevant à 10 zl. pour chaque are du terrain sur lequel a été effectué l'incinération ou le défrichement, ou d'un emprisonnement allant jusqu'à 4 semaines.

ART. 40. — Les coupables de violation des prescriptions sur le reboisement artificiel des terrains forestiers seront passibles d'amende de 2 à 5 zl. pour chaque are de terrain à reboiser et pour chaque année de transgression du délai de reboisement.

ART. 41. — Toute superficie inférieure à un are, ainsi que toute partie d'un are au-dessus du nombre des ares, dans les cas prévus par les articles 38, 39 et 40 du présent décret, sera considérée comme un are entier.

ART. 42. — Les coupables de coupes illégales ou d'extirpation des arbres, troncs et racines seront passibles d'amende allant du double au quadruple de la valeur des arbres coupés ou extirpés.

ART. 43. — Les coupables de coupes illégales dans les forêts de protection, ainsi que d'extirpation illégale d'arbres, troncs et racines dans les forêts reconnues de protection en vertu des §§ *a*, *b*, *c* et *e* de l'article 19 du présent décret seront passibles d'amende de 4 à 8 fois supérieure à la valeur des arbres, troncs ou racines coupés ou extirpés, ou d'un emprisonnement allant jusqu'à 6 semaines.

ART. 44. — Les coupables d'avoir tracé la ligne de délimitation de la forêt, dans les forêts reconnues de protection d'après le § *d* de l'article 19, sans le consentement de l'autorité compétente, ou de l'avoir tracée dans la direction défendue par cette autorité seront passibles d'une amende s'élevant à 100 zl. ou d'un emprisonnement allant jusqu'à 6 semaines.

ART. 45. — Les coupables de paisson, de ramassage du bois mort dans les cas où ces actes sont défendus par les règlements en vigueur sont passibles d'une amende s'élevant à 20 zl.

ART. 46. — Les coupables de paisson, de ramassage du bois mort ou d'une autre jouissance secondaire malgré la défense de l'autorité dans les forêts reconnues de protection d'après les §§ *a*, *b*, *c* et *e* de l'article 19 du présent décret seront passibles d'une amende s'élevant à 100 zl. ou d'un emprisonnement allant jusqu'à 3 semaines.

ART. 47. — Les personnes n'ayant pas averti l'autorité compétente de l'apparition en masse des insectes nuisibles à la forêt seront passibles d'amende allant jusqu'à 200 zl.

ART. 48. — Les coupables de non exécution des décisions ou arrêtés de l'autorité compétente concernant les mesures défensives contre les insectes nuisibles seront passibles d'une amende allant jusqu'à 500 zł.

ART. 49. — La juridiction en matière de fonctions pénales prévues dans le présent décret appartient au starosta.

Dans sa décision, le starosta, en cas de l'impossibilité de recouvrement de l'amende, la remplacera par un emprisonnement raisonnable, ne pouvant toutefois dépasser :

6 semaines pour les actes répréhensibles (*délits*) prévus dans les articles 38, alinéa 2, 43 et 44 du présent décret.

4 semaines pour actes répréhensibles prévus dans les articles 38, alinéa 1, 39, 40, 42 et 48 du présent décret.

3 semaines pour les actes répréhensibles prévus dans les articles 46 et 47 du présent décret.

ART. 50. — Les personnes condamnées par la décision du starosta peuvent, dans un délai de 14 jours à partir de la signification du jugement, lui demander de transférer l'affaire au tribunal compétent du powiat (justice de paix), qui agira selon la procédure de 1^{re} instance.

Le jugement du tribunal de 1^{re} instance pris en 2^e instance ne comporte pas de pourvoi.

Sur le territoire où agit la loi allemande de 1877 sur la procédure pénale, on applique la prescription sur la délivrance des mandats policiers pénaux.

Les prescriptions transitoires et finales.

ART. 51. — Les terrains privés d'états boisés, sur lesquels, après extirpation des troncs, le changement du régime forestier en un autre mode d'exploitation avait été effectué avant le 1^{er} janvier 1927, ne seront plus considérés comme terrains forestiers dans l'acceptation du présent décret.

Cette prescription ne s'applique pas aux forêts de protection, ni aux forêts grevées des servitudes.

ART. 52. — Quant aux terrains privés d'états boisés avant l'entrée en vigueur du présent décret, l'obligation de reboiser fixée par l'article 6 est accomplie par le reboisement artificiel de ces terrains dans le délai de 6 ans à partir de la promulgation dudit décret.

ART. 53. — Dans le délai de 5 ans à partir de la promulgation du présent décret, les forêts, dont la superficie dépasse l'étendue déterminée par le ministre de l'Agriculture en application des décisions de l'article 9 du présent décret, peuvent être aménagées selon les plans d'aménagement (art. 9) confirmés par l'autorité compétente (art. 26, § d).

La décision du 1^{er} alinéa du présent article ne s'applique pas

aux forêts grevées de servitudes, sises sur le territoire des wojewodstvos de : Kielce, Lublin, Lodz, Varsovie et des powiaty de : Augustow, Kolno, Lomza, Ostrolenka, Ostrow, Suwalki, Szczuczyn et Wysoko-Mazowiec.

Quant aux forêts grevées des servitudes sises sur le territoire des wojewodstvos de : Krakow, Lwow, Stanislawow, et Tarnopol, on y applique la décision du 1^{er} alinéa du présent article, à l'exclusion des cas où les personnes jouissant des servitudes exigeraient l'exploitation de la forêt d'après un plan d'aménagement.

ART. 54. — L'exécution de l'alinéa 2 de l'article 11 du présent décret est suspendue pour un délai de 3 ans à partir de la promulgation du présent décret.

ART. 55. — Toutes les forêts :

a) Reconnues comme défensives ou protégeant contre les eaux d'après la remarque 2 à l'article 710, les articles 712 et 713 de la loi forestière (*Rec. lois imp. russes*, t. 8, 1^{re} partie du livre 5, éd. 1913) ;

b) Closes en vertu du § 19 de la loi forestière du 3 décembre 1852 (*Journ. lois autrich.*, n° 250), ainsi que celles désignées conformément aux décisions du § 1^{er} de la loi du 15 juin 1904 sur certaines décisions de la police des Eaux et Forêts (*Journ. des lois locales*, n° 93) ;

c) Dans lesquelles selon le § 7 de la loi du 7 juillet 1875 sur les forêts de protection et les sociétés forestières (*Rec. des lois pruss.*, p. 415) ont été entreprises certaines mesures de défense, prévues dans le § 2 de la dite loi.

d) Dans lesquelles des marques de défense furent établies en vertu du § 2 de la loi forestière hongroise du 11-14 juin 1879 (*Rec. des lois hongroises*, pos. 31) ;

En outre tous terrains :

e) Couverts des plants au moment de la publication du présent décret, sis sur le terrain d'application de la loi du 15 juin 1904 sur certaines décisions de la police des Eaux et Forêts (*Journ. des lois locales*, n° 93) ;

f) Boisés conformément aux prescriptions de la loi du 16 juin 1904 sur le reboisement « de protection » (*Journ. des lois locales*, n° 94), seront considérés comme forêts de protection dans la conception du présent décret (art. 19 à 23).

ART. 56. — Toutes affaires traitées par le présent décret, en cours dans les services conformément aux prescriptions obligatoires jusque-là à partir de la promulgation du présent décret doivent être expédiées pour la suite de la procédure conformément aux prescriptions du présent décret.

Cette décision ne concerne pas les prescriptions pénales contenues dans les articles 38 à 49 du présent décret.

ART. 57. — Quant aux forêts sises sur le territoire des wojewodstvos de : Kielce, Lublin, Lodz, Varsovie et des powiaty de : Augustow, Kolno, Lomza, Ostrolenka, Ostrow, Suwalki, Szczuczyn et Wysoko-Mazowiec :

a) Les articles 143, 172 et 177 et 180 de la loi sur l'organisation agricole des paysans s'y appliquant (*Rec. des lois impér. russes*, t. 9, app. spéc. au livre 9, éd. 1913) sont ainsi libellés :

143. — Dans les forêts dont la superficie ne dépasse pas 50 hectares, le plan d'aménagement de la forêt peut être remplacé par un programme économique confirmé par le wojewoda et comportant un croquis de la situation de la forêt, une description concise des lieux d'habitation et des états boisés, une énumération du genre et du nombre des servitudes grevant la forêt, une indication du délai, du lieu et de l'étendue de l'exploitation, ainsi que du délai et du moyen de reboisement.

L'utilisation de ces forêts ne peut s'effectuer que dans la mesure où elle ne cause pas de préjudice aux droits des personnes jouissant des servitudes.

172. — Le wojewoda présente un exemplaire du plan confirmé de l'aménagement au tribunal compétent afin de le faire inscrire dans le livre hypothécaire du domaine en question ; après quoi cet exemplaire est joint aux originaux des tables « de liquidation » des villages jouissant des servitudes dans la dite forêt.

177. — Le starosta livre le plan d'aménagement ainsi que les documents y relatifs au propriétaire de la forêt en lui notifiant le terme de son exécution. Aux personnes jouissant des servitudes le starosta livre une copie du procès-verbal de l'aménagement de la forêt, dressé par le propriétaire et confirmé par ledit starosta. Le procès-verbal de l'application du plan est joint aux originaux des tables « de liquidation » des villages jouissant des servitudes dans ladite forêt.

180. — En cas de dévastation de la forêt par les fléaux ou par d'autres accidents, à tel point que l'application du plan d'aménagement confirmé doit être provisoirement suspendue, le wojewoda peut autoriser, dans le délai prévu par lui, l'enlèvement des arbres dommagés ainsi que quelques changements dans l'ordre de l'exploitation.

En délivrant cette autorisation le wojewoda doit se guider par le principe que la succession des coupes fixée dans le plan doit être rétablie le plus tôt possible.

b) A l'article 145 de la loi sur l'organisation agricole des paysans (*Rec. des lois impér. russes*, t. 9, app. spéc. au livre 9, éd. 1913), le paragraphe suivant est ajouté :

Par rapport à ces forêts les prescriptions particulières concernant l'utilisation des forêts de protection ne peuvent être appliquées que dans la mesure où elles ne réduisent pas les droits des personnes jouissant des servitudes.

c) Dans la loi sur l'organisation agricole des paysans (*Rec. des lois imp. russes*, t. 9, app. spéc. au livre 9, éd. 1913) :

1° Par le Comité de conservation des forêts, énumérées dans les articles 145 et 186, par l'Office départemental des affaires rurales

désigné dans les articles 154 et 179, ainsi que par le commissaire des affaires rurales désigné dans les articles 162 et 163, il convient d'entendre le wojewoda.

2^o Par le commissaire d'affaires rurales désigné dans les articles 174, 175, 176 et 179 il convient d'entendre le starosta.

ART. 58. — Sur le territoire des wojewodstvos de : Krakow, Lwow, Stanislawow et Tarnopol, dans la loi forestière du 3 décembre 1852 (*Journal des lois autrich.*, n^o 250) :

a) Par les autorités politiques énumérées dans l'alinéa 3, § 9, dans le § 18 ; dans le § 52, alinéa 3 ; dans les §§ 68, 70, 74, 75 et 76 ; par l'autorité politique inférieure désignée dans le § 24, ainsi que par l'autorité de l'arrondissement désignée dans le § 25 et 26, alinéa 1^{er}, il convient d'entendre le starosta ;

b) Par l'autorité locale désignée dans le § 24 ; § 26, alinéa 2 et § 52, alinéa 2, il convient d'entendre le wojewoda.

ART. 59. — Sur le territoire de l'ancien powiat de Spisz-Orawie s'appliquera la loi du 3 décembre 1852 (*Journ. des lois autrich.*, n^o 250) avec les modifications résultant du présent décret.

ART. 60. — A partir de la promulgation du présent décret sont abrogés :

1^o Sur le territoire des wojewodstvos de : Bialystok, Kielce, Lublin, Lodz, Nowogrodek, Polésie, Varsovie, Wilno et Wolyn :

a) Le livre 5 de la loi forestière (*Recueil des lois imp. russes*, t. 8, 1^{re} partie du livre 5, éd. 1913), ainsi que les articles 787, 788 (la remarque y comprise), 811, 814 et 815 du livre 6 de la même loi.

b) Le décret du 16 janvier 1919 concernant les Offices de conservation forestière (*Journal des lois de l'Etat polonais*, n^o 8, posit. 117), la loi du 14 novembre 1924 sur la modification partielle de ce décret (*Journ. des lois de la République polon.*, n^o 106, pos. 958), ainsi que le décret du conseil des ministres du 19 juillet 1921 concernant l'application du décret du 16 janvier 1919 aux wojewodstvos de : Nowogrodek, Polésie, Wolyn et les powiaty de : Grodno, Bialowez, et Wolkowysk (*Journ. des lois de la Rép. pol.*, n^o 69, pos. 454) et la loi du 21 juillet 1922 concernant l'application de la loi du 16 janvier 1919 au territoire de Wilno (*Journ. des lois de la République polonaise*, n^o 64, pos. 572) ;

c) Les articles 255, 256, 257 et 258 du Code pénal de l'année 1930.

2^o Sur le territoire des wojewodstvos de : Kielce, Lublin, Lodz, Varsovie et des powiaty de : Augustow, Kolno, Lomza, Ostrolenka, Ostrow, Suwalki, Szczuczyn et Wysoko-Mazowiec, les prescriptions suivantes de la loi sur l'organisation agricole des paysans (*Rec. des lois imp. russes*, t. 9, app. spéc. au livre 9, éd. 1913) : Remarque à l'article 140, les articles 141, 144, 146-149, la dernière phrase de l'article 162, les articles 164-171, 181, 183, la 2^e phrase de l'article 184 et article 185.

3^o Sur le territoire des wojewodstvos de Krakow, de Lwow, de Stanislawow et de Tarnopol :

a) Les prescriptions suivantes de la loi forestière du 3 décembre 1852 (*Journ. des lois autrich.*, n° 250) §§ 2, 8, § 9, alinéa 2, alinéas 1 et 2 du § 10, §§ 19, 20, 22, 23, 50, 51, 71 et 77 ;

b) §§ 1-8 de la loi du 15 juin 1904, sur quelques offices policiers des Eaux et Forêts (*Journ. des lois loc.*, n° 93) ;

4° Sur le territoire des wojewodstvos de Poznanie et de Poméranie :

a) La loi du 14 août 1876, concernant l'administration des forêts appartenant aux communes et établissements publics (*Rec. des lois pruss.*, p. 373), ainsi que la loi du 26 septembre 1922 concernant le changement partiel de la loi sus-mentionnée (*Journ. des lois de la République polonaise*, n° 92, pos. 548) ;

b) Les §§ 1-8, 10-12, 16, 17, 2^e phrase du § 19 et les §§ 20-22 de la loi du 6 juillet 1875 sur les forêts de protection et les sociétés forestières (*Rec. des lois pruss.*, p. 416).

ART. 61. — L'application du présent décret est confiée au ministre de l'Agriculture, ainsi qu'aux autres ministres dans les limites de leur compétence.

ART. 62. — Le présent décret entre en vigueur sur tout le territoire de la République de Pologne à l'exclusion du wojewodstwo de Silésie, à partir du 1^{er} juillet 1927.

Le Président de la République de Pologne, I. MOSCICKI ; le Président du Conseil des ministres et ministre de la Guerre, J. PILSUDSKI ; ministre, K. BARTEL ; ministre de l'Intérieur, S. SKLADKOWSKI ; ministre des Affaires étrangères, A. ŻALESKI ; ministre des Finances, G. CZECHOWICZ ; ministre de la Justice, A. MEYSZTOWICZ ; ministre des Cultes et de l'Instr. publ., Dr. DOBRUCKI ; ministre de l'Agriculture K. NIEZABYTOWSKI ; ministre du Commerce, E. KWIATKOWSKI ; ministre des Transports, ROMOCKI ; ministre des Travaux publics, MORACZEWSKI ; ministre du Travail, Dr. JURKIEWICZ ; ministre des Réformes agricoles, WITOLD STANIEWICZ ; ministre des Postes et Télégr., Bog. MIEDZINSKI.

DÉCRET DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE DU 1^{er} JUILLET 1927
sur les forêts où le plan d'aménagement peut être remplacé par un programme économique (*Journal des lois*, n° 58, 1927).

En vertu de l'article 9 du décret du Président de la République du 24 juin 1927 sur l'aménagement des forêts non appartenant à l'Etat (*Journ. des lois de la République polonaise*, n° 57, pos. 504), j'ordonne ce qui suit :

§ 1. Le plan d'aménagement de la forêt peut être remplacé par un programme économique pour les forêts dont la superficie est inférieure à :

30 hectares dans les wojewodstvos de Poméranie, Poznanie, Tarnopol et Varsovie ;

50 hectares dans les wojewodstvos de : Kielce, Krakow, Lublin, Lwow, Lodz, Stanislawow et Varsovie et dans les powiaty de : Augustow, Kolno, Lomza, Ostrolenka, Ostrow, Suwalki, et Szczuczyn.

100 hectares dans les wojewodstvos de Nowogrodek, Polésie, Wilno, et dans les powiaty de : Bialystok, Bielsk, Grodno, Sokolsk, Wysoko-Mazowiec et Wolkowysk ;

§ 2, Le présent décret entre en vigueur à partir du jour de la publication et s'applique à partir du 1^{er} juillet 1927.

Ministre de l'Agriculture, NIEZABYTOWSKI.

DÉCRET DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE DU 1^{er} JUILLET 1927
sur les forêts exclues de l'application du décret du 24 juin 1927
sur l'aménagement des forêts non appartenant à l'Etat (*Journ. des lois*, n° 58, 1927).

En vertu du 2^e alinéa de l'article 1^{er} du décret du Président de la République polonaise du 24 juin 1927 sur l'aménagement des forêts non appartenant à l'Etat (*Journ. des lois de la République polonaise*, n° 57, pos. 504), j'ordonne ce qui suit :

§ 1. Les prescriptions des articles 2 à 6, 8 à 14 et 16 du décret du Président de la République polonaise du 24 juin 1927 sur l'aménagement des forêts non appartenant à l'Etat (*Journ. des lois de la République polonaise*, n° 57, pos. 504) ne s'appliquent pas aux forêts non grevées de servitudes et non reconnues de protection d'une superficie inférieure à :

5 hectares dans les wojewodstvos de : Kielce, Krakow, Lublin, Lwow, Lodz ; Poméranie, Poznanie, Stanislawow, Tarnopol et Varsovie.

10 hectares dans les wojewodstvos de Bialystok, Nowogrodek, Polésie, Wilno et Wolyn.

§ 2. Le présent décret entre en vigueur à partir du jour de sa publication et s'applique à partir du 1^{er} juillet 1927.

Ministre de l'Agriculture, NIEZABYTOWSKI.

DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE DU 17 AOÛT
1927 sur le changement des articles 25 et 26 du décret du 24 juin
1927 sur l'aménagement des forêts non appartenant à l'Etat (*Journ. des lois de la République polonaise*, n° 74, 1927).

En vertu de l'article 44, alinéa 6 de la Constitution et de la loi du 2 août 1926 sur le plein pouvoir du Président de la République à promulguer des décrets ayant la force des lois (*Journ. des lois de la République polonaise*, n° 78, pos. 443), j'ordonne ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les changements suivants sont introduits dans le décret du Président de la République sur l'aménagement des forêts non appartenant à l'Etat (*Journ. des lois de la République polonaise*, n° 57, pos. 504).

1^o Le § g de l'article 25 est ainsi libellé :

Dans les limites de l'action de la loi forestière du 3 décembre 1852 (*Journ. des lois autrich.*, n^o 250), la délivrance des décisions, arrêtés ou autorisations basés sur les prescriptions du § 9, alinéa 3 ; §§ 10 à 18 ; § 24, § 25, § 26, alinéa 1 et § 68, ainsi que l'exécution des actes dérivant des prescriptions des § 52, alinéa 3 et § 74 à 76 de la même loi ;

2^o Le § h de l'article 26 est ainsi libellé :

Dans les limites de l'application de la loi forestière du 3 décembre 1852 (*Journ. des lois autrich.*, n^o 250), la délivrance des décisions, arrêtés ou autorisations basés sur les prescriptions de : § 9, alinéa 1 ; § 21, § 26, alinéa 2 et § 52, alinéa 2 de la même loi.

ART. 2. — L'application du présent décret est confiée au ministre de l'Agriculture, ainsi qu'aux autres ministres dans les limites de leur compétence.

ART. 3. — Le présent décret entre en vigueur à partir du jour de sa publication, avec force obligatoire à partir du 1^{er} juillet 1927.

Le Président de la République, L. MOSCICKI ; Président du Conseil des ministres et ministre de la Guerre, J. PILSUDSKI ; ministre, K. BARTEL ; ministre de l'Intérieur, S. SKLADOWSKI ; ministre des Affaires étrangères, A. ZALESKI ; ministre des Finances, G. CZECHOWICZ ; ministre de la Justice, A. MEYSZTOWICZ ; ministre des Cultes et de l'Instr. publ., Dr. DOBRUCKI ; ministre de l'Agriculture, K. NIEZABYTOWSKI ; ministre du Commerce, E. KWIATKOWSKI ; ministre des Transports, ROMOCKI ; ministre des Travaux publics, MORACZEWSKI ; ministre du Travail, JUTKIEWICZ ; ministre des Réformes agricoles, W. STANIEWICZ ; ministre des P. T. T., MIEDZINSKI.

Vu :

Le Président de la thèse,
TRUCHY

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDGARD ALLIX,

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

- Congrès international de Sylviculture, Paris, 1900.
Congrès international forestier, Paris, 1913.
Conférence internationale du Bois, Bratislava, 1923.
Congrès international du Bois de Lyon, *Compte rendu des travaux*, 1924.
Le problème forestier. Travaux du Congrès international de Grenoble, 1925.
Congrès international du Bois et de la Sylviculture, Paris, 1931.
Conseil national économique : la situation des principales branches de l'Economie nationale, 1932.
Société des Nations. Comité économique : *le problème du Bois*, 1932.
JACQUOT. — *Incendie de forêts*, Paris, 1903.
DUPIN. — *Code forestier annoté*.
MICHOTTE. — *Etude sur les incendies de forêts*.
PUTON. — *Code de législation forestière. Traité de l'aménagement des forêts*, Paris, 1883.
HUFFEL. — *Les arbres et les peuplements forestiers*, Nancy, 1893.
GUYOT. — *Les forêts de protection*, Besançon, 1905.
DAUBRÉE. — *Restauration et conservation des terrains en montagnes*, Paris, 1911.
DESCOMBES. — *Eléments de Sylvonomie*, Bordeaux, 1913.
H. MADRE. — *De la mise en rapport des forêts de l'Etat*, Paris, 1898.
A. MADRE. — *La propriété forestière et les limitations apportées au droit des propriétaires*, Paris, 1926.
L. DIGNAC. — *Les subventions industrielles à l'entretien des chemins vicinaux et ruraux*, Paris, 1930.
A. CRESPEL. — *Le marché des Bois et son organisation internationale*, Paris, 1933.
M. LORACH. — *La crise des Bois résineux en France*, Paris, 1933.

PÉRIODIQUES :

- Le Journal officiel*.
La France forestière et industrielle.
La Journée industrielle.
Le Moniteur des Scieries.
Le Bois national.
La Mercuriale des Bois.
Le Bois et les Scieries de France.
La Revue internationale du Bois.
L'Illustration économique et financière.
Le Bulletin du Comité des Forêts.
La Revue des Eaux et Forêts.

